

ORAN, MOSTAGANEM : 58 HARRAGA INTERCEPTÉS P. 4

A J-1 du match Algérie-Cameroun
**Rajevac procède
aux derniers réglages** P. 19

Le Quotidien
Edition Nationale d'Information **D'ORAN**

Evaison d'un centre de rétention après une mutinerie **26 ALGÉRIENS RECHERCHÉS EN ESPAGNE**

P. 4

**Retraites
PLUS DE 50%
DES PENSIONS
CONCERNENT
LES MOINS
DE 60 ANS** P. 2



Internet
**Le câble
Oran-Valence
pas avant
février 2017** P. 4

Baisse significative
de la pub
**La crise impacte
la presse** P. 2

DEBAT P. 7 & 8
**OCTOBRE 88 :
L'AUTRE
REVOLUTION ?**
Par Belkacem Ahcene-Djaballah

Retraites

Plus de 50% des pensions concernent les moins de 60 ans

Abdelkrim Zerzouri

Le dispositif de la retraite proportionnelle et sans conditions d'âge constitue une menace sur les équilibres financiers de la CNR et doit, de ce fait, faire sa mue. Le message, on ne peut plus tranchant, plaide pour l'adoption d'une nouvelle de conduite, exigée du reste par les circonstances économiques, dont les signaux ont viré au rouge depuis la chute des prix du pétrole. Les pouvoirs publics tiennent dans ce sens à convaincre les masses laborieuses, les syndicats réticents face à cette mue notamment, que «la retraite avant l'âge de 60 ans n'est plus possible». Chiffres à l'appui, cette fois-ci, le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale révèle dans un document rendu public jeudi dernier lors d'une rencontre d'information sur le projet de loi relatif à la retraite, que «le bilan cumulé de l'application du dispositif 97-13 (ndlr, retraite sans conditions d'âge), de 1997 à 2016, montre que près de 890.000 retraités sont des bénéficiaires de retraite avant 60 ans, soit 52% du nombre total de pensions de retraite directes servies par le système national de retraite, avec une charge financière annuelle de plus de 405 milliards de dinars».

Pour rappel, le dispositif de retraite proportionnelle et sans conditions d'âge a été institué en 1997 par l'ordonnance n° 97-13 dans les circonstances particulières du programme d'ajustement structurel élaboré par le gouvernement suite à un accord avec le Fonds monétaire international (FMI). Ce dispositif a entraîné, pour un nombre important de travailleurs, des départs à la retraite anticipée à partir de 50 ans, ce qui a entraîné pour la Caisse nationale des retraites (CNR) «un manque à gagner pour les recettes de cotisations et surtout une augmentation significative de la dépense de retraite».

REVENIR À L'ÂGE LÉGAL DE DÉPART À LA RETRAITE

Durant 16 ans, au moins, la CNR n'a éprouvé aucune difficulté en procédant au règlement des pensions «avec le sourire», mais ces deux dernières années, en l'absence de la taxe rentière naguère prélevée sur les rentrées financières des hydrocarbures et versée dans les caisses de la CNR, le poids est devenu insupportable. Le ministère avancera dans ce contexte que les difficultés financières structurelles de la CNR ont été prises en charges en 2015 et 2016 par «la solidarité inter-caisses», notamment celle de la caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés (CNAS). Actuellement, il y a un risque avéré de «cessation de paiement» qui plane sur les caisses de la CNR, selon des avis d'experts. Le ratio du nombre de travailleurs cotisants pour un retraité est actuellement à 2/1 alors que la norme pour garantir la viabilité d'un système de retraite est d'au moins 5 actifs cotisants pour un retraité. Le système national de retraite sert actuellement plus de 3 millions de pensions et allocations de retraite pour une dépense globale annuelle de plus de 870 milliards de DA. Ainsi, dans le souci de préserver le système de retraite et de garantir sa pérennité pour les géné-

rations futures, et en application de son programme approuvé par le Parlement en 2014, le gouvernement a engagé un projet de réforme après une concertation avec les partenaires sociaux (UGTA-Patronat) lors de la 19^{ème} tripartite du 5 juin 2016. Cette réforme vise à revenir à l'âge légal de départ à la retraite, fixée par la loi et à abroger l'ordonnance 97-13 relative à la retraite sans condition d'âge et à la retraite proportionnelle. A cet effet, le projet de loi modifiant et complétant certaines dispositions de la loi 83-12 du 02 juillet 1983 relative à la retraite, qui prévoit essentiellement 5 mesures phares, a été élaboré.

ENTRÉE EN VIGUEUR DES NOUVELLES DISPOSITIONS À COMPTER DU 1^{ER} JANVIER 2017

Il porte sur le maintien de l'âge minimum de la retraite à 60 ans et le maintien de la possibilité de départ à la retraite de la femme travailleuse à sa demande dès 55 ans. Aussi, le projet de loi permet aux travailleurs de poursuivre volontairement leur activité au-delà de l'âge minimum de 60 ans, dans la limite de 5 années. Cette disposition permettra aux travailleurs concernés de valider des années de travail supplémentaires au titre de leur retraite et d'augmenter le montant de leur pension. Les travailleurs dans les métiers pénibles, qui restent encore à définir, pourront également bénéficier de la retraite avant l'âge de 60 ans. Un décret exécutif définira les différents métiers concernés, selon la même source. Il s'agit de permettre aux travailleurs qui ont été exposés, à l'occasion de l'exercice de leur métier, à certains types de facteurs de risque pendant une durée donnée, de bénéficier de la possibilité de départ anticipée à la retraite. Cette mesure prendra en compte des critères scientifiques et médicaux, la haute pénibilité de certains postes de travail liée à des contraintes physiques, environnementales ou à des rythmes de travail particulièrement éprouvants. Ce projet de loi compte également des «règles spécifiques» concernant les travailleurs exerçant des professions hautement qualifiées ou des métiers déficitaires qui pourront bénéficier, à leur demande, d'un recul de l'âge de leur retraite avec, en contrepartie, des avantages spécifiques liés aux modalités de liquidation de leur pension. Ces règles qui seront précisées par un décret exécutif, visent à «favoriser et à inciter le transfert inter-générationnel du savoir et du savoir-faire», note la même source. Il est à rappeler que le projet de texte qui a été approuvé par le Conseil des ministres, sera débattu au Parlement et soumis prochainement au vote des parlementaires et prévoit l'entrée en vigueur des nouvelles dispositions à compter du 1^{er} janvier 2017. M. El Ghazi, qui a présidé avec Sidi Saïd, jeudi dernier, la cérémonie d'ouverture d'une rencontre d'information sur le texte de projet de loi en question, a fait savoir que ce projet de loi est dicté par les «difficultés financières» et vise à «éviter toute crise que la caisse pourrait rencontrer à l'avenir». Hélas, cela ne semble pas trop apaiser la grogne de plusieurs syndicats autonomes.

Moncef Wafi

Le volume de la publicité publique a baissé de 65 % en 2015 et 2016 a révélé, ce jeudi, le ministre de la Communication en réponse à une question d'un député, dans le cadre d'une séance plénière de l'APN, concernant les critères de distribution de la publicité publique par l'Agence nationale d'édition et de publicité (Anep). Hamid Grine explique ce recul par les effets de la crise économique mondiale même s'il ne va pas au plus profond des explications. En effet, la chute drastique des prix du pétrole a plombé les marchés nationaux et presque tous les avis d'appel d'offres, représentant quasiment les ¾ des placards publicitaires publiés sur les journaux, sinon plus, ont disparu. Les projets locaux ou d'envergure nationale ont simplement été remisés dans les tiroirs, austérité budgétaire oblige. Dans un entretien accordé à Horizon en mai dernier, Djamel Kaouane, le PDG de l'Anep déclarait que la situation économique du pays impactait négativement le marché publicitaire. «C'est une relation de cause à effet»,

Baisse significative de la pub

La crise impacte la presse

dira-t-il précisant qu'«il y a un rétrécissement très sensible du marché publicitaire public en raison de cette crise qui dure depuis un peu plus de deux années». Ceci expliquant cela. Fidèle à sa ligne de conduite, Grine rappelle que la presse privée bénéficie de 90 % de la publicité distribuée par l'Anep, tandis que la part de la presse publique est de moins de 10% sans pour autant donner des précisions sur la nature de ces journaux dont la plupart est réputée proche du pouvoir et dont le tirage est symbolique et ne vivant exclusivement que de la pub distribuée par l'Agence. L'Anep, quant à elle, ne gère pas plus de 20% du marché publicitaire national. En ces temps de crise, et avec la réduction de la manne publicitaire étatique, plusieurs titres de la presse régionale ont fermé, licenciant leur personnel souvent dans l'anonymat le plus total. La faute, selon les éditeurs, est directement liée au manque de pub de l'Anep. Les annonceurs privés ont aussi réduit leur présence dans les journaux, y compris les grands quotidiens. Les deux principaux secteurs qui ont déserté la presse sont l'automobile et la

téléphonie mobile. Le premier est frappé d'une crise sans précédent, résultat du blocage des importations par le gouvernement. Le second semble avoir orienté ses dépenses publicitaires vers la télévision, avec le boom des chaînes privées. Djamel Kaouane s'est défendu en affirmant qu'«en ces temps de crise, l'Anep reste le principal allié et acteur économique de la presse écrite algérienne, secteurs public et privé». Il explique que malgré les difficultés économiques, «elle continue de les alimenter».

Il soulignera, néanmoins, l'attrait du marché de la pub hors Anep, soulignant que la Régie «ne peut pas, à elle seule, entretenir indéfiniment toute la presse nationale». Si Grine a assuré, d'ailleurs, la neutralité de son département affirmant qu'il «n'interviendra pas dans la gestion des entreprises médiatiques», il a réitéré son souci de la protection des journalistes.

Il avait déjà appelé les éditeurs de journaux à adopter une charte de solidarité avec les journalistes par la consécration d'une partie des recettes de la publicité de l'Anep à la revalorisation de leurs salaires.

ANALYSE

Kharroubi Habib

Revoilà le tonton flingueur

Quand en début de semaine Amar Saadani réapparut publiquement après une étrange et inexplicable éclipse ayant duré près de quatre mois durant lesquels ses contestataires au sein du FLN ont fait feu de tout bois contre lui et que des voix hors de celui-ci se sont élevées pour réclamer que ce parti doit être remis au musée de l'histoire par respect pour la mémoire de ses fondateurs et de ceux qui ont sacrifié leur vie en son nom, les journalistes présents en la circonstance ne lui ont pas caché avoir été déçus par sa prestation car s'attendant à une fracassante riposte de sa part contre les animateurs de la double offensive remettant en cause son autorité sur le FLN.

Saadani leur avait alors fixé un rendez-vous pour le mercredi et à cette occasion ils auront droit à de «saignantes» mises au point. L'inénarrable secrétaire général du FLN n'a pas failli à sa promesse. Ce qu'il a asséné au cours de sa conférence de presse a été en effet plus que «saignant» et a visé deux cibles qui ne sont rien moins que le général en retraite et ex-tout-puissant patron du DRS, Mohamed Mediene alias «Toufik», et son prédécesseur à la tête du FLN et ancien chef de gouvernement, Abdelaziz Belkhadem.

Au premier, Saadani a reproché d'être l'inspirateur et l'instigateur des remous auxquels le FLN est confronté et au second d'être en collusion avec lui. Mais il ne s'est pas tenu à cette seule attaque contre ces deux personnalités. Il a surenchéri en accusant carrément l'ex-patron du DRS d'avoir été derrière les manœuvres de déstabilisation du pays aussi bien à Ghardaïa qu'à In Salah ou ailleurs où il y a eu contestation du pouvoir

et Belkhadem d'avoir rejoint le camp des «officiers de la France» dont Mediene aurait été «le fer de lance» et le but de conserver à la France sa tutelle sur l'Algérie.

Saadani n'en est pas à sa première salve contre l'ancien patron du DRS, mais celle de mercredi a été absolument ahurissante car il l'a ni plus ni moins accusé d'avoir été à la solde de l'expuissance colonisatrice et au service de son agenda pour l'Algérie. Il ne fait pas l'ombre d'un doute que Saadani pour aussi imprévisible qu'on le pense ne s'est pas aventuré à proférer son accusation sans avoir reçu l'aval du cercle qui a poussé à la sortie le désormais général à la retraite.

La charge menée par Saadani donne à comprendre que ce cercle n'en a pas fini de régler ses comptes avec l'ex-patron du DRS. Pour aussi extravagantes qu'ont pu apparaître les accusations formulées contre lui par Saadani, elles apparaissent avoir été assénées pour donner prétexte à l'ouverture d'une procédure judiciaire censée en établir la vérité ou la fausseté mais en mettant inévitablement en exergue le rôle flou que le DRS sous son autorité est accusé d'avoir joué dans les événements évoqués par Saadani.

Au-delà du fait que la sortie de Saadani signifie que la guerre des clans du pouvoir n'a pas pris fin avec la mise à la retraite de «Toufik», elle a donné à voir que les ennemis de ce dernier ont retourné contre lui ce dont le DRS, dont il a été si longtemps le puissant patron, a instrumentalisé contre tous ceux qui se sont opposés au pouvoir à savoir les clouer au pilori de la trahison et de l'inféodation à des agendas étrangers.

CHU dans le Sud

Des projets «gelés mais pas annulés»

Le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Abdelmalek Boudiaf, a affirmé jeudi à Alger que les projets de réalisation de centres hospitalo-universitaires dans les wilayas du Sud ont été «gelés mais pas annulés».

En réponse à une question d'un député de la wilaya de Bechar lors d'une séance plénière de l'Assemblée populaire nationale consacrée aux questions orales, le ministre a imputé le gel des projets de réalisation de centres hospitalo-universitaires dans les wilayas du sud, initiés par le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, aux coûts élevés des offres des bureaux de réalisation des sociétés multinationales, qui ont dépassé le taux de 170% du coût réel de ces centres. «Ces projets sont actuellement gelés et peuvent être relancés prochainement». Le ministre ajoute que cette wilaya (Bechar) dispose de structures hospitalières, de médecins spécialistes et de professeurs universitaires capables de gérer le secteur de la santé au même rythme qu'un hôpital universitaire. Le ministre a saisi



l'occasion pour rappeler l'arrêté ministériel de 2013 portant création de 23 centres hospitalo-universitaires. «Il sera procédé progressivement à l'ouverture de nouveaux centres spécialisés en chirurgie, oto-rhino-laryngologie (ORL), pneumologie et cancer». Dans le même

contexte, le ministre a ajouté que l'hôpital actuel de la ville de Bechar remplit le rôle d'un hôpital universitaire, à l'instar de ce qui se fait dans la wilaya de Bejaia depuis des années, sans pour autant priver ces régions des services hospitalo-universitaires.

Tirage du N° 6650
119.060 exemp.Le Quotidien
D'ORANEdition Nationale d'Information
Editée par la SPA
ORAN - PRESSE
au Capital de 195.923.000,00 DAPrésident
Directeur Général
Directeur
de la Publication
Mohamed Abdou
BENABBOUDirection - Administration
Rédaction centrale
63, Ave de l'ANP - Oran
B.P.N°110 - Oran
Tél. 041.23.25.22
23.25.23 / 23.25.24
23.25.69 / 23.25.84 / 23.26.15Fax Pub: 041.23.25.21
Fax et Rédaction
041.23.25.20
Imp.: Oran : imprimerie
"Le Quotidien d'Oran"
Alger : imprimerie "Le Quotidien d'Oran"
Constantine : S.I.E.
Ouargla : S.I.A.INTERNET: <http://www.lequotidien-oran.com>
E-mail : infos@lequotidien-oran.com
publicite@lequotidien-oran.com
admin@lequotidien-oran.com
lequotidiendoran@yahoo.frRédaction Algéroise
Tél.: 021. 64.96.39 - Fax: 021. 61.71.57
Pub Tél.: 021. 64.96.44Rédaction Constantinoise
Tél.: 031.92.12.11
Fax: 031.92.12.22

Diffusion: Ouest: SEDOR Tél.: 041.58.85.52- Centre: SEDOR - Est: SO.DI. PRESSE - Sud: TDS

RND

Les opposants à Ouyahia reviennent à la charge

Le secrétaire général du RND animera, aujourd'hui, une conférence de presse, au moment où ses dissidents s'apprêtent à reprendre leurs actions pour lui tenir tête, notamment en prévision des législatives de 2017.

Ghania Oukazi

C'est, certainement, un choix de calendrier bien arrêté pour que les deux clans croisent le fer. Il faut avouer que les législatives emballent tout le monde et ouvrent les voies à tous les appétits y compris les plus rassasiés. Les avantages du «mandat» sont tellement importants que ces joutes ont toujours mis en évidence les oppositions les plus féroces. Les défis sont lancés et les arènes ouvertes.

Si Ahmed Ouyahia s'apprête à animer, aujourd'hui, une conférence de presse pour, en évidence, répondre comme à son habitude, à toutes les questions qui se posent sur la scène, ses dissidents ont pris, quelque peu, les devants et se sont réunis jeudi dernier, pour coordonner leurs positions, leurs propos et leurs actions, en vue de «lui montrer qu'il n'est pas le seul à appartenir au RND. » Le mot d'ordre des actions de contestation à venir ne visent, cependant, pas, pour cette fois du moins, sa destitution mais bien la préparation des élections législatives, avec en prime le choix des candidats.

Le secrétaire général du RND vient de lancer, pour un avant-goût, son premier tir contre un ministre de son propre parti. Il a chargé son porte-parole, Seddik Chihab, pour viser le ministre du Commerce, Bakhti Belaïb, sur «la nullité» de sa déclaration à propos d'un éventuel retour de l'importation des véhicules de moins de trois ans. Déclaration qui -pour des raisons qui restent inconnues à ce jour- n'a pas énervé que le RND mais tout le gouvernement, si l'on se réfère aux «recadrages» faits à ce sujet par le ministre de l'Industrie et des Mines. Mais que ce soit Belaïb ou Bouchouareb, tous les deux veulent prendre leur revanche sur un Ouyahia qui n'a jamais été en odeur de sainteté avec eux.

«UN RND CONTRE UN RND»

Cependant, si Bouchouareb reste tapis dans l'ombre de la dissidence, Belaïb lui, s'est déclaré, il y a longtemps, comme étant un «farouche» adversaire du SG du RND.

Pour cette fois, la dissidence contre Ouyahia veut s'élargir à tout le territoire national. C'est «le comité national des dissidents» qui la dirige et qui, en principe, rendra public un communiqué, incessamment, pour rappeler à son existence et à sa volonté de se repositionner, au sein du RND. Le Comité est composé de 17 personnes, toutes issues du RND, dont les plus en vue, le Pr Moustapha Yahia (directeur du Centre de recherche), Kamel Zoghbi, président du Syndicat national des chercheurs, Yahia Guidoum, ancien ministre de la Santé, membre du Conseil de la Nation, Nouria Hafsi, secrétaire générale de l'UNFA. «Nous allons prendre contact avec tous les membres du RND dissidents à Ouyahia, à travers les 48 wilayas et ils sont bien nombreux, » nous dit-on au Comité. «Ouyahia a mis dehors tous les membres fondateurs du RND et tous les militants de bonne foi, il s'est arrangé pour éliminer des

rangs du parti, toute voix discordante pour n'agir qu'à sa guise, » nous disent des dissidents. Ils précisent, alors, que leurs actions sont, désormais, celles d'un RND contre un RND. » Leur objectif premier : «nous voulons mobiliser nos militants, en prévision des législatives, pour éviter qu'Ouyahia ne recourt aux exclusions et marginalisations qu'il veut, comme il l'a fait, lors de la préparation du dernier congrès. »

Les membres du Comité veulent, cependant, faire preuve de «sagesse» et comptent tenter de rassembler «tout le monde». Ils affirment ainsi que «nous voulons ramener Ouyahia à de meilleurs sentiments, nous voulons ouvrir les voies du dialogue et s'entendre sur la préparation des locales et des législatives à venir, parce qu'il n'a aucun droit de mener le parti en rangs dispersés à ces RDV. »

Les dissidents tiennent, par ailleurs à «répondre à Ouyahia sur ce qu'il a dit sur Bakhti Belaïb. » Ils estiment que «nous nous devons de défendre le ministre du Commerce parce que c'est un ministre RND, Ouyahia se doit de s'exiger un minimum de discipline partisane, quand il s'agit de défendre les responsables RND, en poste dans les institutions, qu'ils lui soient dissidents ou pas. »

OUYAHIA «UN EXCELLENT EXÉCUTANT DU FMI»

Les membres du Comité national des dissidents pensent qu'au «lieu d'accuser qui que ce soit, Ouyahia doit se rappeler que c'est lui qui a mis à genoux l'économie. » Ils ne se privent pas de noter qu'il était chef du gouvernement quand le Fonds monétaire international avait imposé à l'Algérie la fermeture d'un nombre effarant d'entreprises publiques et le renvoi de milliers de travailleurs pour «raison économique» disait-on, dans les années 90. Ils qualifient le SG du RND d'«excellent exécutant du FMI» parce qu'à l'époque, rappellent-ils, «il exigeait de ses collaborateurs de lui remettre, à chaque fin de journée, la liste des EPL (entreprises publiques locales) et EPE (entreprises publiques économiques) qui devaient être fermées sur injonction du FMI, il éprouvait un malin plaisir à en voir le nombre grossir, de jour en jour. » Ils estiment que «jamais gouvernement n'avait procédé aux fermetures des entreprises publiques et aux licenciements des travailleurs comme l'a fait celui dirigé par Ouyahia, sous le prétexte fallacieux des conditionnalités du FMI, mais les gouvernants de l'époque ne se sont pas cassés la tête pour en repêcher les plus importantes, ils ont choisi la facilité pour arriver jusqu'à la ponction sur les salaires.» Il est vrai que le cas de la CNEP est édifant à cet effet. Ouyahia avait demandé le lancement du processus du solde de cette caisse sur demande du FMI alors que ses responsables avaient, très vite, proposé un plan de repêchage qui a permis à la CNEP de fonctionner à ce jour. Mais ceci est une autre histoire, celle d'une gestion d'un pays qui ne concerne pas que le SG du RND et qui n'a pas fini de dévoiler ses frasques...



Ph.: Rachid K.

Le RCD participera aux législatives

Le Rassemblement pour la Culture et la Démocratie (RCD) a décidé hier de participer aux élections législatives et locales de 2017. La décision a été prise par la majorité des membres du Conseil national du parti lors de sa 13ème session ordinaire tenue à Alger. Dans une déclaration à la presse, le président du RCD, Mo-

hcine Belabbas, a expliqué que cette participation permettra au parti d'avoir «plus de visibilité» afin d'«agir mieux» sur la scène politique. Il a indiqué, par ailleurs, que «dans une situation normale, un parti ne se pose pas la question de participer ou non à un scrutin. Il se pose la question des moyens dont il dispose pour couvrir ou non les circonscriptions électorales

et, bien sûr, les propositions à défendre ou les alliances à contracter». «Mais nous ne sommes pas dans ce cas de figure, la preuve en est que nous avons boycotté les législatives et les locales de 2002 et les législatives de 2012 sans compter toutes les présidentielles, à commencer par les deux dernières, comme nous avons eu à participer dans d'autres circonstances», a-t-il rappelé.

Raïna Raïkoum

Ahmed Farrah

Ceux qui partent sur la pointe des pieds

L'amnésie et le détachement, associés au temps, occultent peu à peu les actes et les sacrifices de ces hommes et femmes ayant fait le choix de rester sincères avec eux-mêmes et fidèles à leurs convictions. Ce n'est qu'après leur départ qu'ils nous rappellent qu'ils étaient là, parmi nous, ignorés dans l'indifférence et le narcissisme de ceux qui n'en finissent pas de s'en approprier l'histoire qu'ils n'ont pas faite et l'héritage de ceux qui avaient payé le lourd tribut. Ces braves qui avaient choisi de vivre dans la simplicité, loin des tentations corruptrices et hypocritement flatteuses, sont restés hors des circuits de reproduction du nouvel état d'esprit, cupide, sans pudeur et égoïste sans limite. Comment ne pas avoir une admiration post-mortem, pour un ancien officier de l'ALN qui avait porté fièrement, pendant plus d'un demi-siècle, «Mawtini» comme surnom. Celui qui creusa sa tombe de ses propres mains sous l'œil haineux de l'ennemi qui l'avait cerné dans une bataille de la guerre de libération. Cet homme

est parti discrètement cette semaine, rejoindre ses frères de combat dont les noms restent gravés dans le marbre pour avoir abreuvé cette terre de

leur sang pur. Il vécut loin du faste et des tapis rouges à l'écart des démêlés et des coups bas. En ces temps difficiles, pendant que certains se positionnent dans le starting block, l'hystérie leur fait perdre la raison et ne se soucient guère du désastre qu'ils causent en se tapant là où ce n'est pas admissible pour l'image de ce que furent les sacrifices des Fils de la Toussaint et leur mémoire. A cause du gâchis, de l'indécence, de l'injustice, des reniements, des infidélités des uns et des autres, les générations d'aujourd'hui, sont réfractaires à ce discours, ne nous croient pas quand on évoque la rectitude de ces hommes et leur loyauté envers le pays qu'ils n'ont pas quitté, et qu'ils n'ont pas changé pour un autre. Certes, les temps ont changé et l'argent roi est venu altérer les esprits et corrompre les âmes, mais pas toutes, heureusement !

Collo

16 arrestations après la fermeture d'une mairie

A. Boudrouma

Dans le sillage de la fermeture du siège de l'APC de Cheraïa, chef-lieu de commune, situé à quelques encablures de Collo, la Brigade de gendarmerie, territorialement compétente, a procédé à l'arrestation de 16 personnes.

Elles ont été présentées, jeudi dernier, devant le parquet de Collo où elles se sont vu notifier une citation à comparaître devant le tribunal, lundi prochain, pour répondre de leurs actes.

Les mis en cause sont accusés d'avoir fermé le siège de l'APC de Cheraïa dont dépend leur localité

Béni Amrous pour revendiquer la prise en charge de leurs revendications à savoir: la réhabilitation d'un tronçon de route qui relie leur village à la route communale par Bougaroun, pour leur faciliter les déplacements et particulièrement aux enfants de rejoindre, facilement leurs établissements scolaires.

Le Brent à plus de 52 dollars

Une autre réunion «informelle» entre pays Opep et non-Opep à Istanbul

Une réunion «informelle» entre les membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) et des pays non-Opep se tiendra en marge du Congrès mondial de l'énergie qui s'ouvre le 10 octobre à Istanbul, a annoncé jeudi Bouterfa, le ministre de l'Energie. La Russie -qui ne fait pas partie de l'organisation- «est disposée à coopérer avec les pays Opep s'ils s'entendent entre eux», a précisé Noureddine Bouterfa à la chaîne de télévision Ennahar. Le président russe Vladimir Poutine se rendra le 10 octobre au Congrès d'Istanbul où il rencontrera son homologue turc Recep Tayyip Erdogan, a annoncé mardi le conseiller du Kremlin, Igor Ouchakov. Le 29 septembre à Alger, les pays de l'Opep sont parve-

nus à un accord «historique» pour réduire leur production d'or noir afin de soutenir des prix durablement affaiblis par une offre excédentaire. Au terme de plusieurs semaines de tractations et d'une réunion de près de six heures, l'Opep a décidé de ramener sa production à un niveau de 32,5 à 33 millions de barils par jour (mb/j) contre 33,47 mb/j en août, selon l'Agence internationale de l'Energie. Il s'agit de la plus grosse réduction de production depuis celle décidée après la chute des cours durant la crise de 2008. Les modalités de mise en œuvre de cet accord seront discutées lors du sommet de l'Opep à Vienne, le 30 novembre.

Les prix du pétrole reculaient hier en cours d'échanges européens

après avoir atteint de nouveaux plus haut en cours de séance, le ministre de l'Energie russe douchant les espoirs d'accord sur la production la semaine prochaine. Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en décembre valait 52,14 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en baisse de 37 cents par rapport à la clôture de jeudi. Dans les échanges électroniques sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de «light sweet crude» (WTI) pour la même échéance reculait de 19 cents à 50,25 dollars. Vers 07h30 GMT, le Brent a atteint 52,84 dollars et le WTI 50,74 dollars, s'approchant de leurs plus hauts niveaux de l'année atteints en juin, à 52,86 dollars pour le Brent et à 51,67 dollars pour le WTI.

Evasion d'un centre de rétention, après une mutinerie **26 Algériens recherchés en Espagne**

Au moins 26 migrants algériens sont, encore, recherchés par la police espagnole après s'être enfuis du centre d'internement pour étrangers de Sangonera, près de Carthagène, à la faveur d'une mutinerie déclenchée, mercredi soir.

Moncef Wafi

Selon l'AFP, le centre de rétention du sud-est de l'Espagne, n'abritant que des hommes, a été le théâtre d'une évasion à grande échelle de migrants qui y étaient détenus. Sur les 127 étrangers, sans titre de séjour, présents à Sangonera, 67 migrants de différentes nationalités se sont fait la belle. En milieu de la journée de jeudi, «il en manquait encore 26, quasiment tous de nationalité algérienne», a indiqué une porte-parole de la préfecture de Murcie. Selon un porte-parole de la police nationale à Murcie, «un des étrangers a d'abord feint d'être malade et quand l'ambulance est entrée pour l'extraire, les autres se sont mutinés». Au cours de la révolte, 5 policiers qui faisaient partie de l'escorte venue porter secours au migrant supposé malade, ont été agressés, selon la même source. Ils ont été blessés, victimes de «nombreuses contusions» et «traumatismes», selon une source préfectorale. Les mutins armés d'extincteurs du centre, ont cassé les accès au centre pour s'enfuir. Cet établissement public n'en est pas à sa première évasion puisqu'il a connu, ces dernières années, d'autres épisodes du même type. Le 21 août dernier, 10 hommes s'étaient ainsi enfuis, dans des conditions comparables. Le Syndicat unifié de la police (SUP) a exigé dans un communiqué «la fermeture immédiate du centre», en dénonçant des carences en matière de sécurité et un manque de personnel. Pour rappel, quelque 6.500 personnes ont transité, en 2015, par les 7 centres de rétention, existant en Espagne, qui accueillent essentiellement des étrangers n'ayant pas de titre de séjour et faisant l'objet d'une procédure d'expulsion. Parmi ces établissements, celui de Valence qui a été au centre d'une plainte déposée par 5 harraga algériens. Les faits remontent au 11 octobre 2013, quand 20 ressortissants al-

gériens qui ont entamé une grève de la faim au centre de rétention à Valence, en signe de protestation contre leur détention, ont été surpris par la descente de la police espagnole qui s'opposait à leur action, selon la présidente de l'Association 'Casa Argelia' (maison de l'Algérie à Valence), Houria Souhili. Après la plainte déposée par des harraga algériens contre l'administration du centre de détention provisoire des étrangers à Valence, en Espagne, qui les a privés de toute liberté, ainsi que pour avoir été roués de coups après avoir observé une grève de la fin, la machine diplomatique algérienne s'était manifestée. Le vice-consul algérien à Alicante, Oussama Hamed Salhi, avait visité les installations dudit centre et a demandé des explications sur les plaintes de 5 détenus algériens pour mauvais traitements qui leur ont été infligés par des officiers de police et qui sont allés devant les tribunaux pour dénoncer les bavures policières.

En 2009, le président de la Fédération des Associations algériennes, en Europe, Belmeddah Noredine, avait accusé le ministère des Affaires étrangères de ne pas défendre les intérêts des Algériens en Espagne. A l'époque, il avait tiré la sonnette d'alarme sur le sort de centaines d'Algériens livrés à eux-mêmes, notamment en Espagne où leurs droits sont tout simplement bafoués quand ils ne sont pas bien évidemment morts, évoquant le cas des harraga enterrés en terre ibérique. Il avait interpellé, solennellement, le président de la République pour rapatrier dans leur pays et chez leurs familles, tous les harraga enterrés en Espagne. Les clandestins algériens préfèrent s'installer en Espagne où le gouvernement applique, tous les 5 ans en moyenne, la régularisation au profit des sans-papiers vivant sur son sol. Selon les statistiques officielles, plus de 10.000 Algériens ont été régularisés, entre 2005 et 2010, à la faveur de cette loi.

Oran, Mostaganem **58 harraga interceptés**

K. Assia

Six jours seulement après l'interception de 4 embarcations pneumatiques avec à leur bord 85 harragam au large d'Oran et de Béni-Saf, dans la wilaya d'Ain Témouchent, les unités des forces navales de la façade maritime-ouest ont mis en échec, dans la nuit de jeudi à vendredi, d'autres tentatives d'émigration clandestine. 58 harraga ont été interceptés au nord d'Ain El Turck (Oran) et au nord de Mostaganem. Les embarcations parties d'Ain El Turck transportaient des groupes de 15, 14 et 19 candidats à l'émigration clandestine soit un total de 48 harraga. Au nord de Mostaganem, les gardes-côtes ont intercepté

10 harraga à bord d'une embarcation pneumatique. Les migrants ont été reconduits aux ports d'Oran et de Mostaganem et remis aux services de sécurité pour complément d'enquête. Parmi ces migrants, l'on signale un Malien, un Syrien et 8 mineurs.

En l'espace d'une semaine, les gardes-côtes ont dû intervenir et mettre en échec 8 tentatives d'émigration clandestine et intercepté 143 clandestins, au large d'Oran, Béni-Saf et Mostaganem.

Selon un bilan des gardes-côtes de la façade maritime ouest quelque 333 harraga ont été interceptés de janvier à septembre dernier. En hausse par rapport à 2015, où 328 harraga avaient interceptés.

Internet **Le câble Oran-Valence pas avant février 2017**



Houari Saaïdia

Prévus initialement pour la fin du mois d'octobre, le déploiement et la mise en service du câble sous-marin en fibre optique Oran-Valence ont dû être différés. Cause de ce retard estimé à 3 mois : la station d'atterrissage du câble ne sera pas livrée dans le délai imparti.

En visite de travail à Oran, jeudi, la ministre de la Poste et des Technologies de l'information et de la communication, Houda Imane Feraoun, a fait savoir en effet que «le lancement de la liaison sous-marine en fibre optique Oran-Valence, prévu pour la fin du mois d'octobre en cours, sera retardé de 3 mois». Fait à souligner : ce report forcé n'incombe pas à l'entreprise chargée de la mise en place du câble sous-marin long de 560 km, le groupe Alcatel-Lucent, spécialiste des réseaux IP (Internet Protocol), puisque le maillon terminal de la liaison, la station d'atterrissage, n'en dépend pas. La réalisation de ce «terminus» hébergé dans l'ancien centre téléphonique de Bouisseville (Ain El-Turck), réadapté pour la circonstance, est à la charge de l'entreprise ETRTP, dont le représentant, Khinnache Moussa, a affirmé lors de la séance de présentation du projet devant la ministre de la Poste et des TIC que «la station d'atterrissage du câble ne sera pas remise dans les temps». Le porte-parole de l'ETRTP a justifié cet état de fait par une question d'ordre financier. En clair, il s'agit d'une demande d'avenant de 17,5% au coût initial estimé à près de 110, 5 millions de DA, soit quelque 18,7 millions de DA en supplément. A ce petit problème d'argent s'ajoute toutefois «un contretemps pour effectuer une deuxième étude de faisabilité, la première étant mauvaise», selon les explications du même responsable de l'entreprise de réalisation de la station d'atterrissage du câble Oran-Valence.

Tout compte fait, donc, la liaison Oran-Valence dont on annonce d'ors et déjà les merveilleux effets qui «vont non seulement améliorer mais même ré-

volutionner le haut débit en Algérie jusqu'à le hisser au même niveau de l'Europe», ne sera pas opérationnelle avant février 2017. C'est ce qui ressort en tout cas des déclarations de la première responsable des TIC.

La genèse du projet du système Orval (abréviation d'Oran-Valence) à 120 Gbit/s, conçu pour offrir une capacité maximale de 20 Tbit/s, remonte en fait au début des années 2000, dans le cadre du plan ORSEC, suite aux deux catastrophes naturelles ayant causé l'isolement de l'Algérie du reste du monde, à savoir l'inondation de Bab-el-Oued survenue le 10 novembre 2001 et le séisme de Boumerdes qui s'est produit le 21 mai 2003, ayant provoqué la coupure de deux câbles sous-marins ALPAL2 et SMW2, au départ d'Alger. Deux autres faits majeurs sont venus conforter cette décision, à savoir le retrait, en janvier 2006, de l'exploitation commerciale du câble SMW2, à la faveur de la mise en service du câble SMW4, à partir de Annaba, et la coupure, en mars 2009, du câble SMW4 ayant entraîné une congestion du trafic voies et données (Internet). L'objectif initialement assigné à ce projet de système intégré aux réseaux de télécommunications sous-marins et terrestres, était donc de «doubler et protéger efficacement ALPAL2 et SMW4». La nécessité, voire l'urgence, de la mise en place de ce câble s'est avérée, de manière très évidente, après l'incident survenu, en octobre 2015, qui a effectué la liaison en fibre optique Annaba-Marseille, ayant enfoncé l'Algérie dans un black-out de six jours, avec comme pertes sèches de 100 millions de DA par jour, sans parler des dommages collatéraux. La ministre de la Poste et des TIC, Imane Houda Feraoun, avait plaidé, au lendemain de cet épisode, pour le déploiement de nouveaux câbles comme seule et impérative solution pour éviter que ce genre de situation ne se reproduise, annonçant dans la foulée le début de réalisation, le mois suivant (novembre 2015), de nouveaux câbles en fibre optique sous-

marins Oran-Valence et Alger-Valence, pour 36 millions d'euros (26 millions pour le projet Oran-Valence et 10 millions pour celui d'Alger-Valence).

FACTEURS VERSION 2016

Par ailleurs, la ministre a présidé, au cours de sa visite à Oran, la cérémonie de sortie de la première promotion des facteurs à domicile (Facdom). Treize jeunes diplômés universitaires, dont 5 femmes, ont été formés dans le cadre du nouveau service d'Algérie Poste «Enwi», qui consiste à renforcer les missions des facteurs en leur ajoutant de nouvelles missions relevant du domaine commercial. Les Facdom seront appelés à encaisser des factures (Sonelgaz, SEOR, Algérie Télécom, Mobilis, Djedzy, Ooredoo) à domicile, en plus du ramassage, livraison et encaissement de produits exposés dans l'e-boutique d'Algérie Poste. Ce nouveau service vise à moderniser le métier de facteur, ont indiqué les initiateurs du projet ajoutant que le projet, qui a démarré à Tipasa et Oran, sera généralisé à différentes régions du pays. Lors de sa visite, la ministre a présidé, à l'Institut national des télécommunications et des Technologies de l'information et de la communication (INTTIC) Abdelhafid Boussof, la cérémonie de sortie de la première promotion de master en télécommunications. Elle a également inspecté les travaux de restauration de la recette principale d'Oran (Grande Poste) au centre-ville, confiés à l'entreprise algéro-italienne Refit. A cette occasion, M^{me} Feraoun a affirmé que les travaux de restauration seront achevés avant la fin du mois en cours et que l'inauguration du site sera le 1^{er} Novembre. M^{me} Feraoun s'est rendue, en outre, au Centre de contrôle des fréquences radioélectriques dans la localité de Belgaid à l'est d'Oran, où elle a assisté à une présentation, à l'Agence nationale de promotion et de développement des parcs technologiques (ANPT), du projet du Technoparc d'Oran, qui s'étend sur une superficie de 32 hectares.

Loterie pour la carte verte américaine Les inscriptions ouvertes

Les inscriptions au programme Immigrant Diversity Visa 2018, la «Green Card Lottery» (loterie de la carte verte) américaine, sont ouvertes depuis le 6 octobre 2016 et s'étaleront jusqu'au «lundi 7 novembre 2016 à midi», annonce un communiqué de l'ambassade des Etats-Unis.

R. N.

«Chaque année, le programme mandaté par le Congrès fournit jusqu'à 55.000 visas de diversité tirés de la sélection aléatoire parmi toutes les inscriptions, aux personnes répondant à des critères d'éligibilité stricts et issues de pays avec un faible taux d'immigration aux Etats-Unis», précise le communiqué. Pour consulter les «conditions d'éligibilité» et les «instructions» pour s'inscrire au programme «Green Card Lottery» les candidats potentiels sont invités à visiter le site web : usvisas.state.gov/dv/instructions.

L'Algérie figure parmi la liste des pays dont les citoyens sont éligibles au Diversity Visa. «L'an dernier, l'ambassade des Etats-Unis à Alger a émis plus de 1200 DVs aux Algériens à travers ce programme», lit-on dans le communiqué. A noter aussi que pour la DV-2018, les citoyens de certains

pays ne sont pas éligibles du fait, explique le communiqué, que «plus 50.000 natifs de ces pays ont émigré aux USA durant les années précédentes». Il s'agit entre autres du : Brésil, Canada, Chine, Colombie, Haïti, Inde, Mexique, Nigeria, Pakistan, Pérou, Corée du Sud, Royaume-Uni (à l'exception de l'Irlande du Nord) et du Vietnam.

Parmi les «conseils de participation» cités dans son document, l'ambassade US à Alger précise que «l'inscription est gratuite», que les «candidats doivent postuler en ligne sur dvlottery.state.gov», et qu'une personne ne peut s'inscrire qu'une seule fois, précisant que «des participants qui soumettent plus d'une inscription seront disqualifiés». Les candidats «doivent mentionner tous les membres de la famille immédiate lors de leur inscription», ajoute le document qui avertit que «des erreurs dans le processus d'inscription pourraient entraî-

ner la disqualification automatique du participant». Une «photo récente, prise au cours des six derniers mois» est exigée lors des inscriptions. «Les participants doivent imprimer et conserver leur page de confirmation en ligne au moins jusqu'au 30 septembre 2018. À compter du 2 mai 2017, les candidats seront en mesure de vérifier l'état de leur inscription sur : dvlottery.state.gov».

Les résultats de la loterie seront notifiés à tous les candidats par email. «Tout e-mail prétendant informer les participants qu'ils ont été sélectionnés pour le programme DV est illégal. Les participants peuvent accéder à des informations sur leur demande uniquement en consultant leur statut en ligne sur : dvlottery.state.gov».

Un chat (discussion online) est prévue le jeudi 13 octobre 2016 «à propos du programme DV avec l'ambassade des Etats-Unis» sur : [facebook.com/USEmbassyAlgiers/](https://www.facebook.com/USEmbassyAlgiers/).

Djelfa

Un corps repêché d'une retenue d'eau

Les services de la Protection civile de Djelfa ont procédé, dans la nuit de mercredi à jeudi, au repêchage de la dépouille d'un jeune homme mort noyé dans une mare d'eau, dans la région d'Oum Chekak, commune El Keddidi (85 km à l'ouest de Djelfa), a-t-on appris auprès de ce corps constitué.

Selon la même source, un jeune

homme, qui était à bord d'une charrette tirée par un cheval, a disparu dans une mare d'eau au lieu-dit Dhail El Maa, de la région Oum Chekak, à 14 km au nord-ouest de la commune d'El Keddidi, ont indiqué des témoins oculaires, qui ont trouvé sur place un cheval mort noyé, au moment où son propriétaire a disparu. Cette intervention,

pour le repêchage de la victime, a réuni les unités de la Protection civile des daïras d'El Idrissia et de Charef, avec un soutien de l'équipe des plongeurs de l'unité principale de Djelfa.

La dépouille a été transférée vers la morgue de l'hôpital d'El Idrissia, à 100 km à l'ouest de Djelfa, a-t-on ajouté de même source.

Tizi Ouzou, Boumerdes Cinq terroristes abattus

R. R.

Cinq terroristes ont été abattus entre jeudi et vendredi, dans les wilayas de Tizi-Ouzou et Boumerdes. «Dans le cadre de la lutte antiterroriste et en continuité de l'opération de fouille et de ratissage menée, ce matin (vendredi), par les forces de l'Armée nationale populaire dans la daïra d'Azeffoun, Tizi Ouzou (1ère Région militaire), qui s'est soldée par l'élimination de deux terroristes et la récupération de deux pistolets mitrailleurs de type Kalachnikov, deux autres terroristes ont été abattus, cet après-midi du 07 octobre 2016, par les forces de l'Armée nationale populaire. Deux pistolets mitrailleurs de type Kalachnikov ont également été récupérés, portant ainsi le bilan de l'opération, qui est toujours en cours, à la neutralisation de quatre terroristes et la récupération de quatre pistolets mitrailleurs de type Kalachnikov», indique un communiqué du ministère de la Défense nationale.

Dans la wilaya de Boumerdes, un terroriste qui avait rallié les groupes terroristes en 1994, a été mis hors d'état de nuire jeudi après-midi, suite à une opération de fouille et de ratissage menée par un détachement de l'ANP près de la commune de Baghliia. «Dans le ca-

dre de lutte antiterroriste et suite à une opération de fouille et de ratissage près de la commune de Baghliia, wilaya de Boumerdes (1ère Région militaire), un détachement de l'ANP a mis hors d'état de nuire, dans l'après-midi d'aujourd'hui 06 octobre 2016, le dangereux terroriste recherché dénommé +H.Djamel+ qui avait rallié les groupes terroristes en 1994», précise le MDN. «Un pistolet automatique et une quantité de munitions ont été récupérés lors de cette opération qui est toujours en cours», conclut la même source.

Par ailleurs, les quatre terroristes abattus lors de l'opération menée le 29 septembre à Djebel Oustili dans la wilaya de Batna par les forces de l'ANP ont été identifiés, selon le MDN. «Dans le cadre de la lutte antiterroriste et suite à l'opération de qualité menée par les forces de l'Armée nationale populaire à Djebel Oustili, wilaya de Batna (5e Région militaire), le 29 septembre 2016, ayant permis de neutraliser cinq (5) terroristes et de récupérer un lot d'armements et de munitions, il a été procédé à l'identification des quatre autres criminels abattus, en l'occurrence «B.Messaoud» dit «Errous», «Z.Mohamed» dit «Timou», «N.Seifedine» dit «Abou Doujana» et «S.Haroun», précise le MDN.

Tamanrasset

Une cache d'armes découverte près des frontières

Une cache d'armes et de munitions a été découverte jeudi à Tamanrasset près des frontières sud du pays par un détachement de l'Armée nationale, indique un communiqué du ministère de la Défense nationale. «Dans le cadre de lutte antiterroriste, de la sécurisation des frontières et de la lutte contre la criminalité organisée et grâce à la permanente vigilance de nos forces armées, un déta-

chement de l'Armée nationale populaire a découvert, aujourd'hui 06 octobre 2016 près des frontières sud du pays dans la 6^{ème} RM à Tamanrasset, une cache d'armes et de munitions», précise la même source. Cette cache contenait «un fusil-mitrailleur RPK, un pistolet-mitrailleur kalachnikov, huit chargeurs de munitions et 1.365 balles de différents calibres», selon le communiqué.

Publicité

**Sous le Haut Patronage du Président de la République
Son Excellence Monsieur Abdelaziz Bouteflika**



L'Association des Psychiatres d'Oran - APO -

co-organise avec :

- La Société Algérienne de Psychiatrie (SAP)
- L'Association des Psychiatres d'Exercice Privé (APEP)
- L'Association Franco-Maghrébine de Psychiatrie (AFMP)

**Le 35ème CONGRES FRANCO-MAGHREBIN
DE PSYCHIATRIE**

Les 13 et 14 octobre 2016 à l'hôtel Sheraton Oran

Thème :

" La Psychiatrie Aujourd'hui "

Des formations sont programmées le 12/10/16 :

Autisme - Hypnose - EMDR - Initiation aux TCC -

Addictions - Systémie -

**La conférence de clôture sera animée par
«Kamel DAOUD»**

Pour tous Renseignements : Tél : +213 553.145.294

E-mail : 35congresafmp@gmail.com - aporanie@gmail.com

Inscriptions : Bureau de l'APO : dr.aheddadj@yahoo.fr

Bureau de la SAP : kacha@sapsy-dz.com

Bureau de l'AAPEP : bellakhdaralipsy@yahoo.fr

**Office public de Maître ADJOURDJ Abdeslem
Commissaire-priseur près le Tribunal de Sidi-Bel-Abbès
Avenue ABBANE Ramdane Prolongée Bloc A Cité EPLF
Sidi-Bel-Abbès
Tei : 048.55.48.36 / Mob : 0773.953.306**

**AVIS DE VENTE AUX ENCHERES PUBLIQUES
AVEC ADMISSION DE SOUMISSIONS CACHETEES**

Le Mardi 11 Octobre 2016 à 09 h 30

1. Au profit de : Algérie Poste Unité de Sidi Bel Abbès :

N° Lot	Désignation
01	FOURGON KIA PREGIO IM : 00120-301-22
02	FOURGON KIA PREGIO IM : 00116-303-22
03	FOURGON KIA PREGIO IM : 00115-303-22
04	FOURGON KIA PREGIO IM : 00283-304-22
05	FOURGON KIA PREGIO IM : 00279-304-22
06	RENAULT EXPRESS IM : 03180-00-16 Sans Carte Grise
07	FOURGON MITSUBISHI L300 IM : 00613-00-16
08	FOURGON KIA PREGIO IM : 00121-301-22

2. En exécution des ordonnances de saisie prononcées par le tribunal de Sidi-Bel-Abbès N° 826/2016 du 22/05/2016 et N° 1095/2016 du 21/07/2016 :

N° Lot	Désignation
01	CAMION SHAANQI à benne IM : 00355-211-22
02	CAMION DAIHATSU Châssis nu IM : 00010-210-22

Conditions de vente : Habituelles

Le Commissaire-priseur

FAMILLE A ORAN

Recherche pour recrutement immédiat :

• Un (01) Homme (entre 30 et 40 ans) pour gardiennage et entretien des espaces verts

- Logé sur place
- Candidats étrangers acceptés

• Une (01) Femme de ménage (la quarantaine)

Sérieux, qualités morales et bonne éducation exigés

Transmettre CV au N° Fax : 041 61 70 07 Ou téléphoner au 041 61 70 06

Parlement Européen

La Syrie et la guerre médiatique

Lorsque les eurodéputés veulent contrôler la couverture médiatique de la guerre en Syrie et accusent la Russie de lien avec l'Etat islamique, faut-il encore croire à une paix possible en Syrie?



Bruxelles: M'hamed Bouzina Med

La Commission des affaires étrangères du parlement européen (PE) a inscrit à son ordre du jour pour lundi prochain l'examen de la couverture médiatique de la guerre en Syrie et en Irak. «Confrontés à des campagnes de désinformation agressives de la part de pays comme la Russie et d'acteurs non gouvernementaux, tel l'Etat islamique -EI-, qui incitent à la peur et à la haine, les députés de la Commission des affaires étrangères voteront sur des propositions pour contrer cette propagande. Sensibiliser, renforcer la résilience des médias indépendant, mais aussi augmenter l'initiation à l'information des citoyens de l'Union européenne-UE- en sont quelques exemples», annonce le communiqué du PE. Etrange inquiétude des eurodéputés et étrange façon de concevoir le droit des citoyens à l'information et le devoir des journalistes d'informer. Grave dérive politique qui accuse la Russie «d'inciter à la peur et à la haine» et de l'assimiler à l'Etat islamique «Daech». Dangereuse tentation de mettre sous contrôle les médias et de leur apprendre «la résilience» pour leur propre «indépendance». L'initiative des eurodéputés est d'autant plus incompréhensible quand on sait l'orientation et l'alignement des politiques éditoriales et le marketing de la couverture médiatique des guerres en Syrie (et aussi en Irak, Yémen et ailleurs) totalement affidées aux thèses des gouvernements européens et américain faisant porter la responsabilité de la tragédie de la guerre et sa durée aux seuls Russes et soldats du régime de Bashar El Assad. Les rares médias qui tentent de mettre à jour les véritables raisons et enjeux de ces guerres sont noyés dans le flot des informations tous azi-

mutés qui brouillent la perception des citoyens et amalgame patriotes défendant leur patrie et terroristes et mercenaires à la solde de sombres intérêts géostratégiques. Il ne s'agit pas de défendre un camp contre un autre parce que c'est le peuple syrien qui meurt et s'exile, parce que c'est la Syrie qui risque de ne plus exister dans ce bras de fer entre les Occidentaux et la Russie. Comment les eurodéputés osent-ils accuser la Russie de complicité avec l'Etat islamique alors qu'il y a trois semaines, Américains et Russes avaient décidé de bombarder ensemble les troupes de l'Etat islamique après la trêve qui, malheureusement, a volé en éclats? La probité politique et morale aurait voulu que les Européens relancent cette éventuelle alliance et rejoignent Russes et Américains pour en finir avec l'Etat islamique. En accusant la Russie de lien avec l'Etat islamique et en prenant l'initiative de mobiliser les médias occidentaux sur une si absurde thèse, les eurodéputés de la Commission des affaires étrangères du PE prennent le risque d'hypothéquer définitivement les possibilités d'une reprise du dialogue politique entre Occidentaux (Américains et Européens) et la Russie pour une solution à ce terrible conflit. Au delà de cet énorme risque pour la paix en ces grands moments de crise diplomatique et politique internationale, l'initiative des Eurodéputés trahit le sacrosaint principe de la «liberté de la presse» qu'ils sont si prompts à défendre lorsqu'il s'agit de pays tiers, notamment arabes et africains. Enfin, le hasard veut que cette décision de la Commission des A.E du parlement européen arrive au moment même où la presse américaine et anglaise nous apprend combien le Pentagone américain avait inondé les médias de séquences manipulées de la guerre en Irak. A méditer.

Syrie

Le Conseil de sécurité examine en urgence la situation à Alep-est



Le Conseil de sécurité des Nations Unies s'est réuni en urgence hier vendredi, à la demande de la Russie, pour entendre un compte-rendu de l'envoyé spécial de l'ONU pour la Syrie sur la grave situation régnant à Alep-est. L'émissaire de l'ONU, Staffan de Mistura, devait participer à la réunion par vidéoconférence depuis Genève. Il a déclaré jeudi lors d'une conférence de presse que les quartiers de l'est d'Alep tenus par les rebelles pourraient être «totalement détruits» d'ici la fin de l'année si le régime syrien et la Russie poursuivaient leur offensive militaire. M. de Mistura a lancé un appel aux combattants de l'organisation jihadiste Front Fateh al-Cham (anciennement Front Al-Nosra, branche syrienne d'Al-Qaïda) pour qu'ils quittent l'est d'Alep. «Si vous décidez de partir en dignité et avec vos armes (...) je suis personnellement prêt à vous accompagner», a affirmé le diplomate. Il a estimé qu'il y avait environ 8.000 combattants rebelles dans l'est d'Alep, dont 900 du Front Fateh al-Cham. D'après une ONG, l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH), le nombre de combattants antirégime dans Alep est de 15.000, dont 400 du groupe jihadiste. L'opération aéro-terrestre des forces loyales au régime du président Bachar al-Assad a continué sans répit jeudi dans la métropole du nord syrien, avec la prise de nouvelles positions rebelles au lendemain de l'annonce par Damas d'une réduction de son intense campagne de bombardements. Cette offensive alarme de nombreux pays et l'ONU, qui tente en vain depuis des mois de promouvoir une issue politique à ce conflit meurtrier. «Dans deux mois, deux mois et demi au maximum, à ce rythme, la partie est d'Alep risque d'être totalement détruite», a prévenu M. de Mistura. «Nous parlons de la vieille ville en particulier, et des milliers de civils syriens vont être tués». Plus de 250.000 personnes vivent dans les quartiers d'Alep sous contrôle des rebelles, complètement assiégés par les troupes du régime. M. de Mistura a déclaré que 376 personnes avaient été tuées et 1.266 autres blessées par les bombardements massifs menés depuis

le 22 septembre par l'armée syrienne et son allié russe. Cette offensive avait été lancée quelques jours après l'échec d'un cessez-le-feu initié par Moscou et Washington et qui n'avait tenu qu'une semaine. Ces derniers jours, les bombardements sur Alep-est se sont calmés à mesure que se développait l'offensive terrestre des troupes prorégime.

«RÉCONCILIATION»

Selon Rami Abdel Rahmane, directeur de l'OSDH, «les forces du régime se sont emparées de six positions majeures» dans le quartier de Boustane al-Bacha. D'après l'OSDH, elles progressent également vers le quartier voisin de Hellok et ont pris des bâtiments aux abords du quartier de Sakhour. Dans un entretien à la chaîne danoise TV2, le président Assad a déclaré jeudi que la «meilleure option» pour Alep était «la réconciliation, comme dans d'autres zones», en référence à des villes ou quartiers où les insurgés ont conclu une trêve avec Damas. Sinon, les forces progouvernementales continueront «à combattre les rebelles jusqu'à ce qu'ils quittent Alep», a-t-il prévenu. «Il n'y a pas d'autre option». M. Assad a par ailleurs nié que ses forces aient délibérément ciblé des infrastructures sanitaires ou restreint l'aide aux civils, comme les en accusent les rebelles et les Occidentaux. L'agence de presse officielle Sana a rapporté que huit personnes avaient été tuées par des tirs de roquettes de «groupes terroris-

tes» sur un quartier de la partie gouvernementale d'Alep, utilisant le vocabulaire habituel du régime pour qualifier les rebelles. Selon l'OSDH, le bilan de ces tirs est de 11 morts et pourrait augmenter en raison du grand nombre de blessés, plus de 60, dont certains étaient dans un état critique.

L'IMPASSE SEMBLE TOTALE

Sur le plan diplomatique, l'impasse semble totale depuis l'interruption des discussions entre Washington et Moscou sur le rétablissement d'un cessez-le-feu, même si des contacts sont maintenus entre le secrétaire d'Etat américain John Kerry et son homologue russe Sergueï Lavrov. Pour tenter de relancer la diplomatie, le ministre français des Affaires étrangères Jean-Marc Ayrault était jeudi à Moscou avant de se rendre vendredi à Washington. Il a dit à M. Lavrov que «rien ne saurait justifier le déluge de feu et de morts» à Alep et que «personne», y compris la Russie, «ne peut tolérer cette situation». M. Lavrov a indiqué être «prêt à travailler» au projet de résolution sur un cessez-le-feu à Alep que la France veut soumettre au Conseil de sécurité à l'ONU, à condition que ce texte ne contredise pas les «approches de principes fixées dans des accords russo-américains». Les 15 membres du Conseil étudient depuis lundi ce projet que Paris veut déposer prochainement et que M. Ayrault va défendre à Washington.

Turquie

Ankara affirme que ses troupes resteront en Irak



La Turquie a affirmé jeudi qu'elle maintiendrait ses troupes en Irak en dépit des protestations de Bagdad, au moment où la tension entre les deux pays monte à l'approche d'une offensive destinée à libérer Mossoul, le bastion irakien du groupe Etat islamique (EI). «Peu importe ce que dit le gouvernement irakien, la présence turque sera maintenue pour combattre Daech (acronyme arabe de l'EI) et pour éviter une modification par la force de la composition démographique dans la région» de Mossoul, a déclaré le Premier ministre turc, Binali Yildirim. Mossoul, la deuxième ville d'Irak, à majorité sunnite, est tombée aux mains de l'EI en juin 2014 et Bagdad ainsi que les pays de la coalition internationale anti-EI menée par les Etats-Unis préparent une offensive pour la libérer. Mossoul, dont la population actuelle atteint près d'un mil-

lion d'habitants selon l'ONU, était un territoire ottoman pendant quatre siècles avant d'être rattaché à l'Irak après la Première Guerre mondiale et la chute de l'empire ottoman.

Ankara estime avoir des droits historiques sur cette ville près de laquelle elle a installé une base à Bachika, au grand dam de Bagdad.

Selon les médias turcs, quelque 2.000 soldats turcs sont déployés en Irak, dont 500 à Bachika où ils entraînent des volontaires irakiens sunnites en vue d'une reconquête de Mossoul.

Dans un communiqué, le ministère irakien des Affaires étrangères a annoncé avoir «demandé la convocation d'une réunion urgente du Conseil de sécurité (de l'ONU) pour discuter de la violation des territoires irakiens par la Turquie et de (son) interférence dans les affaires irakiennes».

En début de semaine, les députés irakiens avaient appelé leur gouvernement à prendre des mesures de rétorsion contre Ankara après un vote du Parlement turc prolongeant le mandat qui autorise les troupes turques à intervenir en Irak et en Syrie, qualifiant de «force d'occupation» la présence militaire turque à Bachika. L'Irak s'est aussi offusqué de déclarations du président turc Recep Tayyip Erdogan qui a estimé que la libération de Mossoul devait être menée uniquement par ceux qui ont des liens ethniques et religieux avec la ville, et non pas par les milices chiites ou rebelles kurdes du YPG, considérés par Ankara comme le prolongement du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK). Signe des tensions entre les deux voisins, Ankara a demandé des explications mardi à l'ambassadeur irakien et Bagdad a convoqué l'ambassadeur turc, selon des sources au sein des deux ministères des Affaires étrangères. «Quand des troupes de 63 pays sont présentes en Irak, il n'est pas raisonnable (pour les autorités irakiennes) de se focaliser sur la présence turque», a ajouté M. Yildirim. Pour lui, l'attitude de Bagdad «ne traduit pas une bonne foi».

Lors d'une conférence de presse jeudi à Ankara, le ministre turc des Affaires étrangères, Mevlut Cavusoglu, a affirmé que son pays était présent en Irak pour y aider à l'établissement de la stabilité et de la sécurité. «Nous ne voulons certainement pas entrer dans un cercle vicieux (verbal) avec l'Irak. S'il plaît à Dieu, le gouvernement irakien le comprendra bientôt», a-t-il dit.

Octobre 88 : l'autre revolution ? *

Par Belkacem
Ahcene-Djaballah **

On a, juste après, très peu écrit, en Algérie, sur les «événements» d'Octobre 1988, sinon des articles de presse ou des interviews qui, pressés dans l'espace et par le temps ou entre les amitiés et les inimitiés, ne permettent jamais d'aller jusqu'au bout de la vérité ou à l'essentiel. Seul, le livre - l'ouvrage de M'hamed Boukhobza : Octobre 88, évolution ou rupture ? Boukhobza. Alger 1991, relevant beaucoup plus de l'essai - de Abed Charef, journaliste à l'Afp durant les journées d'Octobre, puis à El Massa et à l'Entv, a permis de dégager certaines suppositions qui restaient à vérifier. Il est cependant quasi-évident que, même s'il y eut exploitation des faits, pendant et juste après, à des fins précises, par des appareils, des groupes ou des individus, même s'il y eut quelques conditions créées de toutes pièces pour accélérer et, peut-être, produire le processus de révolte, comme le développent surtout des «politiques», les événements étaient attendus par tous. On le sentait, mais l'organisation de la presse et les pratiques journalistiques d'alors n'avaient pas permis de dire ou d'écrire toute la vérité sur ce qui allait arriver.

Ce qui est absolument certain, c'est que tout, en effet, concourait pour entraîner une explosion... de la jeunesse.

- Il y avait la crise économique nationale, aggravée par les retombées des perturbations internationales, dont la chute du dollar et la dégringolade du prix du baril du pétrole sont les aspects les plus notables, à partir de 1986. Habités à diriger (facilement) et à (bien) vivre grâce à une rente pétrolière assez consistante qui rendait, à la limite, superflue ou inutile toute préoccupation de type économique, les gouvernants d'une part, et les citoyens d'autre part, ont brutalement découvert qu'il fallait, désormais, gérer un pays et sa vie, et non plus simplement l'administrer. Dès cet instant, toutes les lacunes de la société algérienne apparurent au grand jour, lacunes dont certaines avaient des racines bien lointaines. - Il y avait les tentatives de faire face aux retombées de la crise, non par une refonte rapide du système, mais par une préparation psychologique des masses (sensibilisation - mobilisation) qui, menée tambour battant par le biais des médias, a été si mal «pensée» par les gouvernants et leurs conseillers, et si mal interprétée et répercutée qu'elle a, en définitive, traumatisé tous les citoyens plus qu'elle ne les a préparés ou tranquilisés.

Le corps social, dans son entier, fut alors traversé de doutes et d'angoisses, se transformant très vite en perte de confiance et en peur de l'avenir, pour soi, pour ses enfants et pour le pays. L'information diffusée étant vraie, mais incomplète et brutale, on a donc eu droit à un «retour de manivelle», un «effet boomerang» désastreux car démobilisateur et, surtout, amenant les citoyens à rejeter en bloc toutes les fautes, même les plus infimes et les plus personnelles, sur les gouvernants, puis sur le système. Pour paraphraser un professeur en psychiatrie, Farid Kacha (Parcours Maghrébin, 8-14 juillet 1991), l'Etat et l'autorité se trouvaient «totalement disqualifiés».

- Parallèlement à tout cela, la vie quotidienne devenait assez difficile à affronter, au sein d'une organisation économique cherchant à se renouveler. En effet, dès 1986, on commençait à noter un «ajustement des objectifs de développement en

«La révolution (de février), comme tous les autres grands événements de ce genre, naquit de causes générales fécondées, si l'on peut ainsi parler, par des accidents ; et, il serait aussi superficiel de les faire découler nécessairement des premières, que de les attribuer

uniquement aux «seconds»...» A. De Tocqueville

«La foule d'action, foule d'amour ou foule de haine» H. Delacroix



fonction des capacités réelles de l'économie». Ainsi, en 1986, les exportations de biens et services avaient baissé de 43% en une seule année, passant de 63 milliards de dinars en 1985 à 36 milliards de dinars. Et, les importations de marchandises avaient été ramenées d'un niveau de 51 milliards de dinars en 1984 à 34 milliards de dinars en 1987 (soit une baisse de 33%). Pour leur part, les importations des services avaient été réduites de 40% tombant de 10 milliards de dinars en 1984 à 6 milliards de dinars en 1987. Cette détérioration brutale est allée, par la suite, s'accroissant, avec des répercussions directes sur la qualité de la vie du citoyen lui-même, qui s'est retrouvé face à une situation de pénuries multipliées, aggravée par des pratiques commerciales douteuses tant de la part d'opérateurs publics que d'opérateurs privés.

- On s'est, aussi, retrouvé, dans les villes, déjà surpeuplées (le taux d'occupation moyen de logement est passé en 10 années - 1977/1987 - de 7,02 à 7,55 personnes par logement), face à une très forte population de jeunes sans emploi, dans un système fermé, sans passerelles, qui ne permettait aucune éclosion sûre ou même prometteuse en dehors du secteur public. C'est, au cours du deuxième plan quinquennal, en 1985, plus exactement, que le volume de création d'emploi a fléchi. C'était là, ajouter le dernier ingrédient nécessaire à l'explosion.

Des jeunes, dont une bonne partie avait fait le service national, donc pratiquants peu ou prou les techniques de combat ou, au minimum, formés à la dure école de l'Armée, se retrouvaient chômeurs désœuvrés, presque sans espoir de décrocher le travail nécessaire leur assurant un minimum d'indépendance et de dignité, et, aussi, enfermés dans le cercle infernal «pas de logement-pas de mariage», donc pas de vie normale, dans une société à la mentalité encore fermée et aux possibilités comptées en loisirs : tout cela, face à une couche de nouveaux riches étalant scandaleusement leurs moyens, parfois alliés à des défen-

seurs du système au pouvoir, c'est-à-dire se trouvant dans les appareils de Sécurité, du Parti, de l'Armée et même de la Justice... ce qui explique certaines réactions d'Octobre.

- Il y avait, enfin, et c'est peut-être là l'aspect le plus important, même si c'est le plus théorique, la fin d'une étape du développement socio-politique du pays, la fin d'une époque. Plus de 25 années de parti unique et de luttes internes, de pensée unique, d'hommes uniques, d'organisation figée et n'arrivant pas à se réformer en profondeur dans un monde en perpétuel changement, dans une société de plus en plus bloquée, au centre géographique d'un environnement moderne envahissant et provocateur, l'absence de concertation et de dialogue, etc...

«On a travaillé pour les masses populaires, c'est l'évidence. Mais, au moment où les problèmes se posent, où il y a des luttes, le peuple est absent. Voilà comme je considère que le peuple est une abstraction», disait Belaid Abdesselam, se confiant sur le tard, comme beaucoup d'autres, à Ali El Kenz et à Mahfoud Bennoune («Le hasard et la nécessité», Enag 1990). C'était là une confiance dramatiquement vraie : dans le système politique algérien, le peuple était, en effet, devenu, au fil du temps, une abstraction dont les uns et les autres, les régimes et les groupes, les appareils et les individus, se sont servis à l'envi pour assouvir leur soif de pouvoir et d'argent.

De ce fait, pour le peuple qui pensait «Barakat» (ça suffit !), toutes les occasions étaient propices pour étaler sa désapprobation ou sa haine. Dans les stades, où l'on entendait des slogans très politiques et railleurs se multiplier et se mêler aux encouragements destinés aux équipes présentes sur le terrain, dans les campus universitaires où les étudiants s'affrontèrent parfois de manière violente et sanglante, dans les entreprises où les grèves se multiplièrent sur la base de raisons parfois anodines. Et, dans les sphères du pouvoir où l'on devinait des luttes intenses, d'autant que le 6ème congrès du FlN approchait (27-28 novembre 1988),

congrès qui devait voir des prises de position claires quant aux réformes économiques et aux programmes initiés en 1987 et congrès qui allait certainement - on le pensait, on le disait - voir bien des personnalités éminentes écartées...

Pour résumer, on peut reprendre, ici, un extrait d'une déclaration des universitaires de l'Algérie, le 17 octobre 1988, rassemblés à Bab-Ezzouar et publiée dans le Bulletin de liaison n°1 du Comité de coordination inter-universitaire :

«... L'explosion de colère des jeunes et des autres citoyens a pris racine dans un certain nombre de phénomènes, tels que :

- Les exclusions scolaires massives.
- Le chômage, les injustices sociales criardes.
- Les problèmes de logement, de transport, d'accès aux soins.
- La cherté de la vie, les pénuries, la corruption.
- Les atteintes quotidiennes à la dignité des citoyens, etc...

Elle est l'expression de la lassitude et du désespoir engendrées par les conséquences des orientations économiques et sociales, ainsi que de la dégradation des valeurs morales et de l'absence des perspectives. Elle est, aussi, le résultat fatal de l'étouffement de toute vie démocratique réelle dans le pays et de l'absence de cadres d'expression représentatifs...».

Un peu de tout, mais assez suffisamment pour faire sauter le couvercle d'un véritable chaudron contenu trop longtemps, souvent à coups de caresses et de «cadeaux» comme les programmes anti-pénurie (le fameux Pap), parfois par la répression.

5 - 10 OCTOBRE : L'EXPLOSION

Sans dresser une liste exhaustive des heures et malheurs de la vie politique interne du pays juste avant le 5 octobre, liste que le journaliste Abed Charef a su répertorier avec détails dans son ouvrage, on peut se limiter au déroulement de faits majeurs, c'est-à-dire ceux qui, par leurs retombées ou leurs retentissements, ont participé à la création d'un climat propice à toutes les explosions.

Il y a, d'abord, des grèves : à la

Société nationale de véhicules industriels de Rouiba, à quelques dizaines de kilomètres de la capitale, qui employait 12.000 personnes. La grève a duré plus d'une semaine, du 24 septembre au 1er octobre. Après quelques jours de paralysie, les travailleurs décident de ne plus rester sur le site du complexe, mais de «marcher» sur Alger. C'est, alors, l'affrontement avec les forces de l'ordre chargées d'empêcher l'entrée à la capitale. Presque au même moment, les 5.000 travailleurs du complexe vannes et pompes de Berrouaghia se mettaient aussi en grève, obligeant le secrétaire général de l'Union générale des travailleurs algériens (Ugta) à aller sur place discuter des problèmes soulevés.

L'autre grève importante est déclenchée le 30 septembre. C'est celle des Postes et télécommunications algéroises qui, commencée au centre de tri d'Alger-gare, s'est étendue assez vite aux principaux centraux et bureaux de poste. Le travail reprendra en partie le 2 octobre... pour s'arrêter... à Oran, le même jour.

Bien sûr, ce sont là les arrêts de travail les plus importants qui ont, en quelque sorte, constitué le point culminant d'un mouvement ininterrompu qui a occupé tout l'été : grève des pilotes d'Air Algérie en mai, de l'Eniém de Tizi-Ouzou, etc...

Toutes ces grèves ont des raisons avouées, liées à la famille des conflits socio-professionnels internes comme l'inapplication de certains termes du Statut général du travailleur : retard dans l'élaboration des statuts internes, octroi des primes, demandes de rappels... depuis 1985, re-cotation des postes de travail et augmentation des salaires, changement de responsables, attribution de logements, etc... revendications qui ne peuvent être comprises, bien sûr, que situées dans un contexte économique et social se détériorant à une allure vertigineuse, avec un coût de la vie croissant plus vite qu'un pouvoir d'achat qui stagne ou baisse, pour les revenus bas et moyens.

Suite en page 8

** Ancien DG de l'APS
(octobre 1985-mai 1990)

Octobre 88 : l'autre revolution ? *

Suite de la page 7

Il y a, ensuite, des «scandales» : souvent totalement vrais, parfois basés sur des faits, certes réels, mais très déformés par la rumeur : - Celui de la distribution des terres agricoles, dont certaines parmi les meilleures, au profit de hauts responsables politiques ou proches du pouvoir, de fonctionnaires et, dit-on, de prête-noms. Et ce, suite à l'opération de réformes du secteur de l'agriculture : domaines socialistes transformés en exploitations agricoles collectives (Eac), entre autres.

Parmi le «gros lot» distribué, il y avait des parties parmi les plus succulentes du domaine Bouchaoui (ex-domaine Borgeaud, à 30 kilomètres d'Alger). Le «détournement» supposé n'a jamais officiellement été démenti, même lorsque la question a été posée par les députés à Kasdi Merbah, devenu premier chef de gouvernement de la 3^{ème} République... et, encore moins, lorsque le gouvernement Hamrouche a fait publier, dans la presse, la liste, visiblement bien «arrangée», des attributaires illégaux, en novembre 1990.

- Celui de la Banque extérieure d'Algérie, dans lequel le nom d'un des enfants du président Chadli Bendjedid, Tewfik, a été évoqué par le fait qu'il aurait été «utilisé» par des escrocs et des commerçants très gourmands (et, eux-mêmes, manipulés ?). Ces derniers, se servant de cette amitié, ou «couverture» de valeur, et de sociétés fictives, ont réussi à obtenir des prêts (des dizaines de millions de dinars) qui ont servi beaucoup plus à l'achat de villas, de voitures de luxe et de fonds de commerce qu'à des investissements productifs.

- Il y a, aussi, une action que l'on peut classer dans la rubrique des scandales... comme toute action programmée ou projetée par un groupe restreint au profit d'une couche limitée de la population et ce, sans respect des principes politiques et culturels élémentaires et de l'intérêt général. Ici, il s'agit des menées francophiles (qu'il faut différencier de la francophonie) pour maintenir, à Alger, l'accès d'enfants algériens au lycée Descartes de la capitale, lycée dépendant de la «mission culturelle française en Algérie». Et ce, malgré la décision, déjà prise, d'interdire l'accès des enfants algériens aux établissements français et la création d'un lycée international où pourrnt être inscrits les enfants nécessitant une prise en charge particulière, les lycées français devant être réservés aux seuls enfants de nationalité française.

Il y avait, déjà, une polémique sur l'existence et l'influence du «Parti de la France» (Hizb França), liée aux difficultés réelles (ou, surtout, supposées) rencontrées par la langue arabe dans son utilisation et son expression, mais cela restait, malgré tout, une polémique algéro-algérienne. Le «scandale» a jailli avec l'occupation de l'Office universitaire français d'Algérie, à la rentrée scolaire 1988/1989, par les mères françaises d'enfants de pères algériens, et qui demandaient au nom de la bi-nationalité (reconnue par la législation française) que leurs enfants soient scolarisés dans les écoles françaises. Ce fut, alors, le rebondissement de la polémique culturelle et le fait, bien «repris» par la presse nationale, surtout de langue arabe, eut alors un certain retentissement auprès des citoyens, surtout ceux dont les enfants avaient des préoccupations bien plus graves comme l'emploi et le logement. Tout ceci obligea le président de la République à intervenir et à trancher vigoureusement contre les écoles étrangères et contre la bi-nationalité (non reconnue par la législation algérienne).

Il y a, enfin, mille et une rumeurs : parfois princesses, souvent reines de la com-

munication nationale, sur le terrain, depuis presque l'indépendance, c'est-à-dire depuis que la politique s'est totalement saisie des circuits de l'information nationale juste avant le 19 juin 1965, à la fin du règne de Ben Bella (le «final» de la mainmise devant se réaliser pleinement avec un projet de fusion Alger-Républicain / Ech Chaâb).

Concernant l'explosion d'Octobre, ce qui est absolument certain, c'est qu'il y avait un appel de grève générale pour le 5 octobre. Qui l'a lancé, qui a participé à sa propagation à travers le pays ? là est encore tout le mystère, mystère que chacun, jusqu'à ce jour, s'acharne à vouloir déchiffrer, les uns pour démontrer que l'émeute était organisée et non spontanée et n'a donc aucune racine solide et, surtout, que les changements qui ont suivi n'avaient aucune raison d'être, les autres, pour découvrir ceux qui ont «fabriqué, au sein même des cercles proches du pouvoir», l'événement et ses suites.

Ainsi, pour Mohamed-Chérif Mesadia, lors d'une interview publiée par El Massa (28/29 juillet 1991), tout a été «fabriqué» à partir de 1986 par les forces extérieures hostiles à la volonté d'existence de l'Algérie... Avec la complicité, bien sûr, de services des renseignements et de ceux qui voulaient la libéralisation de l'économie. Saâd Bouokba, d'El Massa (6 octobre 1991) abonde dans le même sens du complot : «Le 5 octobre n'a pas été une exigence populaire et idéologique, mais une exigence de pouvoir pour casser la stagnation politique et idéologique qui prévalait à la préparation du 6^{ème} Congrès», et révèle (?) qu'un rapport sur ce qui se préparait a été remis au chef de l'Etat en avril 1990.

Tous les recoupements et toutes les analyses poussent à croire qu'effectivement, l'événement a été préparé, «quelque part» - mais certainement pas par la «CIA» comme veut le faire croire de manière assez légère certaines nouvelles «têtes» politiques, comme le président du Rna, qui a accusé tous les responsables de l'époque, lors d'une conférence de presse tenue le 15 septembre 1991... allant jusqu'à nommer Abdelhamid Brahim et Taleb Ibrahim - par la création des conditions favorables à une explosion, mais rien n'indique qu'une heure H avait été fixée de façon précise, ce qui laisse croire, au cas où l'hypothèse de la fabrication de l'événement est retenue, que le facteur de la spontanéité a joué tout de même un grand rôle, allant au-delà des espérances... des factions qui s'affrontaient dans les coulisses : Chadli Bendjedid contre Mesadia, ou le gouvernement contre le Fln si l'on s'en tient à la thèse de Rachid Boudjedra (El Watan, 2 avril 1992), ou la bourgeoisie bureaucratique contre la bourgeoisie libérale (Abderrahmane Mahmoudi).

En effet, les dates de «grève générale» ou de «soulèvement généralisé» ont été multiples, tout particulièrement à partir de la mi-septembre. Le 19 septembre, dans la matinée, c'est-à-dire juste avant la diffusion du fameux discours, significatif du «ras-le-bol» selon certains, ou du «feu vert pour la guerre civile» pour d'autres, prononcé par le président Chadli Bendjedid, après une absence de la scène qui a duré près de deux mois, devant les membres du Bureau politique du Fln, du gouvernement et des bureaux de coordination des wilayates, un journaliste rapportait, de... (la ville natale d'un membre influent de la grande nomemklatura, grand «manipulateur» devant l'Eternel), une folle rumeur (dans les cafés entre autres) sur des manifestations populaires dans les jours qui suivent (c'est-à-dire entre le 20 et le 25).

Cette information valut, paraît-il, à son auteur, bien des tracasseries et ce, plusieurs jours de suite. Pourquoi ? On se le demande encore. Ce jour-



naliste aurait été même «interdit de se déplacer» hors de sa wilaya sans autorisation préalable. Il était évident que le jour J approchait à grand pas et devait, très certainement, se dérouler bien avant le 6^{ème} Congrès du Fln qui entraînait alors dans sa phase ultime de la préparation... et, aussi, dans l'étape des négociations finales pour la redistribution des postes et du pouvoir. Bien d'autres incidents, d'apparence mineure, éclatèrent ça et là, durant les premiers jours d'octobre, que ce soit dans le monde du travail ou ailleurs.

Ainsi, le 4 octobre, des lycéens, en grève, allaient, durant trois heures, occuper les rues de Ain El Hammam, saccageant et brûlant le siège et la résidence de la daïra, ainsi que quatre véhicules officiels. C'est le même scénario à Larbaâ Nath Iraten où des vitres de plusieurs édifices publics étaient brisées. Voulait-on que tout parte de la Kabylie dont on savait, chez les jeunes, le sentiment frondeur !

A Alger, d'où partirent les premières manifestations ? Ce qui est certain, c'est que tout débute dans la soirée du 4 au 5 octobre. A Bachdjara ? A Bab El Oued ? ou, à Oued Koriche, avec une histoire de longue coupure d'eau ? Ici, on parle d'enfants qui brûlent des pneus, sur la chaussée, d'une voiture de police qui intervient et qui se voit renversée et brûlée... Une nuit, certes, assez heurtée mais pas très chaude. Elle est, cependant, mise à profit pour préparer la journée qui suit... par les jeunes certainement, par les moins jeunes peut-être, par la police, pas du tout, et on le verra bien.

En effet, le matin du mercredi 5 octobre, il y eut, à partir de 10 heures, une manifestation de lycéens (et d'écopiers) en grève («raccolés» écrit le Monde). Elle se déroule dans une atmosphère bon enfant, sous les yeux compréhensifs des quelques policiers perdus dans la tempête. Dans son ouvrage édité en 1992, Kamel Bouchama, (Le Fln, instrument et alibi du pouvoir) précise que «les policiers» qu'on disait désarmés la veille, se sont éparpillés à travers les grandes artères de la capitale pour demander aux commerçants de «baisser le rideau»... «J'en suis témoin», ajoute-t-il.

Toutes les informations recueillies attestent que les incidents les plus graves sont dus, non aux lycéens eux-mêmes, mais à des groupes de jeunes, spontanément formés et (ou) brusquement apparus, surtout à partir des quartiers populaires et ce, à la suite ou parallèlement au cortège des lycéens. Ce n'est plus le «chahut de gamins», mais plutôt l'émeute généralisée. Vers midi, la rue Didouche Mourad, chargée de symboles par le nom qu'elle porte... et de réussites commerciales, est quasi-totalement saccagée. Le bureau d'information du Front Polisario est détruit : hasard ou geste symbolique d'une foule en colère qui a pris pour cibles tout ce qui est représentatif de l'Etat et de ceux qui ont le mieux profité de ses

largesses. La suite est connue, et cela durera jusqu'au 10 octobre. Alger se trouve occupée, peu à peu, par les émeutiers pour lesquels -malgré l'état de siège proclamé et la forte présence de l'armée- tout est alors permis, puisqu'on signale l'apparition de nombreuses bandes de racketters. La plupart des autres grandes villes vont suivre à un rythme fou... : Jijel, Blida, Médéa, Saïda, Ain-Témouchent, Tlemcen, Mostaganem, Annaba, Oran, Ain-Defla, Béjaïa, M'Sila, Mascara, Sétif, El-Eulma, Remchi, etc...

Avec, parfois, des morts. Seul, le sud du pays, mis à part Laghouat, et la Grande Kabylie, échappent au maelström. A ce niveau, la mauvaise information nationale, pour ne pas dire inexistante, comblée par la liberté de manœuvre et d'expression des radios et des télévisions étrangères (françaises surtout) a, en quelque sorte, «donné des ailes» à tous ceux qui ne voulaient pas rester en-deça de la locomotive algéroise, chacun voulant alors démontrer, ne serait-ce que par un simple jet de pierres, son opposition, sa colère ou son courage.

Tout cela, sans exclure toutes les possibilités de manipulation et de provocation par des individus «venus d'ailleurs». Ainsi, à Mostaganem, d'un véhicule de type Mercedes, de couleur noire, (avec immatriculation changeante, selon les barrages de police rencontrés : Alger, Oran puis Laghouat), on aurait tiré sur des éléments des forces de l'ordre, dans la nuit du samedi 8 octobre.

Une constante est à relever presque partout : tout ce qui représente l'Etat est attaqué. Chaque véhicule ayant une plaque d'immatriculation sur fond rouge (c'est-à-dire appartenant soit à l'administration, soit aux entreprises publiques, soit au parti du Fln) est condamné... parfois avec les individus s'y trouvant. On notera aussi une certaine gradation, au fil des heures et des jours, dans les objectifs visés ou recherchés, gradation gagnant en ambition, au fur et à mesure que l'on s'apercevait que le pouvoir est réellement dans la rue et que l'autorité n'existe plus et se terre. Ainsi, des établissements commerciaux, on passe rapidement aux établissements administratifs et encore plus rapidement aux établissements représentatifs du pouvoir (parti) et de l'Autorité (commissariats de police). Ici, certains prétendent que les jeunes de Bachdjara et de Bab El Oued n'ont fait que bien rendre la monnaie des pièces à ceux qui, auparavant, les auraient fait bien souffrir.

L'exemple parfait de l'exploitation «à fond la caisse» du mouvement est, à notre sens, symbolisé par tout ce qui s'est passé le 10 octobre, conclusion sanglante et jugée, par tous, inutile, d'une révolte au départ certainement spontanée : «La manifestation des milliers de jeunes adolescents (...) a dégénéré au niveau de la Dgsn (Direction générale de la Sécurité nationale) où l'armée et les Cns ont tiré

sur la foule, tuant et blessant plusieurs personnes. Selon les habitants des immeubles mitoyens et des personnes qui ont participé à la marche, des voyous ont provoqué le service d'ordre sachant que c'était le dernier barrage qu'ils allaient passer. Cette provocation a pour but, toujours selon certains manifestants, d'attiser la colère de gens et de provoquer des réactions en vue de faire durer, le plus longtemps possible, les émeutes. Plusieurs blessés ont, en outre, pu rejoindre les ruelles de la Casbah où certains d'entre-eux se sont effondrés après avoir perdu beaucoup de sang. Les coups de feu n'ont éclaté qu'après le passage d'une bonne partie des manifestants. Ces derniers n'étaient pas tous des intégristes. Beaucoup d'entre-eux étaient des jeunes chômeurs et autres, connus, qui habitent le quartier de Bab-el-oued». C'est là le contenu d'une dépêche de l'agence Aps, diffusée juste après le drame.

A ce moment-là, on savait déjà qu'il y avait des morts : des balcons surplombant le boulevard Che Guevara, lieu de passage de la manifestation, juste avant l'arrivée à Bab-el-Oued, on a vu plusieurs camions chargés de corps se diriger vers l'hôpital.

A ce moment-là, on ne savait pas, aussi, qu'un des meilleurs jeunes journalistes de l'Agence de presse, Sid Ali Benmechiche, 33 ans, fils de chahid, rédacteur en chef spécialisé du «reportage» (devenu célèbre, après sa couverture sensationnelle de l'affaire du Boeing koweïtien détourné sur Alger par des pirates de l'air) qui «couvrait» la manifestation, avait été atteint d'une balle dite perdue et décédait. On ne le saura que bien assez tard dans la soirée.

A ce moment-là, on ne savait pas qu'il y avait entre 30 et 35 morts (selon Abed Charef, In Octobre).

Provocation ? Le terme est souvent revenu, non pas seulement pour ce qui concerne la journée du 10 octobre, mais aussi pour tout ce qui a précédé.

Pour le lundi 10 octobre, elle est quasi-certaine. Et ce, à plusieurs niveaux :

- Tout d'abord, l'organisation elle-même de la marche par les «intégristes» religieux (du moins la tendance la plus radicale) qui, avant l'intervention télévisée prévue du président de la République, annoncée le 9, voulaient récupérer un mouvement auquel ils ont participé peu ou prou, à un moment donné ou à un autre, mais qui, surtout, voulaient prouver leur «présence», non encore bien assurée. On note, ici, que les encadreurs de la marche étaient, visiblement, tous des «intégristes»... alors que leur nombre au sein de la foule était limité.

- Ensuite, tous les témoignages se recoupent sur un point : au dernier barrage (la marche avait démarré de Belcourt vers 14 heures et regroupait 10.000 à 15.000 personnes), un groupe a menacé les forces de l'ordre (des gendarmes) en position à l'entrée de Bab-el-Oued. Abed Charef rapporte que «contrairement aux dispositifs mis en place aux carrefours précédents qui contrôlaient mais ne bloquaient pas la marche, celui déployé devant la Dgsn bloqua carrément le passage». D'autres témoins directs rapportent qu'au contraire, le «barrage» protégeait le bâtiment de la police et ne coupait pas la route... Et, à ce moment-là, quel qu'un, de la foule, aurait tiré... La débandade qui a suivi a entraîné la foule vers un groupe des forces de l'ordre en position devant la Dgsn... ce qui a entraîné une panique de tous les côtés. Bilan officiel : 13 morts (dont Sid Ali Benmechiche, un journaliste de l'Aps) et 48 blessés.

B. Ahcene-Djaballah

**Texte tiré de l'ouvrage de B. A-Djaballah, «Chroniques d'une démocratie mal-traitée», octobre 1988-Décembre 1992» (Editions Dar El Gharb, Oran 2005, 323 pages)*

Cancer du sein
Jusqu'à 3 ans pour accéder aux premiers traitements !

A. Z.

« Nous sommes encore très loin d'avoir réglé la question des délais de prise en charge des malades atteints du cancer de sein », souligne l'Association WAHA, d'aide aux malades du cancer, dans un communiqué transmis à notre rédaction.

Se basant sur une enquête qui vise à « établir un constat objectif de la situation des malades du cancer à Constantine », le communiqué relève que « malgré tous les efforts consentis par l'Etat, il apparaît que pour 50% des femmes sondées, sur un échantillon de 99, la durée du parcours entre les premiers signes et l'accès au premier traitement est inférieur à 5 mois, alors que pour 25 % la durée de ce parcours est malheureusement, plus longue, oscillant entre 6 à 9 mois, et pouvant aller jusqu'à 3 ans ! ». Pis encore, selon les résultats de cette enquête, publiés sur

Relation médecin-malade
Comment éviter les conflits dans les hôpitaux ?

A. Mallem

Parlant de la qualité de la relation médecin/malade dans la pratique au quotidien, relation qui tend à se dégrader à l'heure actuelle, un avocat qui a participé à une journée médicale organisée jeudi à Constantine a considéré qu'il importe de se référer à notre culture où le médecin est désigné par le vocable « El Hakim », c'est-à-dire le sage auquel on voue un respect indiscutable. « C'est vous dire l'importance qu'accorde notre société traditionnelle au médecin », a souligné l'intervenant. Selon Me Ghedjghedj Skander, avocat agréé auprès de la cour suprême et du conseil d'Etat, notre société actuelle a perdu cette notion. La mauvaise qualité des relations entre le médecin et son patient résulte de plusieurs facteurs, dont le plus important est le défaut de communication entre le praticien et son patient, ou la famille de celui-ci. « Lorsqu'un malade se présente, et qu'il est accompagné généralement de plusieurs membres de sa famille, ou de ses amis, ces derniers demandent au médecin de laisser tout tomber pour le prendre en charge et le soigner. Et s'il n'obtempère pas, il est agressé verbalement ou physiquement ». Et de rappeler le cas qui s'est produit à la clinique des maladies cardiaques de Constantine quand un groupe d'accompagnateurs avait amené un malade mourant et ont exigé au médecin traitant de le sauver de la mort.

Ce dernier n'avait pas tardé à décéder mais le groupe s'en est pris au médecin et à la structure elle-même qui avait subi le saccage par des membres de la famille furieux d'apprendre que leur malade était décédé.

Et ce confrencier qui a traité

la septième brochure de la série 'Les indispensables de WAHA', mettent à nu « l'inégalité devant l'accès aux soins ». « Oui, les femmes issues de milieux défavorisés ou de localités excentrées ne sont pas égales aux autres malades dans l'accès aux soins », soutient-on. Grave injustice. Cette enquête met, également, en exergue l'insuffisance dramatique de la prévention fondée sur le dépistage précoce, car plus de 7 femmes interrogées sur 10 ont découvert tardivement leur maladie. Conséquence : « sept à neuf femmes sur dix arrivent après un long parcours à un stade avancé de la maladie (invasif ou métastase) au moment de leur prise en charge thérapeutique par les services d'oncologie ». Il y a là matière à pousser les responsables à adopter une politique plus « offensive » en matière de lutte contre le cancer, estime WAHA, notamment sur le plan de la prévention, qui est d'une « absolue priorité ».

du thème du harcèlement moral, des agressions ainsi que des humiliations que subissent souvent les médecins et le personnel paramédical au quotidien au sein des structures de la santé publique, a affirmé que les affaires découlant de cette situation, passent quotidiennement devant les tribunaux. « Et les médecins et les paramédicaux souffrent de cette situation en silence, a-t-il dit. Donc, à mon avis, il faut apprendre au médecin, au cours de sa formation, à communiquer avec le patient pour éviter les frictions. » « Avant toute chose, a conclu le conférencier, le problème c'est la communication. Et avec une bonne communication, un bon accueil du patient on pourra éviter 90 % des problèmes qui surviennent au quotidien dans nos structures de santé publique ».

La journée scientifique a permis aussi de discuter d'autres questions importantes et mettre en exergue la réalité de la relation médecin-malade, et ce à travers des débats sur les thèmes de la faute professionnelle et de la limite entre l'acte médical et paramédical.

Cette question récurrente de pratique médicale au quotidien, les contraintes que rencontre le corps médical et paramédical dans cette pratique, ou la réalité médico-légale de la relation médecin-malade est le thème générique qui a été débattu jeudi au siège de la CNAS de Constantine au cours de la 28ème journée scientifique régionale organisée conjointement par le bureau de Constantine du syndicat national des praticiens de la santé publique (SNPSP) et la direction régionale de la Cnas avec une participation conséquente de nombreux médecins et hommes de loi, de médecins généraux et de médecins légistes.

Congrès de l'union locale
Echauffourées à l'UGTA

A. E. A.

Les divisions au sein de l'Ugta locale commencent à tourner au vinaigre. En effet, jeudi, l'organisation du congrès de l'union locale d'El Khroub par l'union de wilaya de Constantine a été fortement perturbée par des protestataires représentés par des sections syndicales opposantes. Le sempiternel problème entre les partisans du secrétaire général de l'U/W, Rahma, et ses adversaires au sein de la commission exécutive persiste et enregistre là un premier dérapage qui en annonce d'autres, qui peuvent être plus graves en l'absence d'une intervention énergique de la Centrale, seule à même de mettre le holà. En la matière, nombreux sont ceux dans les deux camps qui estiment que le pourrissement guettant, ce sont les actions de vio-

lence qui sont à craindre. Quoi qu'il en soit, ce jeudi, les échauffourées entre les congressistes et les contestataires ont nécessité la présence de renforts de la police. A noter que des dégâts ont été enregistrés au centre d'accueil des malades du cancer, qui a abrité la rencontre en question, dont la porte d'entrée a été endommagée et ses vitres brisées, selon des témoins. Les contestataires, à savoir les sections syndicales dépendant de l'union locale d'El Khroub, déclarent s'opposer à la tenue de ce congrès qui est supervisée par une commission de préparation « installée de façon illégale » par le SG de l'union de wilaya, Rahma, « qui a fait l'objet lui-même d'un retrait de confiance » de la part de ses paires, membres de la commission exécutive de la wilaya de Constantine. Le conflit au niveau

de l'union de wilaya demeure ouvert et que tout le monde est en attente du rapport de la commission d'enquête envoyée dernièrement par la centrale syndicale, qui doit y statuer et trancher. Et les contestataires de poursuivre que « le SG de l'U/W n'a pas trouvé mieux que d'en profiter pour organiser un tel congrès, sans plus attendre ». Le SG, Rahma, que nous avons essayé de joindre au téléphone en vain, bénéficie toujours du soutien de la centrale syndicale.

Il nous avait fait part auparavant du feu vert de la direction pour poursuivre le renouvellement des unions locales, pour en rajeunir la composante et leur donner un nouveau souffle. Sachant que ce programme est à l'origine de l'irritation de ses opposants qui ont peur de ne pas être maintenus à leurs postes actuels.

«Incidents» sur le réseau d'électricité et de gaz
Plus de 180 cas depuis janvier

A. Mallem

« De janvier à fin août 2016, nous avons enregistré 144 atteintes de tiers sur le réseau de distribution de gaz naturel », nous a révélé hier Mme Bouhouche, la chargée de la communication de la société de l'électricité et du gaz (SDEE) de l'Est, dans un bilan partiel qu'elle nous a communiqué. Pour l'électricité, a-t-elle ajouté, « le nombre d'agressions, ou les atteintes de tiers, comme on les appelle chez nous, a été de 35 agressions de janvier à fin août 2016. Et parmi ce nombre, on compte 32 atteintes aux câbles électriques souterrains et 3 aux câbles aériens. Dans ce cadre précis, la localité la plus touchée est toujours la nouvelle ville Ali Mendjeli, suivie d'El-Khroub et Didouche Mourad ».

En poursuivant la lecture du bilan partiel pour l'année en cours, Mme Bouhouche est revenue sur les agressions qui ont touché le réseau du gaz naturel en indiquant que sur les 144 atteintes recensées par sa société, 95 cas ont été enregistrées dans la daïra d'El-Khroub et 49 dans celle de Didouche Mourad. « Parmi les communes ou les zones les plus touchées, Ali Mendjeli est toujours en tête avec 22 agressions, suivie de Ouled Rahmoune avec 18 agressions et de Ain-Abid avec 12 ». En ce qui concerne la daïra de Di-



douche Mourad, la représentante de la SDE a signalé que la majorité des agressions ont été enregistrées à la cité Bekira de Hamma-Bouziane.

Et toujours selon notre interlocutrice, le problème qui inquiète un peu les responsables de cette société et mobilise leur attention et leurs efforts, est lié au fait que ces gens qui sont à l'origine d'incidents sur le réseau, n'en informent personne. « Et ce n'est qu'après que les riverains commencent à sentir l'odeur du gaz qu'ils appellent la société pour lui demander de dépêcher son équipe technique afin de faire les réparations ». Aussi, a tenu à rappeler la chargée de la communication, « nous demandons aux entreprises de se rapprocher de la SDE avant d'entreprendre des travaux souterrains afin de

leur donner les plans du réseau, et ce dans le but d'éviter le risque de porter atteinte aux conduites et provoquer des fuites potentiellement dangereuses». La même chose est demandée aux abonnés ordinaires afin qu'ils se rapprochent de la société pour recevoir des conseils pratiques leur permettant de mener les travaux envisagés sans toucher au réseau.

Et notre interlocutrice de conclure en notant que les agressions d'ouvrages de l'électricité et du gaz émanent parfois des entreprises publiques ou privées et parfois de l'abonné lui-même qui, inconsciemment, touche le réseau. Dans ce dernier cas, c'est lui la première victime de cette agression car il peut toucher à une conduite de gaz et provoquer une explosion qui pourrait le toucher.

Les 60 passagers ont eu chaud
Un bus de l'ETC prend feu

A. El Abci

Un bus de transport de l'ETC a pris feu, avant-hier, près de l'aéroport Mohamed Boudiaf. Ses 60 passagers ainsi que le conducteur s'en sont sortis indemnes, indique la protection civile. Selon le chargé de communication de la PC, M. Lagraa, le bus de l'entreprise de transport de Constantine (ETC), qui assure la ligne Constantine - nouvelle ville Ali Mendjeli, avait à son bord 60 passagers. Il a été ravagé par un incendie mercredi vers 18h30. Heureusement, on ne déplore aucune victime, même si le bus a été complètement calciné. L'incendie a nécessité la

mobilisation de près de 20 agents de la protection civile. Et d'ajouter, dans ce sillage, qu'heureusement le système de fermeture des portes du bus en question n'a pas été bloqué et le chauffeur a pu, ainsi les actionner, ouvrir les portes et donner l'occasion d'évacuer tous ceux qui étaient à bord, sans grosse difficulté, même si les passagers ont avoué avoir eu chaud. Et le chargé de communication de lancer un appel aux citoyens et automobilistes, d'aider les services

de sécurité et ceux de la protection civile dans leurs interventions et cela pour une meilleure sécurité pour tous. « Car, fera-t-il observer, nos éléments ont eu toutes les peines du monde à parvenir au lieu de l'incident et ce, en raison des attroupements provoqués par les automobilistes et les piétons, qui pour voir le spectacle du bus en proie aux flammes, ont entraîné une anarchie sans nom et des bouchons monstres retardant l'arrivée, sur place des secours ».

Horaires des prières pour Constantine et ses environs

06 moharram 1438				
El Fedjr 05h11	Dohr 12h22	Assar 15h38	Maghreb 18h11	Icha 19h29



BLIDA

La Sonelgaz, ses carences et ses projets

Le PDG du groupe Sonelgaz, M. Mustapha Guitouni, a réuni avant-hier à Blida les cadres dirigeants de la SDC (Société de distribution du Centre) ainsi que les directeurs des directions de la distribution des onze wilayas afin de prendre connaissance des réalisations du groupe.

Tahar Mansour

Après l'allocation de bienvenue du PDG de la SDC, M. Yacine Redha Redouane qui a mis en exergue les efforts de son entreprise pour améliorer ses prestations en matière de distribution de l'électricité et du gaz, M. Guitouni a pris la parole pour souligner l'importance de la Sonelgaz au niveau national et les devoirs qu'elle a envers ses clients. Il rappelle que la Sonelgaz est une grande école dont il faut sauvegarder la qualité, tout en se disant mener une lutte incessante contre tous ceux ont un comportement contraire aux intérêts de la Sonelgaz. La composante humaine est actuellement en majorité jeune mais «la qualité du service, de prestation et du recouvrement n'a pas suivi», remarque-t-il tout en exhortant tous les travailleurs à œuvrer au maintien de l'image de marque de l'entreprise car le client est souvent mal accueilli, mal conseillé, mal orienté dans de nombreuses agences de la Sonelgaz et cela ne l'incite guère à s'acquitter de ses factures. Pour améliorer tout cela, M. Guitouni a instruit tous les

dirigeants, à quelque niveau qu'ils se trouvent, afin de pourvoir les postes de travail et éviter «les intérimis sans fins», ceci en parallèle avec la formation des agents. A travers cette amélioration du service, le PDG de Sonelgaz espère arriver à seulement 12% de pertes contre les plus de 30% actuellement et, surtout, tout mettre en action pour optimiser le recouvrement des créances qui se montent à plus de 64 milliards de centimes dont la majorité détenues par l'administration. Il a aussi appelé les responsables de la SDC à ramener le temps de règlement des factures à 15 jours seulement et autoriser les rééchelonnements pour les clients détenant plusieurs factures impayées.

Le premier responsable de la Sonelgaz rappelle aussi qu'avec les moyens électroniques mis à la disposition des agents, ils ont moins de difficultés pour la relève des index et qu'ils doivent par conséquent utiliser le temps gagné à sensibiliser le citoyen afin qu'il économise l'électricité pour «piloter» sa facture en rationalisant sa consommation d'énergie électrique. Il annonce aussi le lancement prochain d'une

campagne de sensibilisation contre l'utilisation abusive des ménages par le biais de spots publicitaires en y associant l'école qui est la mieux placée pour acheminer ce genre de messages, des SMS pourront aussi être envoyés aux clients pour leur rappeler les échéances de paiement des factures. «Aidez-nous à revenir à une consommation intelligente de l'électricité», a-t-il clamé en appelant les services municipaux à réparer les lampadaires défectueux pour éviter des pertes inutiles d'électricité. M. Guitouni annonce aussi la mise en service de 4 nouveaux SCADA qui permet la téléconduite des réseaux et leur dépannage, plus rapide, depuis un pupitre installé à la direction de distribution. Enfin, le projet pilote Smart Meter (CPL+GPRS) a fait l'objet d'une démonstration dans la salle de commande de la DD de Blida, permettant de réaliser la télérelève, la coupure et le rétablissement à distance, l'alerte fraude (ouverture du cache-borne) et le suivi des pertes. Enfin, plusieurs agences commerciales qui ont réalisé des performances dans la gestion du recouvrement ont été honorées.

Saisie de kif, 2 arrestations

Tahar Mansour

Mettant à profit des informations sérieuses sur la présence d'individus commercialisant de la drogue (kif traité) à travers les wilayas de Blida et d'Alger, les éléments de la brigade de recherches du Groupement territorial de la Gendarmerie nationale de Blida ont initié une enquête discrète qui leur a permis d'arrêter deux suspects, âgés de 29 et 37 ans, sur lesquels ils ont découvert 6 paquets

tes de kif traité d'un poids total de 600 g. Poursuivant leurs recherches grâce aux déclarations des deux mis en cause, ils ont arrêté leur fournisseur, un jeune homme demeurant à Ouled Yaïche, chez qui ils découvrirent 1,500 kg de kif traité. Ce dernier reconnu qu'il achetait la drogue auprès d'un individu âgé de 41 ans qui fut rapidement identifié et localisé.

La perquisition effectuée en son domicile en présence de sa femme permit aux enquêteurs de dé-

couvrir et saisir 3 kg de kif traité et la somme de 61 millions de centimes provenant de ce commerce illicite. Les gendarmes ont saisi au cours de la même opération deux motos servant au transport de la drogue ainsi que des armes blanches et 5 boîtes de médicament dénommé 'Genso 500 mg'.

Les mis en cause ont été présentés à la fin de la semaine écoulée auprès du procureur de la république qui a ordonné leur mise en détention préventive.

SKIKDA

Quatre trafiquants de comprimés psychotropes écroués

Une quantité de 3.000 comprimés psychotropes a été saisie par la brigade de la Gendarmerie nationale d'Emdhez Edchich (sud de la wilaya de Skikda) suite au démantèlement d'un réseau de vente de stupéfiants, a-t-on appris jeudi des services locaux de ce corps constitué. Suite à des informations confirmées parvenues à la brigade d'Emdhez Edchich faisant état d'activité suspecte d'un groupe

d'individus dans un des villages de la région, les éléments de la brigade territoriale d'El Harrouch ont effectué une patrouille dans la zone ciblée, a précisé la même source. Une souricière a été tendue aux membres du groupe, a ajouté la même source, soulignant que deux des trois individus qui étaient à bord d'un véhicule ont été appréhendés. La fouille corporelle a permis de saisir 3.000 comprimés psy-

chotropes. Le troisième complice a été également arrêté dans cette opération. L'enquête a abouti à l'identification puis l'arrestation d'un quatrième individu dans la ville d'El-Khroub, wilaya de Constantine, en possession de deux comprimés psychotropes et de 140.000 DA. Présentés devant la procureur de la République près tribunal d'El Harrouch, les quatre mis en cause ont été écroués.

MILA

Le béton envahit les terres agricoles

B. Bousseleh

Les constructions illicites qui continuent de dévorer des terres fertiles ont été le thème principal d'une rencontre avec les différents partenaires du monde agricole tenue cette semaine à la salle de conférence de la wilaya en présence du wali. Etaient présents les directeurs d'exécutif, les chefs de daïras, les P/APC, les directeurs des offices agricoles, les membres de la chambre d'agriculture ainsi que les services de sécurité. Dans son intervention, le wali Abderahmane Madani Fouatih a révélé que le manque de fermeté dans l'application

de la loi a engendré la dilapidation des terres agricoles.

A titre illustratif, a-t-il rappelé, une zone industrielle dédiée à l'investissement dans la ville de Chelghoum Laid a été transformée en habitations ; des bénéficiaires de l'habitat rural ont érigé des constructions groupées sur des terres agricoles sans être inquiétés. Une situation qui devra cesser, a martelé le wali. M^{me} Azzouz, magistrat du tribunal de Mila, a rappelé que l'Office national des terres agricoles au niveau local à le droit d'entamer la procédure de démolition sans recourir à l'expertise auprès du tribunal territorialement compétent. Le

directeur des domaines a ajouté que les P/APC disposent de toutes les prérogatives pour procéder aux démolitions illicites sur la base d'un arrêté communal. Raison pour laquelle le wali a chargé l'inspecteur général de wilaya de piloter l'opération de démolition dans la première quinzaine d'octobre à travers l'ensemble des communes ciblées. Le wali a tenu à rappeler le gel de déclassement des terres agricoles. Toutefois, il a interpellé les responsables à tous les niveaux de recourir aux poches vides pour l'implantation des équipements publics tout en privilégiant les constructions en hauteur.

ALGER

Agriculture : des experts appellent à introduire les techniques innovantes



Ph.: Rachid K.

La géothermie, l'irrigation par injection, l'intensification de la production sont autant de techniques innovantes dont l'Algérie peut tirer profit pour augmenter sa production agricole et se placer sur les marchés extérieurs, ont estimé mercredi des experts, mettant en avant l'énorme potentiel naturel du pays. Outre les conditions agro-climatiques, l'Algérie recèle des potentialités naturelles qui peuvent être exploitées de façon rationnelle en recourant aux technologies innovantes, s'accordent à dire ces spécialistes qui s'exprimaient en marge du 16^{ème} Salon international de l'élevage et de l'agro-équipement (Sipsa-Sima). La géothermie est l'une des techniques innovantes recommandée par certains experts pour développer l'agriculture saharienne notamment les cultures maraîchères. «Cela nous permet d'obtenir des productions de primeurs dont plusieurs marchés extérieurs sont très demandeurs», a affirmé à l'APS Mokrane Nouad, expert à la Fondation Filaha Innov. D'après lui, le recours à cette technologie «est plus que bénéfique pour l'économie agricole à l'heure où le pays n'exporte que l'équivalent de 0,2% de son potentiel en fruits et légumes». Cette technique est possible vu que l'Algérie possède 80% des réserves d'eau de la nappe albiennne qu'elle partage avec la Tunisie et la Libye. Cette eau stockée à des milliers de mètres de profondeur à une température dépassant les 70°C. En effet, cette eau chaude a un double intérêt. L'énergie qu'elle dégage permet durant les périodes froides de

chauffer la serre afin de réduire l'écart de température entre le jour et la nuit dans les régions sahariennes. Il s'agit d'utiliser les calories de l'eau pour obtenir des températures optimales pour le produit tel que la tomate et de récupérer l'eau afin de la stocker pour ensuite l'utiliser dans l'irrigation, explique Khaled Ayadi, PDG d'une société tunisienne de production de maraîchers avec de la géothermie. «Cet opérateur nous permet de produire dans des périodes durant lesquelles d'autres pays ne peuvent pas produire. Nous ne pouvons pas être aussi compétitifs qu'on peut l'être dans cette zone géothermique», a-t-il dit. Cet opérateur est actuellement en discussion avec un investisseur algérien pour réaliser un projet de production de maraîcher à El Oued. «Nous avons un savoir-faire que nous voulons exploiter en Algérie et produire grâce à une ressource naturelle écologique et gratuite», a ajouté cet opérateur qui exporte depuis une vingtaine d'année dans plusieurs pays dans le monde.

Le Salon de l'élevage et de l'agro-équipement Sipsa-Sima avait ouvert ses portes mardi au Palais des Expositions avec la participation de près de 600 exposants représentant 25 pays dont les Etats-Unis, pays invité d'honneur. Il s'agit de la 16^{ème} édition de Sipsa qui s'est associée cette année avec le Salon mondial des fournisseurs de l'agriculture et de l'élevage pour créer un nouveau salon Sipsa-Sima Algérie dédié à l'élevage et à l'agroéquipement en Afrique. Cette manifestation économique prend fin vendredi.

OUM EL BOUAGHI

Un mort et un blessé dans une collision

Une personne a trouvé la mort et une autre a été blessée dans un accident de la circulation survenu mercredi soir à Ain M'lila, wilaya d'Oum El Bouaghi, suite à une collision entre une grue et un camion causant la mort du conducteur de la grue (âgé de 32 ans), a-t-on appris jeudi du responsable des statistiques à la direction de la Protection civile.

L'accident a également provoqué une blessure profonde à la tête du conducteur du camion âgé de 35 ans, selon la même source. La victime blessée et la dépouille mortelle ont été transférées à l'hôpital d'Ain M'lila. Une enquête a été ouverte par la Gendarmerie nationale pour déterminer les circonstances exactes de l'accident.

Horaires des prières pour Alger et ses environs

06 moharram 1438				
El Fedjr 05h24	Dohr 12h36	Assar 15h51	Maghreb 18h24	Icha 19h42



Campagne de vaccination contre la grippe saisonnière 90.000 doses à la disposition des EPSP et des pharmacies

J. Boukraa

Prévue à partir du 16 octobre prochain, les préparatifs de la campagne de vaccination contre la grippe saisonnière ont été lancés. Selon la direction de la santé de la wilaya d'Oran, toutes les dispositions ont été prises par le ministère de la Santé, de Population et de la Réforme hospitalière pour garantir le succès de cette campagne. Un premier quota de 60.000 doses de vaccin sera reçu par la direction de la santé demain. Un autre quota de 30.000 doses sera aussi reçu, dans les prochains jours. La grippe saisonnière, mal traitée, débouche souvent sur d'autres complications. Problèmes d'allergie, problèmes respiratoires... qui peuvent se transformer en maladies chroniques, contraignantes, angoissantes mais aussi onéreuses. La décision de la vaccination gra-

tuite dans les EPSP a été prise sur recommandation des experts du ministère de tutelle dans le but de garantir l'équité en matière d'accès au vaccin pour les personnes les plus vulnérables. La vaccination demeure un moyen efficace de protection contre la grippe saisonnière, notamment chez les personnes à risque, comme les personnes âgées et les malades chroniques. Il existe trois types de grippe saisonnière, A, B et C. Les virus grippaux de type A se subdivisent en sous-types en fonction des différentes sortes et associations de protéines de surface du virus. La vaccination antigrippale saisonnière est recommandée, conformément aux recommandations du comité d'experts, aux personnes âgées de 65 ans et plus, aux personnes adultes et enfants présentant une pathologie chronique telles les affections cardio-vasculaires, les affections pulmonai-

res chroniques, le diabète, l'obésité, les affections rénales et l'immunodéficience. Le vaccin demeure la meilleure parade contre cette maladie. La vaccination est une opération bénéfique sur le plan économique car elle diminue la facture de la prise en charge des malades et l'absentéisme dû aux épidémies qui surviennent chaque année. Un vaccin coûte 470 dinars. La prise en charge d'une personne malade peut atteindre 3 000 DA en cas de complications. La grippe peut provoquer des complications chez les personnes vulnérables. Il s'agit le plus souvent de pneumopathies. La vaccination est également recommandée aux femmes enceintes, les personnels de santé. Il y a lieu de rappeler l'épisode de la grippe espagnole de 1918 qui avait fait 20 millions de morts pour démontrer que cette maladie n'est pas à prendre à la légère.

A l'arrêt depuis plusieurs mois

Le chantier de la salle de cinéma Marhaba relancé

K. Assia

A l'arrêt depuis plusieurs mois, les travaux de réhabilitation de la salle Marhaba ex-Escorial, située en plein centre-ville, ont été relancés, apprend-on auprès de M. Fekir, membre de la commission de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme CATU de l'APC. Ce dernier signale que les travaux avancent à un rythme soutenu, et font l'objet d'un suivi de la part de la commission et du maire d'Oran. La relance des travaux fait suite aux dernières instructions du maire d'Oran qui avait ordonné l'ouverture d'une enquête suite aux retards enregistrés dans le lancement des travaux. Sur les lieux, nous avons constaté qu'effectivement le chantier bat son plein après l'installation des échafaudages. Notre interlocuteur signale qu'une enveloppe de près de 6 milliards de centimes a été débloquée du budget communal, pour la concrétisation de ce projet. Il y a lieu de signaler que le président de l'APC a insisté sur le choix d'une entreprise spécialisée en matière de restauration, pour garder son aspect architectural qui sied à l'environnement immédiat, constitué essentiellement d'immeubles datant de l'ère coloniale. Situé sur la rue Emir Abdelkader, la salle Marhaba a été durant plusieurs années, un endroit de prédilection pour les amoureux du 7ème Art et spécialement les férus des films hindous. L'édifice qui est, aujourd'hui, livré à lui-même, tombe en décadence. Murs fissurés, hall jonché par les ordures, façade défraîchie..., un spectacle désolant pour un édifice qui a marqué l'histoire du cinéma à Oran. Il faut savoir qu'une première opération de restauration avait été réalisée, au début des années 90, grâce aux efforts du défunt dramaturge Abdelkader Alloula et de



Ph.: Arch.

feu Malki Noureddine ex-directeur de la Culture et président de l'Association culturelle de la ville d'Oran, ACVO. Les travaux effectués, à l'époque, avaient permis de rénover la grande salle pour les spectacles musicaux alors qu'au niveau des balcons, une scène pour les répétitions avait été ouverte pour les troupes de Théâtre amateur. La salle qui abritait, aussi, les services de l'ACVO, accueillait de nombreuses associations culturelles qui y avaient élu domicile. Malheureusement, à la fin des années 90, la salle a été fermée pour d'autres travaux, avant d'être complètement abandonnée. Et depuis, ce joyau qui fut édifié durant l'ère coloniale, tombe en ruine.

A l'instar de la salle Marhaba, à la même époque la salle Souiyah El Houari ex Georges V, située sur la rue Larbi Ben M'hidi, a été aussi restaurée et ouverte aux associations culturelles, avant d'être abandonnée et fermée à son tour. Il y a quelques années, avec l'avènement du Festival d'Oran du film arabe,

les autorités publiques avaient décidé de redonner de l'importance aux infrastructures culturelles de la wilaya restées marginalisées, depuis des années. A ce titre deux autres salles, appartenant à la commune d'Oran, ont fait l'objet de réhabilitation, à savoir les salles de cinéma « Es-Saâda » et « El Maghreb ». La tenue de ce Festival international à Oran, avait relancé le débat autour des salles de cinéma, à Oran.

Un sujet qui a fait couler beaucoup d'encre. En effet, sur la cinquantaine de salles héritées de l'ère coloniale, celles qui offrent, aujourd'hui, des spectacles pour les amateurs du 7ème Art se comptent sur les doigts d'une seule main car le laisser-aller des pouvoirs publics a fait que plusieurs salles de cinéma ont été vouées à la dégradation, après leur fermeture, alors que d'autres ont complètement changé de vocation pour être reconverties en locaux commerciaux. La majeure partie de ces salles menace ruine, alors que d'autres ont complètement disparu du paysage de la ville.

Tranche de Vie

Par El-Guellil

Fel goubba



depuis des ans ma ville ? Je ne sais pas si loger les milliers d'habitants de bidonvilles va mettre un terme à ce phénomène qui cerne toutes les cités et les contrées non citées d'Algérie. Est-ce que le ramassage des mendiants, la veille de la visite de la grande personnalité du jour, la nuit, veut pouvoir dire qu'il n'y a plus de mendiants ? Que le badigeonnage des trottoirs rend la ville plus propre ? Une ville où il y a mille rats par habitant. Mille-feuille qui se vend sur des carrosses à l'air libre. Mille magasins de chich-kabab qui empestent l'atmosphère et alimentent les urgences hospitalières. Mille cliniques où il n'y a pas de plateau d'urgence. Mille ambulances qui n'arrivent pas à circuler. Mille jeunes femmes prises tous les jours en « flagrant-du lit » ? Quoi, ya sidi el ouali ? Pour m'éclairer, en plus des sept bougies, je dois payer une ziara ? Quoi, là aussi il faut payer ? mais? ce n'est pas un S12 que je demande? mes papiers ne sont pas périmés?

Je suis venu aujourd'hui, ya Sidi el ouali, ya Abdelkader, ya moul el meïda, j'arrive avec des questions plein la tête auxquelles je ne trouve pas de réponse. Je viens msellem mkettef. Mkettef surtout. Ligoté par mon manque de savoir, je veux être éclairé. J'allume donc sept bougies en présence du maître des lieux. Si c'est une maîtresse, je lui demanderai de se remettre à enseigner l'éducation civique? je me perds dans cette goubba khadra, car les vertes et les pas mûres envahissent ce qui me servait comme porte cheveux. Voilà, je ne vais pas aller par mille chemins. Je veux juste savoir si la multiplication des bennes tasseuses peut régler le problème du ramassage des ordures. Si le renforcement de ce parc par des camions loués chez les ben-ammi est une solution. Je veux juste être éclairé. Est-ce que le recrutement d'un millier d'éboueurs, en plus de ceux qui sont opérationnels, peut mettre un terme à la saleté qui caractérise

CHU

Les 11 nouveaux chefs de service installés

J. Boukraa

En applications des instructions du ministère de la Santé et de la Réforme hospitalières, suite à la décision du gouvernement, cinq nouveaux chefs de services ont été installés en fin de semaine au niveau du centre hospitalo-universitaire d'Oran, suite à la sortie en retraite de 15 anciens professeurs. Il s'agit, entre autres, des professeurs Snaoubeur Abdelmadjid installé à la tête du service de Pneumologie A, en remplacement du Pr Guer-maz Malika, le Pr Ouardi Aïssa à la tête du service de Pneumologie B à la place du Pr Berrabah Yahia. Le Pr Laradj Nadia a été installée comme chef de service de Cardiologie à la place du Pr Hammou Leila sortie en retraite. Le Pr Belbachir Boutaina a été installée à la tête du service Anatomie pathologique, et le Pr Boualga Omar a remplacé le Pr Mohamed Brahimi Farouk à la tête du service de chirurgie. Selon la cellule de communication, trois chefs de services ont été installés quelques jours auparavant. C'est ainsi que le Pr Boukli Hassan chef de service Chirurgie pédiatrique a été remplacé par le Pr Kihal Saliha, Khelif Kheir Eddine a remplacé le Pr Benzaouil Ahmed, qui a occupé le poste de chef de service de rhumatologie. Pour le service hématologie, le Pr Saidi Djamel a été installé à la place du Pr Touhami Hadj. Selon notre source, la cérémonie d'installation fut présidée par le directeur général du CHUO M. Ben Ali Bouhdjar et

d'autres cadres de cet établissement. Aussi, quatre autres nouveaux chefs de services seront installés la semaine prochaine.

Pour rappel, conformément à l'arrêté ministériel signé fin février dernier par le ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière fixant l'âge de la retraite des professeurs en médecine, quinze médecins-chefs de services ont été mis à la retraite.

Des intérimaires seront installés dans les 15 services concernés après le départ à la retraite des anciens chefs services âgés de plus de 70 ans. Il est noté qu'une circulaire interministérielle (Santé et Enseignement supérieur) avait été adressée en novembre 2015 aux hôpitaux à travers le territoire national pour préparer le départ à la retraite des professeurs en médecine chefs de service. Les professeurs retraités sont remplacés par d'autres professeurs plus jeunes. L'instruction donnée par le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, avait été suivie d'un arrêté ministériel signé par l'ex-ministre de la Santé, Abdelaziz Ziari. Cet arrêté n°480 paraphé le 6 juin 2014 ordonne aux directeurs de la santé des 48 wilayas et aux directeurs des hôpitaux, CHU et Etablissements de santé de proximité (EPSP) de procéder à la mise à la retraite de tout praticien dont l'âge, au 31 décembre 2012, dépasse les 60 ans et exceptionnellement les professeurs dont l'âge est de 70 ans et plus. Les jeunes professeurs de médecine avaient, rappelle-t-on, applaudi la décision du gouvernement.

Vols, commerce de stupéfiants, agressions...

55 individus arrêtés en une semaine

K. Assia

Conformément aux orientations données quant au renforcement de la sécurité des biens et des personnes, pas moins de 668 individus ont été interpellés par les services de la sûreté de la wilaya d'Oran durant la période allant du 25 septembre au 1er octobre. En effet, 232 actions d'intervention ont été menées par les services de la police judiciaire et la voie publique de la sûreté de la wilaya en coordination avec les effectifs des 25 sûretés urbaines. Ces unités d'intervention ont ciblé toutes les zones et quartiers situés à l'intérieur du tissu urbain, notamment les places et endroits publics, stations de bus et de taxis, gares routières et ferroviaires, avec pour but la neutralisation de tous les foyers de la criminalité et la sécurité des biens et des personnes. Sur les 668 individus interpellés et soumis à un examen de situation, 55 d'entre eux ont été arrêtés et présentés au tribunal pour différents chefs d'inculpation dont les CBV, port d'ar-

mes prohibées, usage et commercialisation de stupéfiants, bagarre sur la voie publique, ivresse manifeste, vols et personnes recherchés. 15 individus ont été dans ce registre placés sous mandat de dépôt. Notons par ailleurs, que plusieurs infrastructures de police sont prévues dans le programme de la DGSN afin de faciliter le rapprochement police-citoyen. Ces structures seront implantées dans plusieurs localités limitrophes à l'exemple de Sidi El Bachir, hay Bouamama ce qui viendra répondre aux doléances de la population. Selon des sources sécuritaires, sept sûretés urbaines et une brigade mobile de la police judiciaire BMPJ sont prévues dans le cadre de ce programme. Ces infrastructures seront donc implantées à Sidi El-Bachir, Belgaid, Chahid Mahmoud, la nouvelle cité 800 logements de Oued Tlélat, Gdyl, Bousfer, Mers El-Hadjadj et une BMPJ à Chahid Mahmoud. D'autre part, la sûreté de la wilaya d'Oran s'est renforcée de trois nouvelles structures réceptionnées en mai dernier.

Oran-Sidi El Bachir Quatre blessés dans un carambolage

Quatre personnes dont deux enfants de 3 et 8 ans ont été blessées dans un carambolage entre trois voitures. Selon la Protection civile, l'accident s'est produit jeudi peu avant 18 heures, sur la route nationale N°11 entre Oran et Sidi El Bachir.

Trois voitures de marques Renault Megan, Peugeot 208 et une Renault Logan se sont télescopées. Les blessés ont été évacués vers l'hôpital 1^{er} Novembre. Une enquête a été ouverte.

J. B.

ILS NOUS ONT QUITTES HIER

Briksi Ghourmat Fatima-zohra, 71 ans, hay El Yasmine
Benarmasse Benabdellah, 86 ans, Petit Lac
Ghorabia Habria, 81 ans, rue Larbi Ben M'hidi
Larmed hasni, 82 ans, Maraval

Horaires des prières pour Oran et ses environs

06 moharram 1438				
El Fedjr 05h40	Dohr 12h51	Assar 16h08	Maghreb 18h41	Icha 19h58



Les dialysés, victimes de l'austérité budgétaire Sit-in annoncé, devant le siège de la wilaya



S. M.

Les 3.000 dialysés de la wilaya d'Oran vivent le calvaire au quotidien. Leur situation ne cesse de s'empirer, ces derniers mois, en raison des restrictions budgétaires décidées, en catimini par les services concernés, analyses...). Le premier responsable de l'Association des dialysés de la wilaya d'Oran est en colère. Il a lancé, hier, un énième cri de détresse dans l'espoir d'attirer l'attention des services concernés (CNAS, DDS et autorités locales) sur la détérioration terrible des conditions de prise en charge de cette population qui souffre et meurt en silence.

Le président de cette association qui a énuméré toutes les contraintes rencontrées, au quotidien, par les dialysés a annoncé la tenue d'un sit-in, dimanche matin, devant le siège de la wilaya pour exiger une intervention du chef de l'exécutif local. Cette action de contestation a été décidée, selon notre correspondant, joint hier par téléphone, après épuisement de toutes

les tentatives pour trouver des solutions aux préoccupations «urgentes» des dialysés. «Nous avons frappé à toutes les portes, mais en vain», regrette le délégué des dialysés de la wilaya d'Oran. Il importe de noter que la prise en charge des patients, souffrant d'une insuffisance rénale chronique terminale est coûteuse. Le coût d'une séance d'hémodialyse oscille entre 7.000 et 12.000 DA, en fonction de la prise en charge des complications, sachant qu'un malade a besoin d'une séance de dialyse tous les 2 jours. La CNAS a conclu des conventions avec plusieurs cliniques privées pour la prise en charge de ces patients. Le nombre de cliniques privées, conventionnées avec la CNAS est passé de 118 en 2010 à 126 en 2012 puis 129 en 2014 au niveau national.

La première journée sur la «transplantation rénale : rein et transplantation» organisée en fin de semaine dernière par le Conseil scientifique de l'hôpital d'Oran a été consacrée à l'exposition tous les obstacles rencontrés par le personnel médical pour démarrer la greffe rénale.

Le programme de greffe rénale lancé, rappelle-t-on, en avril 2006, à l'hô-

pital d'Oran, a permis de réaliser, avec succès, plus de 30 greffes rénales. Un chiffre qui reste presque insignifiant par rapport aux besoins. Il existe, en effet plus de 3.000 malades souffrant d'insuffisance rénale, dans l'ouest du pays, alors que 350 nouveaux insuffisants rénaux sont enregistrés, chaque année, à Oran. Le corps médical rencontre des difficultés insurmontables pour pratiquer la transplantation rénale par rein de donneur cadavérique. Il n'existe pas d'opposition affichée par les autorités religieuses ni d'empêchement légal, mais le consentement explicite préalable du donneur ou de sa famille, après son décès, reste une nécessité absolue. La transplantation rénale par rein de donneur mort représente seulement 4% du programme national. L'accès à la transplantation rénale est hors de portée pour 80% des patients souffrant d'une insuffisance rénale chronique terminale. Une greffe de rein coûte à l'étranger 10 millions de dinars, alors qu'en Algérie elle revient à 1 million de dinars seulement, signale-t-on. Ils sont ainsi près de 16.000 malades traités par hémodialyse, dans plus de 250 unités spécialisées publiques et privées, à travers tout le territoire national.

Nouvelle extension du cimetière de Ain El Beida Les travaux d'aménagement lancés

D. B.

Des travaux d'aménagement et d'embellissement à l'extérieur du cimetière de Ain El Beida, ont été lancés mercredi, apprend-on auprès de la commune d'Oran. Les premières opérations concernent les aménagements du mur d'enceinte fraîchement réalisé ainsi que l'entrée principale de la nouvelle extension de ce cimetière. Selon nos sources, d'autres travaux de terrassement et de bitumage, à l'extérieur, sont aussi programmés. Ces travaux sont effectués, en parallèle des opérations de transfert des divers réseaux, lancés dans le cadre de l'élargissement de l'axe reliant le cimetière à la localité de Ain El Beida. Lancée en début de l'année, l'extension du cimetière de Ain El-Beida, sur l'assiette foncière de l'ex-bidonville 'Le Virage' ont été achevés. A l'intérieur, les travaux de réalisation des allées et des voies piétonnes, ainsi que l'installation d'un grand portail d'entrée; lancées après les opérations de terrassement ont été achevés il y a un mois.

Les mêmes interlocuteurs indiquent que le site est fin prêt pour les inhumations. «En attendant l'achèvement des travaux à l'extérieur, ceux de l'intérieur du cimetière ont été complète-

ment achevés» assure notre source.

Dans une première phase, les travaux de terrassement, entamés au lendemain de l'éradication du bidonville, ont été achevés. Cette première étape a été suivie de l'installation d'un mur de clôture, tout autour de l'assiette foncière récupérée. Les autres travaux, avaient trait aux réseaux divers.

A travers le relogement de plus de 300 familles, la wilaya d'Oran a récupéré environ 7 ha, sur lesquels était érigé le bidonville, qu'elle a destinés à l'élargissement du cimetière et à la réalisation d'une double voie pour faire jonction entre le boulevard périphérique et l'autoroute Est-Ouest. Plus de 5 ha donc, seront annexés au cimetière.

Aussitôt l'opération de relogement parachevée, la wilaya d'Oran a consacré un budget de 1,5 milliard de centimes à la démolition du site et à la viabilisation du terrain, en mobilisant 100 camions et 30 engins pour débayer les débris du bidonville et les transférer vers les centres d'enfouissement technique de la région. D'autre part, selon les mêmes sources, le projet de création d'un nouveau cimetière à Oran-est, décidé du temps de l'ex-wali, pour parer à la saturation de Ain El-Beida, semble avoir été abandon-

né. Nos interlocuteurs affirment que l'extension du cimetière, sur plusieurs hectares des côtés sud et est, bute, toujours, sur le problème des coopératives agricoles qui se trouvent en plein milieu du terrain concerné par l'extension. L'initiative prise pour exploiter l'assiette de l'ex-bidonville 'Le Virage' est dictée, selon nos sources, par le fait que Ain El-Beida est presque saturé. Les mêmes interlocuteurs rappellent que les cimetières musulmans d'Oran datent de l'ère coloniale et sont dans leur majorité arrivés, à saturation. A titre d'exemple, dans la commune d'Oran qui possède 4 cimetières musulmans (sans parler des petits cimetières familiaux), 3 affichent déjà complet. Il s'agit des cimetières de Moul Douma, Sidi El Ghibi, El Melh. Le cimetière de Ain El-Beida accueille quotidiennement une moyenne de 23 inhumations. Dernièrement, le directeur de la Régie communale des pompes funèbres avait affirmé qu'à ce rythme-là, d'ici 4 ou 5 ans, ce cimetière, l'unique ouvert, actuellement, à Oran, affichera complet. Signalons, enfin, que les cimetières d'Oran sont très anciens. Le cimetière de Sidi Ghibi ouvert, avant 1792, d'une surface de 62,94 ares, est le plus ancien.

Des fiches techniques transmises à la wilaya Des projets pour El Ançor

Rachid Boutlélis

Le déplorable état de dégradation, associé à l'exiguïté, qui va crescendo, du siège de l'APC de la municipalité d'El Ançor, suscite la désapprobation des administrés. «Ce siège ne répond plus aux normes élémentaires, notamment, avec la multiplication du nombre de la population, qui ne cesse de s'accroître, au fil du temps» a fait remarquer, à ce propos, au 'Quotidien d'Oran', un ancien habitant de cette municipalité. Il y a lieu de noter que, cet état de fait a été pris en considération et inscrit sur la liste des 18 projets d'utilité publique, proposés à la wilaya d'Oran, par la daïra d'Ain El Turck, dans le cadre du programme du plan communal de développement, PCD 2016, pour la commune d'El Ançor. Il s'agit de l'étude, du suivi et de la réalisation d'un nouveau siège d'APC, dans cette commune. Un apport d'un montant de 11,1 milliards de centimes a été estimé pour financer les travaux de ce siège, indique une source proche de la daïra. Notons, encore, dans ce même registre que le

volet du renforcement sécuritaire a été, également, pris en considération avec l'inscription sur la liste des propositions du programme PCD 2016 formulée pour approbation à la wilaya, de l'étude, du suivi et de la réalisation d'une sûreté urbaine de proximité dans la municipalité d'El Ançor. Selon la même source, un apport d'un montant de 50 milliards de centimes a été estimé pour financer les travaux de cette future sûreté urbaine. Il importe de signaler, également, que l'indispensable domaine de la Santé a aussi été pris en considération par la daïra d'Ain El Turck, qui a formulé, à la wilaya, une proposition de réalisation d'une salle de soins aux Andalouses, sur le territoire de la commune d'El Ançor. Cette louable proposition a été basée, notamment, sur le fait qu'un nombre considérable de vacanciers converge, chaque été, vers les plages très prisées du site des Andalouses. Notre source encore indique, à ce sujet, qu'un montage financier de 25 milliards de centimes a été estimé pour la réalisation de cette salle de soins.

35^{ème} Congrès franco-maghrébin de Psychiatrie

Des spécialistes français, canadiens et maghrébins attendus

Le 35^{ème} Congrès franco-maghrébin de psychiatrie se tiendra du 13 au 14 octobre, à Oran, sous le thème : «la Psychiatrie aujourd'hui», a-t-on appris de l'Association franco-maghrébine de psychiatrie (AFMP), organisatrice de l'évènement. Un programme englobant plus de 45 conférences dispatchées sous une dizaine de thèmes, animées par des spécialistes venus de Tunisie, du Maroc, de France et du Canada, en plus des praticiens algériens. La conférence d'ouverture «la Psychiatrie aujourd'hui» sera animée par le secrétaire général de l'AFMP, Jean Dalery, clinicien et chercheur connu pour son implication dans la recherche sur la schizophrénie. Plusieurs thématiques seront abordées lors de cette rencontre comme «Les femmes face aux défis d'aujourd'hui», «Les addictions aujourd'hui», «Urbanisation, mutations sociales et conséquences sur la santé mentale», «Radicalisme religieux : éclairage psychiatrique», «Apport de la psychiatrie aux maladies neuro-dégénératives», «Psychiatrie de liaison d'hier, la médecine psychoso-

matique d'aujourd'hui», «Comment gérer les antidépresseurs d'hier et d'aujourd'hui ?» et bien d'autres sujets encore. L'autisme, un des troubles qui ne trouve pas sa place en matière de prise en charge dans la région ouest du pays et en Algérie, en général, fera, en outre, l'objet d'une série de conférences comme «Pédopsychiatrie à l'Ouest : Histoire, espoirs et perspectives», «Autisme et scolarisation : l'expérience d'une classe d'intégration scolaire pour enfants avec autisme à Tlemcen».

L'Association franco-maghrébine de Psychiatrie (AFMP) a été fondée, en 1981, avec comme objectif l'enseignement, la recherche et la pratique dans le domaine de la psychiatrie en France et dans les pays du Maghreb, à travers l'organisation d'échanges scientifiques, de conférences et de congrès entre les équipes françaises, algériennes, marocaines, mauritaniennes et tunisiennes. Le 34^{ème} Congrès de cette association s'est tenu, en novembre 2015, à Hammamet (Tunisie), rappelle-t-on.

Recherchés pour vols avec violence Trois malfaiteurs sous les verrous

K. Assia

Trois individus, impliqués dans plusieurs affaires de vol, ont été arrêtés, jeudi, par les éléments des 15, 16 et 23^{èmes} sûretés urbaines. Les mis en cause, âgés entre 22 et 39 ans, étaient recherchés pour des vols avec violence. Ils seront présentés au tribunal pour les chefs d'inculpation suscités.

Par ailleurs, une opération de police, menée jeudi, dans plusieurs quartiers d'Oran a don-

né lieu à l'arrestation de 7 individus faisant l'objet de mandats d'arrêt. Les malfaiteurs étaient impliqués dans plusieurs affaires de vol, de détention et de commercialisation de stupéfiants, de port d'armes prohibées entre autres. Ils ont été arrêtés lors d'une opération 'coup de poing' lancée par les services de la police judiciaire appuyés par ceux des 25 sûretés urbaines, en plus de ceux de la sécurité routière, dans plusieurs quartiers d'Oran.

MAGHNIA

Grève des médecins spécialistes: la justice s'en mêle

Cheikh Guetbi

Devant la décision du collectif des médecins spécialistes de l'EPH de Maghnia d'une grève illimitée, avec un service minimum assuré, à raison de 2 jours par semaine jusqu'à ce que leur principale revendication, le départ du directeur, soit satisfaite et qui a été mise en exécution la fin de la semaine passée, le directeur de l'EPH a eu recours à la procédure d'exception de référé d'heure à heure auprès de la chambre administrative près de la cour de Tlemcen. Le directeur, qui accuse les protestataires de refuser tout dialogue et trouve que cette forme de revendication est abusive et irrégulière, a poursuivi en justice la section syndicale des médecins spécialistes de la santé publique qu'il accuse d'être derrière cette grève. Après que celle-ci, représentée par son président, a été assignée par huissier, l'audience de plaidoirie a eu lieu jeudi et le délibéré le même jour. Le jugement rendu qui est immédiatement exécutoire dans ce genre de procédure confirme l'irrégularité de la grève et ordonne d'y mettre terme.

A l'EPH de Maghnia, la situation est tendue voilà une quinzaine de jours après que les médecins spécialistes, sous la houlette de leur section syndicale, ont présenté une série de revendications suite, estiment-ils, à l'abus de pouvoir dont le directeur a fait preuve à leur égard. «Le

directeur ayant fait preuve d'indifférence et refusé le dialogue et n'ayant été favorable à aucune de nos revendications, nous avons opté par la décision extrême à savoir la grève jusqu'à ce que son départ soit prononcé par la tutelle», dira le secrétaire général de la section syndicale. Auprès des médecins grévistes les griefs imputés au directeur ne convergent pas dans leur majorité et les avis diffèrent pour les causes du marasme qu'ils disent vivre. Pour cette spécialiste, le directeur est à l'origine de la «fuite» très récente de 2 spécialistes qui étaient fraîchement affectés à l'EPH de Maghnia dont une cardiologue ce qui, de l'avis du directeur, est faux car, explique-t-il, «cette dernière s'est présentée pour que je lui fournisse une attestation de besoin en cardiologie pour qu'elle soit affectée dans notre EPH, chose que la tutelle nous a interdite». Le besoin de dénoncer par les quelque 43 médecins spécialistes le «despotisme» du directeur s'est manifesté, selon ce dernier, après qu'un système de lutte contre l'absentéisme a été instauré, ce qui a bousculé bien des habitudes néfastes et un système qui favorisait le laxisme et l'indolence qui pénalisait le malade. «La situation était lamentable. Le taux d'absentéisme était excessif et les rendez-vous insignifiants, voire nuls. Certains spécialistes usaient de subterfuges comme l'exemple de ce chirurgien

qui s'arrange à se faire programmer ses gardes à des dates qui ne coïncident pas avec celles des anesthésistes. De la sorte, il aurait trouvé là excuse pour évacuer ses malades vers le CHU de Tlemcen. Ou encore des procédés douteux pour certains hospitalisés qui, pour des raisons évidentes, «décident» de se faire opérer chez le privé pour revenir ensuite à l'hôpital pour des soins post-opératoires. Devant cette situation inadmissible, j'ai jugé urgent d'instaurer ce système de lutte contre l'absentéisme et contre ces comportements irresponsables, de mobiliser les forces vives et d'appliquer la réglementation à la lettre et ce pour une meilleure prise en charge des malades».

Le directeur tient à préciser que l'éloignement pour certains médecins a été pris en considération, car c'est après 9h que l'absence est comptabilisée et que vu le non-fondé des griefs reprochés et l'inconsistance et le manque d'objectivité de la majorité des revendications, le protestataires ont toujours refusé le dialogue qu'il estime leur être ouvert jusqu'à lors. Devant le verdict de la justice, les spécialistes décrochent-ils de cette grève ou s'y attachent-ils jusqu'au départ du directeur ? Ce dernier avertit que pour le cas de la 2^{ème} option par laquelle ils ne se conforment pas à la décision de la justice, l'appel à la force de l'ordre par le procureur est envisageable...

AÏN EL-ARBAA

Remise des clés aux premiers souscripteurs de l'AADL



Mohamed Bensafi

Tout d'abord, ce fut 120 familles d'Aïn El-Arbaa (30 km à l'est Aïn Témouchent) qui ont, ce jeudi, rejoint leurs nouveaux logements publics locatifs (LPL) neufs aux premières heures de la matinée. Un programme qui avait connu un retard mais rattrapé grâce aux efforts déployés par le promoteur public en l'occurrence l'OPGI et aux entreprises de réalisation désignées. C'est, en effet, la fin d'un calvaire qui a duré des années avec les aléas de l'exiguïté et le sentiment d'être lésés dans leur droit de citoyen, quand on occupe un taudis ou une baraque, cloîtrés dans des bidonvilles. Ce jeudi, la joie était immense tant chez les bénéficiaires comme chez les res-

ponsables locaux. L'opération de relogement s'est déroulée en présence du wali, M. Hamou Ahmed Touhami et du PAPW, Ahmed Belgherras, remis de ses problèmes de santé, ainsi que de plusieurs membres de l'exécutif. Cette opération, qui a fait suite à deux autres intervenues en juillet 2007 (143 logements sociaux) et en mars 2016 (64 unités), sera suivie par une action similaire qui toucherait 320 familles, a ajouté notre source. Dans un autre contexte, le wali a instruit les responsables locaux sur la nécessité de présenter des fiches techniques relatives à l'inscription de nouveaux établissements scolaires dans les meilleurs délais. Le gel d'inscription d'opérations nouvelles pour le secteur de l'éducation étant

levé. Retour à Aïn Témouchent de la délégation où un autre rendez-vous l'attendait, cette fois-ci avec des souscripteurs de l'AADL. Il s'agit d'un premier quota de 700 (route de Chaabat El-Ham) des 1.000 logements inscrits dont les clés ont été distribuées à leurs bénéficiaires. Un programme lancé en 2013 auquel s'ajouteront les 300 restants, en cours de réalisation et qui devront être distribués aussitôt achevés, a indiqué notre source. Cette dernière fait état aussi de l'existence d'un autre programme AADL (2) de 1.000 logements (dont 500 à Aïn Témouchent et 500 à Béni-Saf), et de 5.700 logements sociaux, toutes formules confondues, en cours de réalisation et qui devront être distribués courant 2017.

TLEMCEM

Une exposition sur «la mémoire» de la capitale des Zianides

Khaled Boumediene

Le musée public national d'art et d'histoire de Tlemcen abrite depuis le 4 octobre, une exposition intitulée «La mémoire de Tlemcen» de l'artiste peintre Soufi Hafida et se poursuivra jusqu'au 13 octobre. Une exposition qui rassemble plus de 20 toiles portant l'amour et l'attachement de l'artiste aux sites et monuments de Tlemcen et sa vie quotidienne avec une touche de nostalgie. L'artiste revisite dans ses œuvres l'histoi-

re de Tlemcen et du pays en reproduisant «l'escorte bleu», «un voyage vers le désert», des œuvres dessinées par l'artiste peintre Hocine Ziani. L'ensemble est servi par un éclairage particulièrement bien maîtrisé et par une scénographie remarquable. «Pour résumer, je peux dire que ma peinture est réaliste malgré une préférence marquée dans le choix de mes sujets : la nostalgie de Tlemcen. J'apprécie aussi les villes sous la pluie et j'affectionne particulièrement les couleurs

denses, les éclats de lumière et les contrastes soutenus. Enfin, je m'attache tout particulièrement à restituer l'ambiance des lieux, la beauté ou la magie de la ville. Techniquement, j'utilise la peinture acrylique ou l'huile sur toile», a notamment indiqué l'artiste peintre. A noter que cet événement culturel a été inauguré par le directeur du musée public national d'art et d'histoire de Tlemcen, Benazza Noredine, en présence de nombreux cadres de la direction de la culture et du musée.

CHLEF

Simulation d'un crash d'avion à l'aéroport

Bencherki Otsmane

L'aéroport mixte (civil et militaire) Aboubakr Belkaid a vécu une journée particulière jeudi passé, où a eu lieu un exercice de simulation d'un crash d'un avion de type 737/800 de la compagnie nationale Air Algérie. Selon le scénario élaboré par les organisateurs, l'appareil transportant 77 passagers et 9 membres de l'équipage en provenance de Paris s'est écrasé au sol juste au bout de piste. Il était 11 heures. Aussitôt la tour de contrôle déclencha l'alerte. Les premiers à intervenir pour circonscrire l'incendie qui s'est déclaré à bord de l'avion sont les moyens propres à l'aéroport.

Toutefois devant l'ampleur de la catastrophe la protection civile intervient à son tour après 5 minutes de l'alerte qui a été réceptionnée par ses services avec des moyens conséquents. Selon le capitaine Messaidia de la protection civile, «il a été mobilisé 148 agents tous grades confondus, 7 camions anti-incendie, 3 véhicules de transport de troupe, 6 ambulances dont 3 médicalisées et enfin 4 véhicules de liaison». Trois énormes tentes ont été dressées.

Les moyens humains et matériels de la base militaire ont été également mis à contribution notamment par l'intervention d'hélicoptères pour évacuer les blessés. Un hôpital militaire de campagne a été aussi dressé pour accueillir les éventuels blessés ou ceux qui sont décédés dans la catastrophe aérienne.

Pour éteindre le feu qui s'est propagé à «l'avion», les services de secours auront mis plus de 30 minutes. Toujours selon le scénario, le bilan est de 67 morts dont les membres de l'équipage et 19 blessés. Ces derniers furent aussitôt pris en charge par les médecins militaires tandis que les cas les plus sérieux furent évacués vers les hôpitaux de la région. A ce sujet, il faut noter que les va-et-vient incessants des ambulances et autres moyens de secours de l'aéroport vers les structures sanitaires avoisinantes ont créé une certaine panique chez la population locale qui a cru un certain moment à un véritable accident. Il faut souligner la participation des services de sécurité (police et gendarmerie) pour sécuriser les lieux de l'accident et bien évidemment pour procéder aux pre-

miers constats. La boîte noire a été récupérée et envoyée pour analyse. A noter également au cours de cet exercice de simulation d'un accident d'avion la présence des services de la douane, de la santé et des transports.

Par ailleurs, lors d'un briefing présenté par le général Cheklal, commandant de la base aérienne de Gouasmia et également coordinateur des opérations de secours et de sauvetage, ce dernier a affiché sa satisfaction quant au déroulement de l'exercice et dont les principaux acteurs ont joué pleinement leur rôle. Le général fera savoir à l'assistance constituée des responsables des divers intervenants ainsi que de la presse locale que cet exercice intervient après celui qui a été effectué en 2014. Et de conclure «ce genre d'exercice nous permet de relever nos insuffisances en matière d'intervention dans le cas d'un crash d'avion afin d'être fin prêts lors de la survenue d'un éventuel et réel accident». A noter enfin que l'exercice a pris fin à 14 heures avec la présentation du briefing dans une grande salle de l'aéroport suivie des questions des journalistes présents.

ADRAR

Carte biométrique via internet, 12 communes omises !

Bentouba Saïd

Si l'opération de demande des cartes nationales biométriques pour ceux qui ont déjà un passeport biométrique se poursuit à travers les wilayas du pays, à Adrar ce n'est pas le cas, 12 communes de la wilaya ne figurent pas dans le site web du ministère de l'Intérieur.

Le site dans lequel tout demandeur d'une carte nationale biométrique doit préciser sa commune de résidence afin de compléter la demande après l'insertion de son numéro de passeport et son numéro d'identifica-

tion nationale. La commune de résidence n'est pas insérée dans la base de données du site web du ministère de l'Intérieur «http://www.interieur.gov.dz». Une situation qui a poussé les habitants à se poser des questions sur cette omission des habitants du Sahara même dans les applications informatiques. La wilaya d'Adrar existe dans la base de données du site, mais 12 communes parmi les 28 communes ne figurent pas et l'on cite : Adrar, Timimoune, Reggane, Aoulef, Tasabit, Zaouit Kenta, Fenoughil, Bordj Badji-Mokhtar, Tinerkouk, Charouine et Timoktan. Les élèves du bac et BEM sont les plus concernés. Ils réclament leurs cartes pour éviter tout problème lors des examens.

Les habitants de 12 communes de la wilaya appellent le ministre de l'Intérieur à tenir en compte du problème, surtout que des e-mails ont été envoyés via le site, mais sans aucune réponse. Il est à noter que des SMS ont été envoyés aux citoyens les invitant à demander leur carte nationale biométrique via le site web du ministère de l'Intérieur.

AIR ALGÉRIE

SAMEDI	
Vol	Départ
Oran - Alger	07h00
Oran - Alger	09h05
Oran - Alger	13h35
Oran - Alger	13h40
Oran - Alger	14h00
Oran - Alger	17h45
Oran - Alger	21h05
Oran - Annaba	14h40
Oran - Béchar	09h00
Alger - Oran	07h00
Alger - Oran	07h00
Alger - Oran	11h30
Alger - Oran	12h00
Alger - Oran	15h40
Alger - Oran	19h00
Alger - Oran	20h30
Annaba - Oran	15h40
Béchar - Oran	11h50

DIMANCHE	
Vol	Départ
Oran - Alger	07h00
Oran - Alger	09h30
Oran - Alger	13h30
Oran - Alger	17h30
Oran - Alger	20h25
Oran - Adrar	09h00
Oran - Constantine	15h15
Oran - Tindouf	21h45
Alger - Oran	07h35
Alger - Oran	11h35
Alger - Oran	15h35
Alger - Oran	18h30
Alger - Oran	08h15
Adrar - Oran	12h10
Constantine - Oran	17h35
Tindouf (j+1) - Oran	00h45

INTERNATIONAL

SAMEDI	
Vol	Départ
Oran - Lyon	07h15
Oran - Paris-Orly	08h00
Oran - Marseille	09h00
Oran - Toulouse	09h30
Oran - Istanbul	14h00
Oran - Lille	14h40
Oran - Paris-CDG	14h50
Oran - Alicante	15h20

Vol	Arrivée
Lyon - Oran	12h35
Paris-Orly - Oran	14h10
Marseille - Oran	13h35
Toulouse - Oran	13h40
Istanbul(j+1) - Oran	22h30
Lille - Oran	21h10
Paris-CDG - Oran	21h00
Alicante - Oran	18h20

Dimanche	
Vol	Départ
Oran - Paris-Orly	08h00
Oran - Barcelone	08h25
Oran - Marseille	09h00
Oran - Toulouse	09h30
Oran - Lyon	13h15
Oran - (Paris-CDG)	14h50
Oran - Alicante	15h20
Oran - Djeddah	17h40

Vol	Arrivée
Paris-Orly - Oran	14h10
Barcelone - Oran	12h15
Marseille - Oran	18h45
Toulouse - Oran	13h40
Lyon - Oran	18h35
Paris (CDG) - Oran	21h00
Alicante - Oran	18h20
Djeddah(j+1) - Oran	07h15

AIGLE AZUR

VOL	DEP/ARR
Samedi	
Paris-Orly - Oran	09h00/ 10h20
Marseille - Oran	17h55/ 18h35
Toulouse - Oran	18h05/ 18h40
Lyon - Oran	12h50/ 13h50
Oran - Paris-Orly	11h20/ 14h40
Oran - Lyon	19h55/ 22h50
Oran - Marseille	19h30/ 22h05
Oran - Toulouse	14h50/ 17h20

الخطوط التونسية	
TUNISAIR	
Tunis / Oran	Oran / Tunis
Arrivée	Départ
Lundi / Jeudi	
09h45	10h30

TRAIN



DÉPART	ARRIVÉE
ORAN - OUED TLELAT	
08h15	08h36
09h30	09h51
13h20	13h41
19h15	19h36

OUED TLELAT - ORAN	
08h50	09h15
10h00	10h25
13h50	14h15
19h45	20h10

-----ORAN - ALGER-----	
06h25	11h29
08h00	12h00
12h30	17h39
15h00	19h00

-----ALGER - ORAN-----	
06h25	11h29
08h00	12h00
12h30	17h39
15h00	19h30

ORAN - MAGHNIA	
07h30	11h05
12h50	16h22
16h00	19h42

MAGHNIA - ORAN	
04h45	08h09
08h50	12h22
14h05	17h26

ORAN - BECHAR	
20h30	05h46

BECHAR - ORAN	
20h00	05h00

ORAN - CHLEF	
16h15	18h22

CHLEF - ORAN	
06h50	09h11

ORAN - TÉMOUCHENT	
08h10	09h40
17h02	18h32

BÉNISAF - TÉMOUCHENT	
05h40	07h14
14h30	16h05

ORAN - SBA	
17h00	18h22

SBA - ORAN	
05h40	06h58

ORAN - RELIZANE	
17h15	18h47

RELIZANE - ORAN	
05h25	07h17

TRASMEDITERRANEA

DÉPART	ARRIVÉE
ORAN / ALMERIA	
Dim 09 - 21h00	Lun 10 - 06h00
Dim 16 - 21h00	Lun 17 - 06h00
Dim 23 - 21h00	Lun 24 - 06h00
Dim 30 - 21h00	Lun 31 - 06h00
ALMERIA / ORAN	
Sam 08 - 23h59	Dim 09 - 08h00
Sam 15 - 23h59	Dim 16 - 08h00
Sam 23 - 23h59	Dim 24 - 08h00
Sam 29 - 23h59	Dim 30 - 08h00

BALEARIA

DÉPART	ARRIVÉE
MOSTAGANEM / VALENCE	
Dim 09 - 11h00	Dim 09 - 23h30
Lun 10 - 18h30	Mar 11 - 05h00
VALENCE / MOSTAGANEM	
Sam 08 - 08h00	Sam 08 - 18h00
Lun 10 - 01h00	Lun 10 - 12h00

COLLOQUE INTERNATIONAL
SUR MIGUEL DE CERVANTES
SAAVEDRA: Bibliothèque
Nationale d'Alger les
15 et 16 octobre 2016

Dans le cadre de la Commémoration du IVème Centenaire de la mort du célèbre écrivain espagnol, Miguel de Cervantes Saavedra, l'Ambassade d'Espagne et l'Instituto Cervantes d'Alger, organisent en étroite collaboration avec le Ministère de la Culture algérien, un colloque international sur cet illustre écrivain, intitulé : « Cervantes: de Argel a España » qui aura lieu les 15 et 16 octobre 2016 à la Bibliothèque Nationale d'Alger (El Hamma), en présence d'une pléiade de spécialistes qui ont contribué par leurs œuvres à faire connaître la vie de Miguel de Cervantes en général, et les 5 ans qu'il a passés à Alger en particulier. Une conférence de presse sera organisée le lundi 10 octobre à 10h30 au niveau de la Bibliothèque Nationale d'Alger, en présence des organisateurs de cet événement international.

INSTITUT
FRANÇAISArt de la scène
MOLIÈRE EST
DANS LE PLACARD

► Aujourd'hui à 18h à l'IF Constantine
Cie Les Tréteaux de France, Interprété par Nadine Darmon
Familles ! C'est à vous que le spectacle s'adresse... Mlle Pâquerette n'ouvrira pas la porte de vos placards, mais elle en fera sortir par sa bouche la voix des filles, des fils, pères, mères, et belles-mères, des Tartuffe, Lisette, Gorgibus, Sganarelle, Dom Juan, Dorine, qui s'incarneront pour nous donner à voir, et entendre, avec les mots de Molière, des histoires qui ressemblent bien souvent aux nôtres...

Conférence
Sortir de l'économie informelle

► Lundi 10 octobre à 18h00
Chambre de Commerce
et d'Industrie d'Oranie (CCIO)
Par Frédéric Lapeyre, spécialiste de l'économie informelle à l'Organisation Internationale du Travail. L'économie informelle absorbe plus de la moitié de la main d'œuvre mondiale et recouvre plus de 90% des PME – un chiffre qui ne prend pas en compte l'myriade de microentreprises présentes dans les pays en développement.

Conférence
Communication & politique

► Lundi 10 octobre à 17h00
à Hôtel Sabri de Annaba
► Mardi 11 octobre à 14h à IF Constantine
Par Dominique Wolton, directeur de recherche au CNRS en sciences de la communication, spécialiste des médias.

MÉTÉO

AUJOURD'HUI	DEMAIN
ORAN	
Ensoleillé Max.31 - Min.18	Ensoleillé Max.28 - Min.16
MOSTAGANEM	
Ensoleillé Max.29 - Min.18	Ensoleillé Max.26 - Min.18
TLEMSEN	
Ensoleillé Max.29 - Min.14	Ensoleillé Max.26 - Min.13
MASCARA	
Ensoleillé Max.31 - Min.17	Ensoleillé Max.28 - Min.15
TIARET	
Ensoleillé Max.27 - Min.14	Ensoleillé Max.26 - Min.12
CHLEF	
Ensoleillé Max.33 - Min.19	Ensoleillé Max.32 - Min.18
BÉCHAR	
Ensoleillé Max.33 - Min.19	Ensoleillé Max.33 - Min.19
ALGER	
Ensoleillé Max.26 - Min.18	Ensoleillé Max.26 - Min.17
CONSTANTINE	
Ensoleillé Max.31 - Min.16	Légère pluie Max.28 - Min.14
ANNABA	
Ensoleillé Max.29 - Min.17	Légère pluie Max.27 - Min.18

CRASC, Technopôle USTO - ORAN



Conférence

Mémoire d'un militant de l'OS

Ramdane ASSELAH
CRASC / CEMA

Dimanche 09 octobre 2016
à 14h00 - Au siège du CRASC

www.crasc.dz

CRASC, Technopôle USTO - ORAN

Cycle des
Conférences du CRASCLa modernité :
itinéraire et relais

Belakhdar MEZOUAR, Professeur à l'Université
Abou Bekr Belkaid, Tlemcen

Lundi 10 octobre 2016
à 14h00 - Au siège du CRASC

www.crasc.dz

A l'ombre du périph' à Paris Des sans-abri vivent loin des regards



Par Pauline Froissart

Les rats se fauillent dans les buissons, les voitures se succèdent dans un vacarme incessant. Assis devant sa tente, Gustave y est indifférent. Comme des dizaines d'autres sans-abri, il a fait du périphérique parisien son refuge. Cette autoroute circulaire de 35 km de long où défilent jusqu'à 1,1 million de véhicules par jour, est un axe incontournable pour certains, une source de nuisances pour d'autres. Pour une poignée, c'est un abri. Comme Gustave, 75 ans, dont 15 dans le bruit et la poussière du «périph'», comme on l'appelle ici. Flottant dans une chemise qui rappelle le bleu délavé de ses yeux, il sirote un café. «Ici, je suis en liberté. Je rentre et je sors quand je veux.» Longtemps, Gustave a côtoyé Emile, dit «Milo», qui partageait le fruit de sa manche devant un supermarché. Des traces sombres au sol rappellent la tente qu'il habitait: Emile est mort il y a quelques mois, comme environ 500 sans-abri chaque année, selon la fondation Abbé Pierre. Symptôme de la crise économique, la précarité et le mal logement n'ont cessé d'augmenter ces dernières années en France. Le pays comptait plus de 140.000 personnes sans domicile fixe en 2012, une hausse de 50% depuis 2001, selon les statistiques les plus récentes. Gustave s'est retrouvé ici car il voulait «un coin tranquille». Si l'installation paraît rudimentaire, «y a tout ce qu'il faut», assure-t-il en soulevant une plaque posée au sol, dévoilant un réchaud. Paradoxalement, les sans-abris du périph' «cherchent une forme de tranquillité, d'isolement. Ils ne sont pas réveillés par les maraudes qui proposent un thé, un café, les autres personnes qui vivent dans la rue», explique Jérôme Pecout, membre de l'association Les Enfants du Canal. Lui aussi a connu la galère de la rue. Avec Morgane Bechennec, éducatrice spécialisée, il sillonne l'axe routier à pied à la recherche de ses habitants. En septembre, le duo en dénombrait 136. Certains sur des bouches d'aération, d'autres dans des locaux techniques à la lumière allumée 24h/24.

Le rouge d'un duvet, le scintillement d'un miroir leur suffisent à

repérer un sans-logis dissimulé dans un bosquet. Morgane et Jérôme ont ainsi découvert la cabane de Roberto et son jardin décoré de guirlandes, fleurs artificielles et babioles. A l'intérieur, l'électricité, raccordée au poteau électrique voisin, fait fonctionner une chaîne hifi, un frigo et un micro-ondes. Près de la Porte des Lilas, au nord-est de la capitale, Piotr en est à sa quatrième construction dans le quartier. Le Polonais, qui a 20 ans de rue, l'a aménagée du mieux qu'il a pu, avec des chutes de linoléum au sol et un coin cuisine, où un portrait de Jean Paul II voisine avec une photo de femme en maillot de bain. Sa fierté c'est son potager, un énorme tas de compost où poussent des tomates. «J'en ai eu des grandes comme ça», montre-t-il en ouvrant le poing. A quelques mètres, David désosse une machine extirpée des poubelles d'un hôpital.

Il vit de la récup' et de coups de main aux «mamies» du quartier. A 42 ans, David, qui a grandi dans des foyers d'accueil, n'a jamais eu de logement à lui. «J'ai vécu un peu partout mais c'est ici que je me sens le mieux. Je peux bricoler, je me fais un peu d'argent. Et puis tu veux que j'aie où? Je ne peux pas demander la lune...», dit-il tout en triant le cuivre, l'aluminium et la ferraille. Morgane et Jérôme l'aident dans ses démarches pour obtenir un toit. Un vrai logement? «J'y pense, sans y penser. S'ils trouvent un truc, je m'en vais». S'il se dit «habitué» au bruit, son voisin de tente, lui, dort avec un casque de chantier sur les oreilles. «Beaucoup ont des problèmes d'audition», commente Morgane.

Sept personnes sont sorties récemment de la rue. Comme Hassan, 51 ans, bouc poivre et sel et catogan, et sa compagne Selvet, 48 ans, aujourd'hui dans un centre d'hébergement neuf. Rien à voir avec la cabane laissée derrière eux. Là-bas, «j'avais mal à la tête, trop de bruit», raconte Hassan dans un français hésitant. Asthmatique, il avait «encore plus de problème» avec la pollution. Ce jour-là, il découvre ses nouvelles lunettes, passe quelques secondes à observer les lignes de ses mains, fasciné. Et semble voir l'avenir d'un autre oeil. (AFP)

USA un avion évacué après qu'un téléphone Samsung eut pris feu

Un avion de la compagnie aérienne Southwest Airlines a dû être évacué aux Etats-Unis après qu'un téléphone Samsung de substitution, donné en remplacement d'un modèle défectueux, eut pris feu. Le vol 994 s'apprêtait mercredi à quitter Louisville dans le Kentucky (centre-est) lorsqu'un téléphone portable Galaxy Note 7, a commencé à émettre de la fumée, signe d'un probable début d'incendie, a expliqué la compagnie. «Tous les passagers et l'équipage ont débarqué calmement de l'appareil», a précisé Southwest Airlines dans un communiqué. Le premier fabricant mondial de smartphones Samsung a rappelé en septembre 2,5 millions de ce modèle de «phablette» (à mi-chemin entre le téléphone et la tablette) en raison de batteries défectueuses qui ont littéralement carbonisé certains appareils. Fin septembre, quelque 60% des propriétaires américains du Galaxy avaient échangé leur téléphone contre un nouvel appareil, censé être plus sûr. Brian Green, que les médias américains ont identifié comme le passager infortuné, a précisé que son téléphone était un appareil de substitu-



tion. Plusieurs médias ont précisé que le portable avait été éteint avant le décollage. L'appareil avait tellement chauffé qu'il a été toutefois impossible à une source indépendante de confirmer qu'il s'agissait bien d'un Galaxy Note 7, selon ABC news. «Tant que nous n'avons pas l'appareil entre nos mains, il nous est impossible de confirmer qu'il s'agit bien d'un nouveau Note 7», a déclaré le

fabricant sud-coréen dans un communiqué, assurant être en relation avec la compagnie aérienne pour récupérer le téléphone. Après plusieurs accidents sur ce modèle-phare du géant sud-coréen, le fabricant a rappelé ses modèles dans des dizaines de pays. Une affaire qui, en plus de lui coûter plusieurs milliards de dollars, pourrait écorner sa réputation dans un environnement hyper concurrentiel.

Birmanie Prison pour un Néerlandais en Birmanie ayant débranché un haut-parleur



Un Néerlandais a été condamné jeudi à trois mois de détention en Birmanie pour avoir débranché le haut-parleur d'un temple bouddhiste, une offense grave dans un pays d'Asie du Sud-Est où le bouddhisme a une place importante dans la société.

«Klass Haytema a été condamné à trois mois d'emprisonnement en camp de travail», a déclaré le juge du tribunal de Mandalay où s'est achevé jeudi son procès. Il a été condamné pour «insulte à la religion», puni par le code pénal en Birmanie, sous lequel tombe «quiconque perturbe volontairement une assemblée en train de procéder pacifiquement à un

culte religieux» dit l'article en question. Excédé par le bruit venu du lieu de prières proche de son hôtel en Birmanie, ce Néerlandais avait débranché le haut-parleur du temple voisin, provoquant la colère des habitants et son arrestation pour «insulte à la religion», délit passible de deux ans de prison. En septembre, au moment du sermon bouddhiste de fin de semaine diffusé via des haut-parleurs, ce touriste de 30 ans était allé déconnecter les fils reliant l'amplificateur et les haut-parleurs de ce temple de Mandalay, ville touristique de Birmanie connue pour ses multiples temples. La foule en colère l'avait suivi

jusqu'à son hôtel, d'où il a été emmené ensuite en prison manu militari. Après des années sous la coupe de la junte militaire, la Birmanie, à majorité bouddhiste, s'est ouverte aux touristes ces dernières années, un engouement renforcé depuis l'arrivée au pouvoir du premier gouvernement civil dirigé par la Prix Nobel de la paix Aung San Suu Kyi. Le pays connaît une montée du bouddhisme radical, et le pays a connu en 2012 des violences qui ont fait 200 morts, notamment dans l'ouest du pays, où vit une importante communauté musulmane - principalement des Rohingyas. Porté par des moines extrémistes, ce mouvement appelle notamment au boycottage des entreprises musulmanes pour «protéger» le bouddhisme, religion de plus de 90% de la population. Un touriste espagnol a été expulsé du pays en juillet pour avoir arboré un tatouage de bouddha à la jambe, partie du corps considérée comme trop impure pour une image religieuse.

En 2015, un Néo-Zélandais et deux collègues birmans avaient été condamné en Birmanie à deux ans et demi de prison avec travaux forcés pour insulte à la religion après avoir utilisé une image de bouddha pour promouvoir leur bar.

L'Espagne dit vouloir «mettre (son) drapeau» sur Gibraltar

Le ministre espagnol des Affaires étrangères a assuré mercredi soir qu'il «mettra le drapeau» espagnol sur le territoire britannique contesté de Gibraltar, après la présentation formelle d'une proposition de co-souveraineté devant les Nations unies. José Manuel Garcia-Margallo répondait au ministre en chef de Gibraltar, Fabian Picardo, qui avait déclaré mercredi: «Pas question, José! Tu ne mettras jamais les mains sur notre +Rocher+. Jamais.» «Les mains, non! Je planterai le drapeau. Et bien avant ce que croit Picardo», a rétorqué à la télévision publique le chef de la diplomatie espagnole, connu pour son franc-parler. L'Espagne a formellement proposé mardi lors d'une réunion de la quatrième commission des Nations unies d'ouvrir des négociations avec le Royaume-Uni pour aboutir à une souveraineté partagée sur le territoire de 30.000 habitants, britannique depuis 1713, qu'elle revendique. «L'Espagne a formellement



invité le Royaume Uni à ouvrir des négociations pour atteindre un accord de sorte que les mandats découlant des traités de l'Union européenne puissent encore être appliqués à Gibraltar», avait indiqué l'ambassadeur espagnol aux Nations unies Roman Oyarzun à cette commission chargée des questions de décolonisation. Il a ensuite proposé une souveraineté

partagée qui «permettrait à Gibraltar de rester dans l'Union européenne», après le Brexit. Madrid, dont la proposition de co-souveraineté avait déjà été rejetée en 2002 par un vote des Gibraltariens (près de 99% contre), est revenu à la charge après le référendum de juin 2016 au cours duquel les Britanniques ont voté pour quitter l'Union européenne.

Tourisme

Un bateau de croisière revient en Tunisie, La Goulette reprend «espoir»

Danses, musiques traditionnelles et senteurs de jasmin: le village touristique de La Goulette a temporairement repris vie jeudi pour la première visite d'un bateau de croisière en Tunisie depuis l'attentat du Bardo en mars 2015, une lueur d'espoir pour un secteur en crise.



Par Kaouther Larbi

Le paquebot allemand Europa, avec à son bord quelque 310 passagers, a accosté vers 07H30 dans une ambiance festive mais sous haute sécurité à l'entrée du port.

Un événement pour les commerçants du village touristique de La Goulette, en banlieue de Tunis, après une traversée du désert de 18 mois. «C'est très important pour moi de rouvrir ma boutique, et ça fait chaud au cœur de voir à nouveau le village vivant!», s'exclame Haifa Dargouth, 39 ans. Si elle ne prétend remplir ses caisses vides par cette seule journée, cette artisane décrit une étape «très symbolique et porteuse de beaucoup d'espoirs».

«RETOUR PROGRESSIF» ?

A ce jour, aucune autre compagnie de croisière n'a emboîté le pas. Mais cette arrivée «est très importante car elle adresse un message positif et rassurant», explique à l'AFP Malek Ghanemi, directeur du terminal de croisière de La Goulette. Et Mustapha Jabeur, le PDG, l'assure: «à partir de janvier, il va y avoir un retour progressif du trafic».

Il y a plus d'un an et demi, le 18 mars 2015, 21 touristes étrangers -pour la plupart des passagers de bateaux de croisière- et un policier tunisien avaient été tués dans l'attaque du musée du Bardo, revendiquée par le groupe extrémiste Etat islamique (EI).

Les compagnies internationales avaient dans la foulée suspendu toutes leurs escales en Tunisie, marquant le début du cauchemar pour le tourisme local, frappé trois mois plus tard par un deuxième attentat de l'EI à Port el-Kantaoui (38 touristes tués). Avec l'accalmie sécuritaire des six derniers mois, un frémissement se fait sentir, mais des pays comme la Grande-Bretagne continuent de déconseiller la destination tunisienne.

Plus largement, la Tunisie, unique pays rescapé du Printemps arabe, ne parvient pas à faire redémarrer son économie, en partie du fait de cette crise du tourisme, autrefois contributeur du PIB à hauteur de 7%. Preuve de l'importance accor-

dée à ce retour d'un premier paquebot, une cérémonie devait se tenir dans l'après-midi en présence de la ministre du Tourisme, Selma Rekik Elloumi.

«J'AI MOISI AU CHÔMAGE»

A leur arrivée, les passagers de l'Europa, appareils photos en main, ont été accueillis par des spectacles de danse et musique orientales, ou encore des soldats carthaginois jouant de la trompette et du tambour.

Des bouquets de jasmin leur ont été offerts par les boutiques touristiques de la Goulette. Près de 200 d'entre eux sont ensuite partis en excursion, sous un chaud soleil d'automne, dans le village voisin de Sidi Bou Saïd ou encore dans la médina de Tunis, classée au patrimoine mondial de l'Unesco. Pas de visite du célèbre musée du Bardo, en revanche, pour cette fois.

Animateur au port de la Goulette depuis 12 ans, Salah Issa ne boude pas son plaisir. «Le village (touristique) m'a beaucoup manqué! Cette ambiance me remonte le moral», dit-il. Car depuis l'attentat du Bardo, «j'ai moisi au chômage. Mes chameaux ont eu faim».

En habit traditionnel, ce quadragénaire souhaite la bienvenue aux touristes, avant de les laisser monter gratuitement sur trois de ses chameaux ornés de tissus multicolores.

Tandis que les senteurs d'encens envahissent les lieux, Maher Lassoued, 49 ans, affiche son soulagement. «C'était triste de voir les portes de nos magasins fermés, de refléter l'image d'une activité morte. La voir revivre adresse un message positif pour le tourisme en général», estime-t-il.

De retour en Tunisie dans la foulée de la révolution de 2011, Maher avait loué cinq magasins dans ce village, des projets plein la tête. Mais «l'attaque de Bardo m'a complètement détruit. (...) Pour la première fois dans ma vie, je suis resté plus d'un an en chômage, incapable de payer mes crédits», raconte-t-il. Malgré ses regrets, il veut encore y croire. «Cette escale en Tunisie représente une lueur d'espoir. (...) Elle me fait respirer à plein poumons!».

(AFP)

Pour muscler la politique migratoire européenne

Un nouveau corps de gardes-frontières

Par Diana Simeonova

L'Union européenne a étreint jeudi son nouveau corps européen de gardes-frontières pour mieux se protéger et offrir une image d'unité sur la question migratoire toujours aiguë, un an après un afflux inédit de demandeurs d'asile. Cette force, qui remodèle l'agence Frontex, a symboliquement été inaugurée à la frontière entre la Bulgarie et la Turquie, principal point d'entrée terrestre des migrants lorsqu'ils contournent la périlleuse voie maritime via la Méditerranée.

Brassard ou gilet bleu frappés du nom de la nouvelle Agence européenne de gardes-côtes et gardes-frontières (EBCG), des dizaines de gardes-frontières de plusieurs pays étaient postés au point de passage de Kapitan-Andreevo (sud) pour incarner la nouvelle force de réaction rapide voulue par l'UE. Cette réserve pourra atteindre 1.500 hommes, dépêchés par les Etats membres, dont la mission sera d'assister les pays situés en première ligne des arrivées de migrants, en cas d'afflux massif.

Avec plus de 850.000 arrivées par la mer en 2015, la Grèce avait connu des mois de détresse sur ses îles à quelques encablures de la Turquie, où des milliers de personnes fuyant les conflits et la misère au Moyen-Orient et en Asie débarquaient chaque jour. Les pays de l'UE avaient semblé incapables d'apporter une réponse coordonnée à cette crise inédite.

PAS D'EUROPE «FORTERESSE»

«La nouvelle agence est plus forte et mieux équipée pour faire face aux migrations et au défi sécuritaire», a assuré jeudi Fabrice Leggeri qui dirigeait Frontex et prend la tête de la nouvelle structure. Elle mènera un audit des frontières extérieures pour «identifier les points de vulnérabilité avant qu'une crise se produise», a-t-il ajouté.

Le Commissaire européen Dimitris Avramopoulos a salué «un jour historique» et un «symbole d'unité» pour les 28 membres qui démontrent «leur res-



pensabilité collective dans la gestion de leur frontière extérieure commune».

Bruxelles insiste sur ce message de cohésion et de solidarité alors que la politique migratoire a creusé les divisions entre Etats, dressant notamment plusieurs pays d'Europe orientale et centrale contre l'Allemagne taxée de politique de la «porte ouverte».

La crise migratoire a donné des ailes à plusieurs mouvements populistes au sein de l'UE. Le renforcement de la surveillance des frontières extérieures est l'un des rares points d'accord sur ce sujet au sein de l'Union.

Mais «nous n'œuvrons pas pour une Europe forteresse», a assuré le commissaire européen. Depuis le pic migratoire de l'année 2015, le pacte scellé par l'UE avec Ankara en mars et la fermeture des frontières, initiée par les pays situés sur l'itinéraire migratoire des Balkans ont fait chuter les arrivées sur les îles grecques.

Les inquiétudes portent désormais sur l'Italie, soumise à une forte pression de candidats à l'asile embarquant depuis les côtes libyennes. Plus de 10.000 migrants ont été secourus ces derniers jours en Méditerranée et au moins 49 personnes sont mortes.

SAUVER SCHENGEN

M. Avramopoulos a promis «de renforcer le soutien» à ce pays, où 18 na-

vires de Frontex et 500 agents sont à l'œuvre. «Nous serons là si l'Italie a besoin de nous», a-t-il assuré.

L'agence aidera aussi aux retours volontaires des migrants et vise à permettre un retour progressif à la libre circulation dans l'espace Schengen, un des piliers de l'UE. Plusieurs pays dont l'Allemagne, l'Autriche ou la Suède, ont rétabli provisoirement des contrôles aux frontières intérieures pour faire face aux franchissements illégaux.

La Bulgarie, notamment, subit les conséquences de ces verrouillages en cascade: quelque 10.000 migrants s'y trouvent bloqués. Ils sont environ 60.000 en Grèce tandis que 140.000 personnes ont traversé la Méditerranée vers l'Italie cette année.

La crainte de Sofia est une reprise du flux migratoire depuis la Turquie où sont réfugiés près de trois millions de Syriens. Le Premier ministre Boiko Borissov a souhaité jeudi qu'Ankara «demeure un partenaire stratégique» de l'UE, alors que la relation avec ce pays fait débat parmi les Etats membres.

La Bulgarie est en train de prolonger une haute clôture barbelée destinée à couvrir la plus grande partie des 259 kilomètres de frontière avec la Turquie. Le flux migratoire y est en baisse de 20% à 30% par rapport à 2015, selon l'Organisation internationale pour les migrations (OIM).

(AFP)

Emirats

Dubaï veut se faire une place sur la scène de la mode



Par Lynne Al-Nahhas

Dubaï a lancé jeudi la troisième édition de l'Arab Fashion Week pour se faire une place sur la scène de la mode internationale avec le «Ready Couture», un concept entre haute couture et prêt-à-porter. Le clou de l'événement sera la présentation en soirée de la collection de Lamya Abedin, une jeune designer émiratie dont la maison «Dame de pique» conçoit des tenues très variées, dont des abbayas, ces longues robes traditionnelles portées par les femmes du Golfe.

L'Arab Fashion Week, à laquelle participent 20 maisons de 10 pays arabes, verra aussi la présentation, pour la première fois dans un pays arabe, d'une collection unisexe, signée par le Canado-jordanien Rad Hourani.

Consacrée aux collections printemps-été 2017, elle est présentée par ses organisateurs comme l'unique événement au monde totalement consacré à la «Ready

couture», concept introduit selon eux en 2014 par l'Arab Fashion Council (AFC, comprenant des représentants des 22 membres de la Ligue arabe).

Les organisateurs décrivent ce concept comme empruntant à la fois à la haute couture et au prêt-à-porter. Les modèles sont conçus selon les standards de la haute couture mais proposés sur le marché comme des produits de prêt-à-porter avec la possibilité de les adapter aux goûts des clients.

«INNOVER»

«A Milan, on célèbre le haut de gamme du prêt-à-porter, à Paris, celui de la haute couture (...) Et à Dubaï et dans le monde arabe, on veut innover», a déclaré à l'AFP le fondateur et le président de l'AFC, Jacob Abrian. Le concept de «Ready Couture» a été lancé selon lui à la suite d'une étude approfondie du marché. Les premiers pas ont été esquissés par des créateurs comme Roberto Cavalli ou la maison Dolce & Gabbana qui ont lancé des éditions limitées de prêts-à-porter modulables aux goûts des clients, a expliqué M. Abrian.

Cette catégorie s'adresse à des clients de pays arabes qui cherchent à être élégants tous les jours mais vise aussi des marchés demandeurs de produits de luxe comme ceux de la Chine et de la Russie. Dubaï a été choisie pour le lancement de ce concept pour le marché potentiel qu'il représente, la présence de médias internationaux et la sécurité qui y règne.

«L'AFC a pour objectif de faire des Emirats, par le biais de Dubaï, la cinquième capitale de la mode internationale aux côtés de New York, Londres, Paris et Milan», a déclaré la porte-parole de l'AFC Daline Eluar. Dubaï est une destination touristique en forte croissan-

ce, attire les investissements directs et abrite certains des plus grands centres commerciaux du monde.

L'Arab Fashion Week veut montrer au monde que le Moyen-Orient «n'est pas seulement une terre de guerre», a ajouté Mme Eluar, en référence aux conflits faisant rage en Syrie, Irak, Libye, Yémen et dont la cité-Etat et les Emirats arabes sont restés à l'abri. «Nous voulons présenter un visage de créativité, d'art et de beauté», a-t-elle dit.

«MADE IN ARABIA»

Pour M. Abrian, l'objectif est de lancer des créateurs arabes et d'inciter les marques étrangères à s'installer dans la région. Pendant l'événement qui durera cinq jours, des vêtements islamiques, qui suscitent régulièrement des controverses en Occident, seront présentés quotidiennement, avec des produits venant notamment de Malaisie et d'Indonésie. «Nous pensons que le vêtement islamique est très important et que des marques internationales visent ce segment, a dit M. Abrian, estimant que ce marché atteindra 500 milliards de dollars d'ici 2019.

L'AFC a l'intention de promouvoir une initiative qui a débouché sur la mise en place en Jordanie d'un premier atelier de confection de vêtements de mode conformément aux standards internationaux, selon M. Abrian. «C'est une première tentative pour inviter les grandes marques à venir s'installer dans le monde arabe» et de stimuler une «économie d'innovation» dans la région, a-t-il ajouté. Plus généralement, l'AFC ambitionne selon lui l'établissement d'une industrie de la mode dans la région.

Ce qui manque aux designers arabes, selon lui, ce sont «les processus de fabrication, de sélection de matériaux, des structures de recherche et des ateliers de création». «Tout ce qui vient de Paris ou de Milan est davantage apprécié», dit M. Abrian qui espère inverser cette tendance et promouvoir le «made in Arabia».

(AFP)

Trilogie pénalisante pour l'éveil d'une société d'un pays menacé !

Par Abdelkader Khelil*

Suite et fin

L'ERRANCE DRAMATIQUE ET SANS FIN DES PEUPLES ARABES

À la tête de ses émules, cette faune de charognards source de manipulations et de malheurs, BHL le belliqueux champion de la politique d'ingérence, en porte étendard et « vampire » aux canines bien aiguisées, est celui qui hante le plus, le profond sommeil des dirigeants arabes « assis en tailleur » sur des gisements colossaux de gaz et de pétrole, dont la courte vue des intérêts de leurs peuples n'a jamais été plus loin que leurs nombrils, alors qu'obnubilés par l'amour du « koursi » à tout prix et par les jouissances qu'il procure chez ces potentats qui exercent leur pouvoir en toute impunité, sans souci d'alternance. Fort de ses soutiens apparents mais aussi cachés, ce sioniste haineux à l'égard de tout ce qui est arabe et musulman n'en est pas à son premier coup bas, et est à chaque fois disponible et prompt à récidiver. Si nous lui prêtons une certaine « dangerosité » d'une réputation surfaite, c'est que dans cette France de plus en plus formatée sur le risque islamique grossi à l'extrême et sur la primauté des intérêts sionistes, ses élucubrations prennent valeur de parole d'Évangile, chez ceux qui le courtisent et le cirent, comme s'il détenait la pensée infuse. Il porte déjà sur sa conscience, en marionnette agitée par ses commanditaires et en agent avéré du Mossad, une grosse part de responsabilité de ces millions de réfugiés syriens et libyens déracinés, réduits à l'errance sans but ni fin, dans l'indifférence d'une communauté européenne de plus en plus recroquevillée sur elle-même dans un silence assourdissant, après avoir laissé faire les pyromanes de tous bords qui ont agi en son nom en terre arabe, et comble de trahison, soutenus en cela par les pétrodollars des monarchies du Golfe et de la Presqu'île arabique. Comme il est aussi, responsable d'autant de morts enfouis sous les décombres des quartiers des villes arabes détruites par suggestion humaniste, arimée au peu convainquant principe des « droits de l'homme » - comprendre par là, les intérêts stratégiques du complexe militaro-industriel des grandes puissances dans leurs courses effrénées de croissance et de maintien de l'emploi-, sans se soucier de l'effacement de civilisations millénaires dans le « Bilad Acham », la Mésopotamie, la Palestine, et partout ailleurs en terre d'Islam. Tout cela s'est soldé en pertes colossales pour les pays arabes, et en profits faramineux pour l'Occident et son allié Israël !

BHL DANS LE RÔLE DE STAR SANGUINAIRE AU FESTIVAL DE CANNES !

Que l'on en juge ! À peine rentré de Libye, Bernard-Henri Lévy fouillait le tapis rouge du Festival de Cannes pour y présenter son nouveau film fiasco : «Le serment de Tobrouk», qui relate son action aux côtés des traîtres insurgés libyens en guerre contre Mouammar Kadhafi, qui faut-il à chaque fois le rappeler, ont été reçu par Sarkozy à l'Élysée, à la demande insistante se son ami BHL. Il va sans dire que les commentaires des directeurs de rédaction et éditorialistes qui lui sont proches, furent des plus élogieux ... Si c'est ainsi, c'est que ce riche personnage qui détient une fortune de 150 à 180 millions d'euros, qui lui vient de l'exploitation du bois précieux de Côte d'Ivoire, du Cameroun et du Gabon durant plusieurs années par sa famille, se montre très généreux à leur égard – cf.fable du corbeau et du renard-. Et tandis que la sœur africaine irriguait généreusement son compte en banque, à quelques milliers de kilomètres de la France qui couve ses fantasmes, Bernard-Henri Lévy distribuait les leçons de morale sur la dignité humaine. Mais qui oserait dire le contraire sans s'atti-

rer les foudres des médias et de se voir privé des principaux plateaux de télévisions, dans une France régentée par les lobbies de l'information et de la communication, au service de l'idéologie sioniste et de la politique d'Israël? Et pourtant ! Dans son Édito du 15 juin 2012, le courageux Pascal Boniface s'adressant dans une lettre ouverte aux journalistes français leur dit ceci : « ... Mes bons seigneurs, avouez quand-même que vous avez l'air malin ! Le film « Le serment de Tobrouk » n'était pas encore sorti sur les écrans, que vous célébriez les louanges de son auteur, et faisiez des comparaisons avec Malraux et Chateaubriand. Vous dressiez le portrait flatteur de l'homme qui par son engagement a changé le cours de l'histoire. Je ne reviendrai pas sur l'absence de regard critique entre le récit du documentaire et la réalité. Je l'ai fait dans un précédent papier où je pronostiquais qu'il y aurait un écart entre l'accueil des éditorialistes et celui du public. Mais je veux souligner l'empressement avec lequel vous avez rendu compte du « Serment de Tobrouk » comme s'il s'agissait d'un blockbuster hollywoodien. Ce film a en effet bénéficié d'une promotion rarement vue pour un documentaire de guerre. Il est vrai qu'il s'agit en fait d'une fiction, ce que vous avez omis de préciser... Ne commencez-vous pas à réaliser le ridicule de la situation à mettre massivement sur le devant de la scène un personnage que le public rejette tout aussi massivement et avec constance ? Le même phénomène s'était déjà produit lors de la sortie de son livre « la guerre sans l'aimer ». Ne comprenez-vous pas que cela commence à affecter votre propre crédibilité et celle des médias en général, ce qui est plus grave ? Il y a tellement de révélations et d'informations qui ont été publiées que croire encore aujourd'hui à BHL relève soit de l'incompétence, soit d'une connivence coupable. » Voilà ce que dit ce chercheur, Directeur de l'Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS) et enseignant à l'Institut d'Études européennes de l'Université de Paris VIII, ce « F'hal » qui fait honneur à la France.

Ajoutons aussi dans la série des flos de BHL, la pièce de théâtre « Hôtel d'Europe » présentée au « théâtre de l'atelier » de 563 places qu'il a choisi par mégalomanie, se sentant plus important que le Pape, et qui n'a pas drainé les foules, malgré le talent du comédien Jaques Weber. Cette pièce est un cuisant fiasco et ce, même avec la présence de deux Présidents et d'un premier Ministre, en l'occurrence : Hollande, Sarkozy et Valls ! Cette pièce, qui conte la fin de journée, fort morose, d'un écrivain justement occupé à préparer un discours sur le sort du continent, a quitté l'affiche du théâtre de l'Atelier plus tôt que prévu. Rude coup pour ce néo-philosophe, qui avait déjà connu la même mésaventure, et dans le même théâtre, en 1992, avec sa première expérience de dramaturge, « Le Jugement dernier ».

C'est dire, qu'au-delà du rôle d'étendard que lui fait jouer sa secte sioniste, il ne peut tromper que ceux qui n'ont jamais porté dans leur ADN, une once de bravoure et qui payent leur lâcheté en bases militaires et en armement financés au profit du rêve israélien, pensant de la sorte se prémunir en gagnant les grâces d'Israël et de ses soutiens, et bien évidemment, au détriment des intérêts de leurs peuples ! À noter par ailleurs, que dans son livre « De la guerre en philosophie » paru chez Grasset, notre faux philosophe mercenaire a été pris en flagrant délit de mensonge. Dans ce livre, et pour s'en prendre au vrai philosophe allemand, Emmanuel Kant, BHL cite un chercheur, un certain Jean-Baptiste Botul qui n'a jamais existé. Ce n'était là qu'un canular inventé, par un journaliste du Canard Enchaîné. Ce qui donne toute la dimension de la culture et du savoir de BHL, piégé comme un novice. Et s'il continue à sévir dans le monde de l'édition, c'est qu'il a pour lui des réseaux aux ramifications plus importantes que les tentacules d'une pieuvre. Ces réseaux le maintiennent

au-devant de la scène pour leur cause. À ce sujet, Dieudonné, l'humoriste, résume bien la situation dans un entretien qu'il a accordé au quotidien suisse «24 heures»: «Bernard-Henri Lévy soutient comme beaucoup de «penseurs» un mensonge politique monstre, assis sur une escroquerie qui se sert du drame de la shoah. En France, la domination des sionistes est objective: ils possèdent des réseaux extrêmement puissants.» Tout est dit !

Oui ! Il faut croire que le pays de l'esprit gaullien d'indépendance de la France vis-à-vis de l'OTAN, des USA et de la politique « arrogante » d'Israël a bien changé ! L'aveu fait par Bernard-Henri Lévy à la Convention nationale du CRIF à propos de la Libye, est significatif tant son alignement sur Israël est clair : « J'ai porté en étendard ma fidélité à mon nom et ma fidélité au sionisme et à Israël [...] C'est en tant que juif que j'ai participé à cette aventure politique, que j'ai contribué à définir des fronts militants, que j'ai contribué à élaborer pour mon pays et pour un autre pays, une stratégie et des tactiques ... » Mieux encore, BHL le subversif persiste et signe. Il reconnaît l'implication d'Israël dans l'aventure libyenne et il a supplié le locataire de l'Élysée de refaire la même expédition cette fois-ci en Syrie, en s'associant à l'ex Ministre des affaires étrangères Laurent Fabius, cet autre sioniste qui en enragé d'anti-Assad, à montré toute sa hargne et sa détermination à détruire l'État syrien, pour se retrouver par la suite à la tête de cette auguste institution française : le Conseil Constitutionnel. Cela pourrait être utile d'occuper pareille place, qui sait un jour, devait-il se dire ! BHL martelait dans son appel au président Hollande, qu'il est aussi important de sauver le peuple syrien que de sauver l'euro.

Simple question de chroniqueur quel que peu curieux, mais surtout inquiet pour son pays: qui parmi nous aurait marqué la même détermination pour les intérêts de l'Algérie par les temps qui cours, caractérisés par une bousculade au sommet pour l'accès au pouvoir, juste pour la jouissance ? L'amour de la patrie est devenu de nos jours, incompatible avec les intérêts des clans et des individus, et le serment fait aux martyrs prend valeur d'un attachement ringard qui ne permet pas l'accès à la double nationalité. Oui, c'est cela le plus triste, et à la fois le plus inquiétant ! Alors, les dirigeants arabes cherchent à plaire à ceux qui les ont mis dans leur ligne de mire, à ménager leurs susceptibilités, à se présenter bien souvent comme les défenseurs et les sous-traitants de leurs intérêts, au lieu de faire le cheminement inverse qui est celui du rapprochement avec leurs peuples en pratiquant une politique d'éveil qui tend à les unir et à les souder face au danger qui les guette.

Oui ! Sans être grand clerc ou esprit alarmiste, ce sinistre personnage cherche cette fois-ci à s'approcher de l'Algérie qu'il ne désespère pas de la voir tomber dans l'escarcelle de l'Occident et rejoindre ainsi la liste de pays soumis comme l'est la Lybie, grâce à ses précieux conseils « d'homme humaniste ». À s'y méprendre, il faut dire que le soutien qu'apporte BHL non pas comme ami mais en agent du Mossad, à celui que toute la Kabylie des braves et des authentiques martyrs renie pour avoir vendu son âme au diable, et dont il est de bon usage de civilité d'en taire le nom, est certainement de mauvais augure. Oui ! L'histoire retiendra que si « le loup BHL » à la chemise blanche teintée de sang frais syrien et libyen se rapproche de la « bergerie » Algérie, c'est que le berger honni par la Kabylie vaillante du Djurdjura de la grande résistante Lalla Fatma N'soumer, de Aït-Ahmed, de Amirouche, de Abane Ramdane, de Krim Belkacem, et de bien d'autres « lions » de cette authentique région des braves qu'il n'honore point, s'essaye inlassablement à lui entrouvrir la porte d'accès ... Mais ne dit-on pas chez-nous : « Li yahseb ouahdah ichitlah ! » Qu'il sache que : qui s'y frotte à l'Algérie des braves comme il en existe encore d'Est en Ouest et

du Nord au Sud, comme d'aucuns ont essayé de le faire au M'zab, s'y piquera certainement ... À bon entendre salut, à toi le sioniste « khoubiz bladi » que nos compatriotes de Béni-Saf pas très vieux, te connaissent très bien ! Je te dirai – en paraphrasant le Grand Jaques Brel- « même si tu te crois mèche, en réalité tu n'es que suif », pour nous les algériens de la noble lignée de l'Emir Abdelkader. Et j'ajouterais, que ceux qui savent reconnaître le bon grain de l'ivraie ne te reconnaissent aucun talent, pour avoir attiré notre attention sur tous tes flos ! Merci à eux, pour t'avoir démasqué ! Maudit soit le jour de ta naissance, et celles de tes semblables en oiseaux de mauvais augure ! « Lahla irabhek yaould el h'ram » !

MISE EN SCÈNE SANS CASTING À HOLLYWOOD !

N'ayant pas encore fini avec ce play boy des «guerres humanistes» des gens dits «civilisés», que nous voici maintenant avec une célèbre série télévisée américaine qui parle sur une guerre civile en Algérie. En effet, le prochain épisode de la série US «Madam Secretary» nous apprend Google, concernera l'Algérie ! Bien sûr pas en bien, comme il fallait s'en douter de la part du pays de «l'oncle Sam», cet autre méga va-t-en-guerre en chef étoilé, qui ne perd aucune opportunité pour booster son industrie d'armement pour le bien de la reprise de sa croissance économique qu'il mesure en emplois créés, et nous arabes, en millions de morts et de réfugiés et en centaines de milliers d'infrastructures détruites, sinon rayées de la carte. À en croire le site «Cartermatt» qui révèle le scoop, le scénario présentera une Algérie «au bord de la guerre civile».

La série en question relate les aventures politiques de la Secrétaire d'État des États-Unis, Elizabeth Mc Cord, pressentie pour le poste de Vice-présidente – rien d'étonnant, s'il s'agissait de Hillary Clinton, dont le mari portait la kippa, ce jour là aux obsèques de Shimon Pérès-. Dans le cadre de ses fonctions, elle s'occupe de la diplomatie américaine et se retrouve confrontée à une situation trouble en Afrique du Nord. Le synopsis du prochain épisode, dont la sortie est prévue en octobre 2016, est clair : « Avec l'Algérie au bord de la guerre civile » Elizabeth négocie délicatement un changement de régime. Mais son plan tourne mal lorsque Roy Curtis (personnage), homme de confiance et ambassadeur US en Algérie, meurt de manière inattendue. Dans le même temps, Henry (autre personnage) se bat pour sauver des antiquités religieuses en Algérie – j'ai pensé qu'il pourrait s'agir de celles des basiliques de Saint-Augustin à Annaba et de Notre-Dame d'Afrique sur les hauteurs d'Alger-, lorsqu'il découvre que « Hizb al Shahid » - encore une autre croisance de vivre le marasme de notre quotidien et sommes dans l'incertitude du lendemain ! L'essentiel est de considérer que c'est là une suggestion fantasmée qui trouve ses ingrédients dans ce que nous livrons au quotidien, comme image d'un pays qui donne cette apparence d'une entité divisée à cause de nos « chamailleries », laissant penser à ceux qui ne maîtrisent pas les mécanismes du fonctionnement de notre société, que c'est là un pays qui part à la dérive.

TRILOGIE TRAGIQUE ET DISQUALIFIANTE !

Sans attendre qu'on vienne nous le dire, il faut reconnaître que cette situa-

tion des plus inquiétantes qui nous colle à la peau, est symbolisée par un coefficient « TRI » des plus inadmissibles de notre mode désuet de gouvernance. « T » comme triche et trabendisme « R » comme rapine, « I » comme impunité sont ces trois écueils d'une société algérienne qui a quitté les rails balisés par des valeurs jadis respectées et très rarement transgressées, parce que constituant le ciment du vivre-ensemble, qu'il faudra banir à jamais. C'est parce que nous n'avons pas su garder précieusement ce trésor de référents hérités, d'une société d'antan : régulée par le travail inspirée par la productivité, le mérite, la probité et le respect de la chose publique, que notre société est devenue cette entité désarmée, sans repères ni perspectives, et par conséquent fragilisée dans son existence... À croire que nous sommes en mode pilotage automatique, mais sans plan de vol ! Cela ne rassure pas nos concitoyennes et nos concitoyens qui ne perçoivent aucune traçabilité dans la gouvernance déplorable qui leur est servie... Alors oui ! Tant que nous n'aurons pas compris que c'est par nos comportements – gouvernants et citoyens réunis - que nous prêtons le flanc à toutes les supputations même les plus extravagantes, il faut admettre que nous sommes bien en danger ! Il s'agit pour nous de chercher à serrer les rangs pour constituer ce rempart à toute tentative d'ingérence extérieure dans nos problèmes internes.

Nous devons apprendre à nous assumer en tant que gouvernants au service exclusif de leur peuple, et en tant que citoyennes et citoyens ayant des droits, mais aussi et surtout, des obligations, en faisant de la moralisation de la vie publique à tous les échelons et de l'égalité des chances à travers l'immensité de notre territoire, plus qu'un pari, un défi à relever afin de consolider la cohésion sociale et l'unité nationale comme impératifs existentiels ! Nous avons toutes et tous, notre part du bonheur à portée de la main ! Il suffit juste de travailler de vrai, c'est-à-dire à faire perler la sueur de nos fronts, pour rendre cela possible, à travers l'émergence d'un État fort et juste. Fixons-nous un cap et un horizon et entreprenons toutes les réformes qui s'imposent aux plans politique, économique, social et culturel pour faire que ce projet d'union nationale, puisse relever du domaine du possible ! Faisons le avec notre diaspora que nous avons longtemps négligée ! Oui ! Pour que l'Algérie puisse se porter mieux, nous avons surtout besoin de se retrouser les manches et d'être dans l'action, plutôt que dans le bavardage et la division, que nos ennemis sauront exploiter le moment opportun, si c'est nous qui leur offrant cette possibilité ! Chacun de nous devra s'identifier à l'Algérie par ce qu'elle lui a donné – formation, santé, emploi- et par son attachement à la terre de ses ancêtres ! Dans le nouvel ordre mondial transcendant, en somme cette mécanique globale diabolique et injuste, notre pays ne doit plus être perçu que comme des puits de gaz et de pétrole, ou comme une entité affabulée d'un drapeau, et d'un vague souvenir de décolonisation ! La mobilisation face au danger qui menace notre intégrité territoriale est aussi l'affaire du peuple, dès lors qu'il perçoit chez ses gouvernants le souci de l'exemplarité dans tout ce qu'ils entreprennent. Alors ! À quand une « télé » publique d'éveil citoyen en lieu et place des feuilletons à l'eau de rose, et celui de « Harim Soltane » de l'effritement et de la décadence de l'empire ottoman sur les cendres duquel, ceux qui réfléchissent à l'avenir de leur peuple, espèrent ériger le « Grand Israël » ! Citoyennes et citoyens, réveillez-vous pour construire ensemble, une Algérie unie et solidaire dans ses diversités plurielles, et qu'aucune force aussi puissante soit-elle, ne pourra déstabiliser lorsque le peuple sera uni pour y faire face!

*Professeur

APARTEMENTS

■Vends ou Echange F3 - Acté - 1er étage sur grand boulevard Cité Zabana - ARZEW - Aménagé - Toutes commodités - Etude toute proposition - 0550.540.880 - 0550.266.514 - 0770.180.189

■Vends ou Echange Duplex à Ain Turck - 4ème étage - Acté - à côté Eden et en face la mosquée - Toutes commodités - Etude toutes propositions - 0550.266.514 - 0550.240.110

■Loue très bel Appart F4 (Refait) 135 m² - Rue Murat près Front de mer - 3ème étage avec ascenseur, garage en face - Prix 4,5 M - Tél : 0557.52.89.05 / 0661.78.41.62

■Location d'un F1 situé à la Cité Perret L6 - 12ème étage - Rue de Mostaganem - Prix 13.000 DA - Avance 6 mois - Tél : 0556.81.95.36 - 0557.86.46.98

■Loue un F2 à Akid Lotfi + A vendre F4 à Haï El Yasmine - ORAN - Tél : 0555.27.14.80 / 0780.01.89.30

■A louer un Appartement F3 - 1er étage à Cité Lauriers Roses. Bt A2 - Maraval - Tél : 0779.81.13.84

■Loue F5 RDC à Saint-Hubert - ORAN - Ensoleillé - Parking - Pour Habitation ou Fonction libérale - Tél : 0771.77.09.38

■A vendre des Appartements : F4 1er+ F4 4ème Akid Lotfi - F3 1er rond-point Nek-kache (USTO) - F4 11ème + F4 6ème vue sur mer côté Agyl - Tél : 0555.11.71.13 - 0772.25.08.10

■TLEMCCEN : Vds Appart Gd standing 171 m² : 3 Pièces - Cuisine + terrasse - Imma - à côté mosquée Imam ALI - Tél : 0555.26.30.38

■SIDJ BEL ABBES : A vendre F5. 110 m². 3 façades. 3ème étage. Bien situé en face Maternité Sidi Yacine, avec toutes commodités + parking - Acté et L.F. - Tél : 0551.21.68.13

■Appart à vendre F3 - 2ème étage : 27, Rue Mirauchaux - centre-ville ORAN - Tél : 0666.66.71.36

■A vendre : F3 Maraval - F2 Khemisti - Magasin centre ville - F3 Cité Zabana Arzew - Tél : 0561.70.70.36

■Loue des Apparts meublés et équipés et toutes commodités. Garage. Eau H24 - dans un quartier très calme pour famille - Trouville - Ain El Turck - ORAN - Tél : 0783.11.00.82

■Vends Appart F3 - 1er étage - Double façade - 72 m² - Refait à neuf - Rue de Mostaganem - ORAN - P.O. 900 U - Tél : 0556.56.70.17

■Vends F4 - 108 m² - 4ème étage les Pyramides USTO - ORAN - Tél : 0560.06.10.87

■TLEMCCEN : Loue 02 F1 (SDB + Cuisi-ne) dans une Maison au centre-ville pour couple - Tél : 0542.26.66.80

■A vendre : Appart Mobilart 172 m² T4 avec garage + Appart les Falaises 250 m² avec 2 garages + Terrain 469 m² à ORAN 3 façades - Tél : 0554.16.80.42

■Vds à MOSTA Cité 300 Logts F4. Sup. 88 m². 4ème étage. P.D. 980 U - F3 Cité Kharouba 600 Logts 1er étage. P.D. 850 U - Tél : 0771.04.29.33

■Cherche Apparts Location meublés F3 + F4 + F5 : Centre-ville - Akid Lotfi + Plaza - Mobilart - Résidence Hasnaoui - AG. BENSALD - 04, Rue Med Khemisti - Email : cabinetbensald@gmail.com - 041.29.26.03 - 041.29.26.02

■A vendre ou à louer F5 à Yaghmoracen - 1er étage - 96 m² - Libre de suite - Etat brut - à côté Direction Nedjima - Tél : 0673.31.30.30 - Visite avec RDV

■A vendre bel F3 - 72 m² - Toutes commodités - Tél + Int. + Eau H24 avec Box Garage personnel + Grande Cave à Mises-gerhin - Faire offre au 0772.77.99.83 - 900 Unités

■ORAN - Vends très bel Appart de 220 m² - Neuf - Acté + Livret foncier - Bon endroit - Toutes commodités - Bd du Trait d'Union + 1 Place garage - Prix : 2 Millions 700 - Tél : 0540.13.34.65 - de 10 H à 18 H seulement

■A louer pour Habitation : Appart F2 meublé - 1er étage Rue d'Igly - ORAN - Libre de suite - Loyer : 45.000 DA + 1 mois de Cautionnement + Avance 1 année - Tél : 0542.84.67.60

■Location d'un Appart refait à neuf F4 à usage professionnel. Sup. 84 m². Peut servir comme : Cabinet médical - Etude notariale - Assurance...etc. - Adresse : Av. Loubet 1er étage - Tél : 0770.28.57.24

■Vends joli F4, Acté. 83 m². Toutes les chambres en BA.13. Cuisine américaine. 2 Climatiseurs. Chauffage central - Internet + Cuisine équipée + Garage pour 02 voitures à Hassi Mefsoukh 20 Km d'Oran - Tél : 0552.69.30.76

■A vendre grand F4 Avenue Choupot coin Police 6ème. Double façade. 1er étage. Immeuble nouvelle construction. 4 Pces - Sup. 120 m² + 2 Actes + 2 Livrets fonciers - Tél : 0553.70.31.17

■A vendre à Dar El-Beïda - Grande Terre - bel Appart F3 situé au RDC d'un bâtiment de quatre étages, sécurisé. L'Appart sert actuellement de crèche. La cité se trouve juste en face de la Salle des fêtes (Afrak El Djazair) - SVP pas d'intermédiaire - Tél : 0661.27.23.29

■Vends Logts F3 à Bir El-Djir. Rond-point Pépinière + Bureaux Haï Akid Lotfi + Local 80 m² en RDC et 100 m² Mezzanine en dur à Haï El-Yasmine face Hasnaoui - Tél : 0793.44.33.54 - 0560.26.54.75

■Vends ou Loue Niveau Villa : Appartement de quatre chambres Superf. 160 m². Situé à Cité Petit (Bien situé) - Tél : 0794.58.21.76

■Loue Appart (100 m² - F4) 1er étage. Bon état. Sis 40 Bis, Larbi Ben M'hidi - ORAN - Convendrait pour Cabinet médical, dentaire ou avocat - Tél : 0771.26.05.23 - Visite après 17 H (sur RDV)

■A vendre Appart F5 - 4ème et dernier étage - Sup. 100 m² - Avec Chauffage central - Acté + Livret foncier - Le prix après l'offre - Situé à Yaghmoracen à côté Salle des fêtes Chahrazed - Tél : 0778.50.67.46

■Loue F3 très bien meublé, très propre, Cité Lobet en face Complexe sportif les Castors - Parking assuré - Toutes commodités - Tél : 0796.98.07.64

■Vends sur plan F3 - F4 haut standing Résidence Jade, vue sur mer à Belgaïd - Appelez au 041.82.48.28 ou 0554.14.98.15 - Possibilité de crédit bancaire

■A louer à Point du Jour. ORAN : Appart F3 de 90 m² équipé de Chauffe-eau - Chauffage et Interphone dans Immeuble très propre et sécurisé pour Bureau ou Société - Tél : 0770.70.99.83 - 0771.62.28.15

■Société de Promotion Immobilière vend Appartements à Canastel - Appelez notre Service Commercial aux : 041.42.84.65 / 0555.02.23.44

■Vends Appart F3 - 3ème étage - Refait à neuf - Toutes commodités (Gaz - Eau - Elect.) - Acté - à côté S.M. ARDIS + Carcasse : Sasse + Dala 200 m² une seule façade à Boudjemâ Coopérative El Mostakbel - Actée - Mob : 0555.12.47.31 - Oran

VILLAS

■Vends Villa grand standing 230 m² double façade centre-ville d'Arzew R - 1er étage composée de 03 chambres + salon, cuisine, salle de bain, cour, jardin + garage + 3 locaux - 1er étage : salon + salle à manger + terrasse - AG. BENSALD - 04, Med Khemisti - ORAN - 041.29.26.03 / 0552.58.43.72

■Vends ou Echange Villa grand standing 450 m² R+1 avec garage + Faubourg Centre-ville MASCARA - Acte - contre Appartement F4 - F5 à ORAN + complément - Etude toutes propositions - AG. BENSALD - 04 Med Khemisti - ORAN - 041.29.26.03 / 0552.58.43.72

■A vendre : Niveau de Villa 200 m² à Maraval : 06 Pièces avec Cour et Terrasse - Convient pour Habitation ou Usage professionnel (Cabinet - Bureaux - Laboratoire - Crèche...) + Villa R+2. Sup. 160 m² à St-Hubert - 9 m de façade - Quartier chic - Tél : 0794.44.82.42

■A vendre Villa à Montplaisant 125 m² - R + 2 - 8 Ch. - 02 Salons - 02 SDB + Hammam - Garage 02 Voitures - Rue Chréa - ORAN - Loue à Ain Turck F3 - 5ème étage vue sur mer - Tél : 0558.16.92.29

■TLEMCCEN : A/V. Maison V/Bâtisse bien située à Sidi Othmane - 343 m² - Tél : 041.29.20.39 - 0553.76.50.56

■A vendre : Villas avec deux Apparts F4 + Dépôt + Garage deux voitures + Chauffage central Haï Nakhil + Villas avec piscine 300 m² deux façades à Belgaïd avec toutes commodités - Tél : 0555.11.71.13 - 0772.25.08.10

■Part vend Villa à Bouisseville - Actée + L.F. - 350 m² - Quartier calme. Bon voisinage - Ain El-Turck - W. d'ORAN - 6 Pces + Cour et Jardin + Gd Garage + C. + 3 SDB - Tél : 0661.25.00.56

■Vends Villa parallèle 4ème Périphérique - 300 m² - R+1 - RC - C. - Salons + Garage. Jardin - 1er étage : 3 Chambres + 2 SDB + WC - Tél : 0549.39.76.81 - Curieux s'abstenir

■Maison à vendre à Bel-Air - ORAN - Rue Safrané - Sup. 332 m² - Actée + Livret foncier - Intermédiaire s'abstenir - Mobile : 0558.48.91.22 - Visite après 17 h

■A vendre Immb. Acté. R+2. 100 m² Haï Derb. RDC : 02 Magasins + Cour + Studios 1er et 2ème étg. Deux Gds F4 + Cuisine + Sanitaires + Terrasse (Vue sur mer + Montagne Santa Cruz) - Tél : 0557.07.90.24

■Vends Maison 100 m² à ORAN Haï Felloucen Coop. 16 Nov. R+2 - RDC + 1er étage finis - Reste 2ème étage - Nouvelle construction 4 Pièces + Garage + Hall - Prix offert 16,50 - Tél : 0798.66.31.74

■Vends Villa 260 m² - Actée + L.F. - Libre de suite - R+1 avec garage 2 voitures et jardin - Quartier résidentiel ORAN - N° Tél : 0555.42.13.97

■A.V. Villa 183 m² en R+2 avec piscine finie à 70% située à Pépinière Mostakbel 3 - ORAN - Tél : 0552.97.12.85

■Vends 3 Niveaux de Villa indépendants, séparés ou ensemble à Bir El Djir (côté Canastel) - Sup. de chaque niveau 230 m² : F6 + 2 Cours + Hall + Gde Cuis. - Avec 3 Actes individuels - Prix : 2,7 U chaque niveau - Tél : 0540.32.00.28 / 0664.74.30.75

■Vends Villa R+2 - 198 m² - Construction récente - 7 Pces - Cuisine équipée - 2 SDB - Hammam - Garage 2 véhicules - Environs clinique El Hikma - Femandville - Tél : 0771.83.97.98

■Vends à PORT-SAY (Moscarda) : Résidence (120 m²) R+3 - Finie - Avec Acte de partage plus (+) Permis de construction R+5 - Tél : 0552.80.06.07

■Vends Villa à Point du Jour - 2 façades - Commerciale - Surface 305 m² - Tél : 0797.33.88.28 - 0773.47.72.40

■Vente Villa de 335 m² - 135 m² bâtis le reste jardin - électricité, eau, garage - située à Rouached la commune de EL-KERMA près de Tafraoui - Actée - Prix 1250 U - Tél : 0661.24.38.67

■A vendre Villa 100 m² - R+3 - Actée - 10 chambres - 3 WC + 3 SDB + 3 Cuisines + 2 Locaux - à Yaghmoracen - ORAN - 0555.63.37.90

■Loue ou Vends Villa 318 m² - toutes commodités - Sidi Djilali - SBA - Tél : 0667.92.40.13

■Vends une Villa en R+1 à Boutléilis de 136 m² en 2 façades, composée de 4 pièces + cuisine + jardin + SDB - Endroit calme et sécurisé - Tél : 0770.60.70.38 - 0560.77.37.10 - Curieux s'abstenir

■Villa à vendre R+3 - Bir El Djir - Canastel côté hôpital - Tél : 0555.987.187 - Visite sur rendez-vous - Curieux s'abstenir

■A vendre Villa style moderne - 500 m² - R+1 - à Bouisseville-plage - 3 Façades - Actée - Ain El Turck - Tél : 0553.42.74.67 / 0561.70.79.45

■Vends belle Villa à ORAN - Bel Air - Cité des Alpes avec poste de Gardiennage - Excellent voisinage. 156 m² - 2 étages : 5 Pièces + 3 Salles de bain - Jacuzzi - Terrasse - Garage - Jardin - Prix après visite - Tél : 0773.44.73.16

■TLEMCCEN : Vds Villa KIFFANE R+3 - 2 F. - 320 m² - Offert 6,5 Millions - Curieux s'abstenir - Tél : 0771.31.30.80

■Vends maison 02 nv. 170 m², Faç a Courbet en parallèle Seddikia. De 11 m² en marbre - refait à neuf, porte roulante autom. Garage, barreaudage en fer forgé, d/sol esp. RDC 2 ch, sal, cuis, avec cave sous sol + jardin, au 1er 2 ch, sal, SDB + WC, clim. dans toutes les ch + B'eau, toutes comm. NJ 0552.98.02.20 - Curieux s'abstenir SVP - P.A.Vs.

EMPLOIS

■Jeune femme sérieuse, Garde-malade pour personne sexe féminin de tous âges, handicapée moteur, paraplégique ou jeunes enfants autistes chez famille sérieuse - Tél : 0796.03.29.52

■Restaurant "MAGIC FOOD" recrute Femme de ménage âgée entre 35 - 40 ans, expérimentée, sérieuse, disponible - Nous contacter de 08 h à 17 h au : 041.62.26.49 - 0560.11.75.91

■Une Sté américaine offre à chacun l'opportunité de créer son entreprise, une affaire sans risque financier, une rentabilité à court terme, un revenu complémentaire et de gagner plus qu'un salaire - Tél : 0556.73.86.17

■Jeune Homme cherche un travail comme Aide Cuisinier - Tél : 0550.08.79.42

■Hôtel EL KHYALA recrute Femme de ménage - Contactez Tél/Fax : 041.65.42.88 - Mob : 0560.05.10.01

■Entrep. de Bât à ORAN cherche pour son chantier à MECHRIA : Conducteur de Travaux - Topographe - Mètre Vérificateur - Expérience - Tél : 0770.59.00.27 - Email : bati.recrutement@hotmail.com

■Importante Société recrute 2 Assistants (es) commerciaux (les) anglophones - Veuillez envoyer votre CV au : oran.trading@live.fr

■Importante Société Privée recrute : Une Secrétaire - Electromécanicien - Soudeur - Tourneur - Envoyer CV par Fax au numéro suivant : 041.65.03.01 - de 10 h : 00 à 16 h : 00

■Société à ORAN cherche Chauffeur (Femme) possédant Permis de conduire catégorie "B" pour livraison de marchandises sur ORAN - Veuillez envoyer votre CV sur l'adresse mail : eurfmed06@yahoo.fr

■Nous recrutons Factotums (Hommes âgés entre 18 et 25 ans) niveau Terminal + Recrutons Réceptionnistes - Envoyer C.V. à l'adresse e-mail : lookjobsmedic@gmail.com

■Cabinet médical spécialisé en Neuropsychiatrie cherche Secrétaire médicale, jeune et dynamique, maîtrise le français et moyennement l'outil informatique - Veuillez me contacter : 0782.30.17.20

■Je cherche des Employés Couturiers et Finition des Femmes à ORAN - Tél : 0779.44.19.56 - 0557.06.63.99

■Sté à BETHIOUA recrute : Gestionnaire de stocks - Magasinières - Acheteurs - Manœuvres - Tél : 040.22.37.62 / 040.22.32.43

■Sté à BETHIOUA recrute : Agents Commerciaux - Téléprospectrices - Chauffeurs VL. TC. Lourds - Tél 040.22.37.62 / 040.22.32.43

■Sté à BETHIOUA recrute : Soudeurs qualifiés - Meuleurs - Peintres industriels - Maçons - Tél : 040.22.37.62 / 040.22.32.43

■Sté à BETHIOUA recrute : Informaticiens Ingénieurs et TS en Electricité industrielle - Tél : 040.22.37.62 / 040.22.32.43

■Sté à BETHIOUA recrute : Ingénieurs en Métallurgie Chaudronnerie Méthode Préparation - Tél : 040.22.37.62 / 040.22.32.43

■Entreprise de Distribution cherche Vendeur en Produits laitiers (Yaourt Soummam) - Tél : 0558.42.21.62

■URGENT : Cherche Personnel pour Cafétéria (Plongeur - Serveur - Machiniste) habitant Bir El Djir ou ses environs - Tél : 0558.552.402

■Jeune Fille licenciée en Droit, réside à ORAN, cherche emploi chez un Notaire ou un Avocat ou Société privée - Tél : 0775.83.77.75

■Société privée à ORAN cherche : Gérant / Comptable / Aide Comptable / Financiers - Tél : 0550.56.38.38

■Magasin de Céramique à ORAN recrute des Agents Commerciaux ou des Vendeurs (es) - Tél : 0554.67.70.15

■Entrep. en Bât. à ORAN cherche pour son chantier à MECHRIA : Mètre Vérificateur (Expérience exigée) - 0770.59.00.27 - email : bati.recrutement@hotmail.com

■Clinique cherche : - Assistante médicale - Femme de ménage - Manipulatrice Radio - Biologiste - Email : cldag123@gmail.com

■Prof de Maths, longue expérience, retraité, donne cours individuels à ORAN- Centre : 1AS - 2AS - 3AS (Possibilité de déplacement à domicile) - Tél : 0699.89.42.73

■Dans le cadre du développement de ses activités, Marketel Algérie recrute pour le compte de grands groupes français, Téléconseillers (ères) parfaite maîtrise de la langue française, à la clé une formation de qualité, salaire attractif - Envoyer CV : recrutement@marketel-algerie.com

■Société privée cherche Assistante de Direction résidant HASSI BOUNIF, maîtrise arabe + français outil Informatique - Env. CV avec Photo : cv.31000@yahoo.fr - Tél : 041.27.56.64

■Industrie Agro-alimentaire cherche Commercial avec expérience résidant à HASSI BOUNIF - CV avec Photo : cv.31000@yahoo.fr - Tél : 041.27.56.64

■Pharmacie située à Bethioua cherche Vendeuse expérimentée (3 ans minimum) et Pharmacienne - Tél : 0550.67.46.84

■Importante société recrute des Commerciales, sérieuses et dynamiques - Veuillez nous contacter au : 0782.72.49.43

VEHICULES

■Cherche Location de Fourgon sans chauffeur 28 Millions pour 7 mois - L'intéressé qui appelle SVP : 0551.05.12.44

■Achat Véhicules accidentés ou en panne Légers ou Lourds - Tél : 0550.59.03.60 / 0771.39.49.82 / 021.91.35.62

TERRAINS

■Vends ou Echange Lot Terrain promotionnel 1.500 m² contre un grand Local Centre-ville + complément - étudie toutes propositions - AG. BENSALD - 4, Rue Med Khemisti - ORAN - 041.29.26.03 / 0552.58.43.72

■Vends Lot Terrain à Sidi Chahmi 120 m² - Acte + Livret foncier - Prix 700 U - Une seule façade - Tél : 0554.27.72.10

■A vendre un Lot de Terrain, bien situé à HAMMAM BOUHANIFIA - W. MASCARA - Acté + Livret foncier - Sup. 392 m² - Tél : 0771.28.18.25

■A vendre Terrains : 240 m² Bir El-Djir + 140 m² la Poste Belgaïd + 250 m² Nakhla Canastel + 200 m² Sidi Maarouf - Tél : 0795.02.70.10

■A vendre des Terrains : 130 m² + 160 m² + 200 m² + 300 m² deux façades à Belgaïd - 240 m² + 200 m² + 345 m² à Bir El-Djir - Femandville - Tél : 0555.11.71.13 - 0772.25.08.10

■A vendre Terrain Agricole 4.700 m² avec Entourage + Puits - Bassin - Arbres fruitiers - Une Chambre pour matériel - Avec Acte + Livret foncier - Vue sur mer à la Daïra de Sidi Lakhdar - Commune de Hadjadj - Douar Zarifa... etc. - Tél : 0555.11.71.13 - 0772.25.08.10

■Vends Terrain 380 m² double façade à "Point du Jour" - ORAN - Acté + Livret foncier - Tél : 0669.97.73.26

■A vendre Lot Terrain - Acté - 02 façades - 176 m² - Bir El-Djir. Coop. Noir et Blanc - ORAN - P.D. 9.900 U/m² - Tél : 0556.96.72.10

■Part. Vend Terrain 125 m² à BENFREHA - Prix offert : 425 Millions de Cts - Prix de vente : 470 Millions de Cts - Tél : 0662.10.42.89

■Vds à MOSTA côté AÏN TADLES : Ferme Agricole 16 000 m² - 200 arbres plantation 2013 - Acté + Livret foncier - Clôture en cours - Arrêté de forage - Tél : 0771.04.29.33 - P.D. 3 Millions

■Propriétaire d'un Terrain à ORAN (Les Falaises) à côté du Méridien - Sup. 1.279 m² - Cherche Promoteur sérieux pour réaliser un Projet Haut Standing - Courtiers et Agences s'abstenir - Tél : 05.600.12.607

■Vends à Belgaïd un Terrain Acté 250 m². Double façade dans une agréable résidence clôturée avec toutes les commodités - N° Tél : 0554.35.64.37 - curieux s'abstenir

■Terrains Agricoles à vendre : 6,5 Ha côté Station-service Kranif sur RN 17 SIG - BETHIOUA - 9,5 Ha Sidi Bouadjimi - SIG - Tél : 0557.06.47.14

■A.V. 1000 m² Zone Industrielle Chteïbo. 900 m² Bâti Charpente sur Blvd - Tél : 0558.20.32.99

■Propriétaire d'un Terrain à ORAN (Les Falaises) à côté du Méridien, Sup. 1.279 m², cherche Promoteur sérieux pour réaliser un Projet Haut Standing - Courtiers et Agences s'abstenir - Tél : 05.600.12.607

LOCAUX

■Vs ou Ech. Usine 8.200 m² Dble Faç. MAS-CARA sur Gde artère Comm. Conv. même pour Showroom 90 m couvert 2600 m² dotée de Chbre froide + Habit. Villa Stand. R+1. Chauff. Cent. Clim + Puits + Gaz + Eau - AG. BENSALD. 04, Med Khemisti. ORAN - 041.29.26.03 / 0552.58.43.72

■A vendre ou à louer Bureau Commercial - Sup. 120 m² - 1er étage - Convient pour Usage Professionnel (Cabinet - Bureaux - Laboratoire - Crèche...) dans un immeuble situé à côté Hôtel Méridien - Canastel - Tél : 0794.44.82.42

■A vendre des Locaux à Haï Yasmine 2 : 42 m² + 45 m² + 20 m² + 25 m² + 150 m² avec toutes commodités + 32 m² à Akid Lotfi + 25 m² à Akid Bd - Tél : 0795.02.70.10

■A louer 2 Locaux de 30 m² chacun, très bien situés dans un grand boulevard : Avenue d'Arcole (Gambetta) avec sanitaires - Tél : 0552.32.86.35 - 0778.87.19.21

■A vendre un Local de 5800 m² situé à la Zone Industrielle d'ES-SENIA (ORAN) et un Local de 150 m² sur deux niveaux à Médina Djedida (ORAN) - Tél : 0664.59.85.40 - 0555.02.89.50

■A vendre un Local de 36 m². Refait à neuf. Situé à Haï Yasmine 2 - Acté - Prix offert : 650 Millions - Prix demandé 700 Millions - N° Tél : 0771.34.35.25

■Société de Promotion Immobilière vend Locaux Commerciaux à Cité Petit et à Canastel - Appelez notre Service Commercial aux : 041.42.84.65 / 0555.02.23.44

■A.V. ou Echange Pizzeria équipée au 100, Rue de Mostaganem contre Appart F5 à Maraval - ORAN - Tél : 0550.35.97.91 ou 0770.30.52.

A J-1 du match Algérie-Cameroun

Rajevac procède aux derniers réglages



Kamel Mohamed

À 24 heures de la confrontation Algérie-Cameroun, le sélectionneur national Milovan Rajevac a finalisé son plan d'attaque et s'attèle à le peaufiner. Après une semaine de préparation, ponctuée d'un match d'application contre l'USM Blida et remporté par la sélection nationale sur le score de 3-1, mercredi dernier, au Centre technique de Sidi Moussa, Rajevac a pu superviser et évaluer chaque joueur. Le technicien serbe qui insiste sur la victoire contre le Cameroun, demain à Blida, a responsabilisé ses joueurs en leur signifiant qu'il est interdit de perdre le moindre point à domicile pour prétendre se qualifier au Mondial, pour la troisième fois de suite. Lors des deux dernières séances, Rajevac a récupéré l'ensemble des joueurs, Slimani et Ghoulam ayant rejoint le groupe après s'être entraînés en solo. A l'évidence, le casse-tête du coach demeure la défense, avec la défection de plusieurs joueurs. Rajevac aura essayé

plusieurs variantes et devrait opter pour les joueurs dont il dispose, afin de constituer le compartiment défensif. En revanche, il aura l'embarras du choix pour le milieu et l'attaque.

Rajevac qui reste avare en déclaration, n'a fourni aucune indication sur l'équipe à aligner ou la tactique à adopter. Il s'est contenté de répéter le même discours, à savoir : arracher les trois points et débiter la phase des éliminatoires par une victoire. En imposant un huis clos total, Rajevac a travaillé dur pendant une semaine avec ses protégés. Rajevac a déjà mis en place son plan tactique et il ne reste qu'à le peaufiner. En ce sens, il a programmé, pour hier après-midi, une séance de visionnage vidéo. Il a décorqué, avec les joueurs, le jeu des Camerounais, qui demeurent «redoutables», pour reprendre les propos de Rajevac. Pour le technicien serbe, le plus important consiste dans la solidarité et la solidité du groupe, signifiant que l'absence d'un ou deux joueurs ne devrait pas influencer le groupe. Après

la séance vidéo, Rajevac s'est réuni avec les joueurs leur signifiant qu'« il alignera les plus en forme. A ce titre, l'équipe probable pour le match Algérie-Cameroun, verra la titularisation de M'Bolhi qui demeure le numéro 1 malgré son manque de compétition.

M'Bolhi a été convainquant lors des séances d'entraînement. Il a été le premier à rejoindre le stage, ce qui laisse entendre que le coach compte sur lui pour le match de demain. En défense, Rajevac devrait titulariser Zeffane, Ghoulam, Medjani et Cadamuro. Il est vrai que la défense constitue le point faible de l'équipe, mais force est de reconnaître que Rajevac ne dispose pas d'un grand choix. En revanche, il dispose de ce grand choix, au milieu, avec la titularisation de Taider qui devrait être soutenu par Mesloub ou Guediouara. Boudebouz devrait débiter le match pour être remplacé éventuellement par Brahimi, alors que le choix est directement fait pour l'attaque avec les Mahrez, Soudani et Slimani.

Algérie-Cameroun

Bien plus qu'une histoire de trois points

Naim Beneddra

Face à une sélection qu'elle n'a jamais battue en match de compétition, l'Algérie a l'obligation de faire le plein de points. Sous peine de compromettre (déjà) ses chances de voir la Russie. Le début des choses sérieuses commence ce week-end en Afrique en éliminatoires de la Coupe du monde. Après les deux tours de chauffe, qui ont servi à écarter plus de la moitié des sélections engagées, c'est le tour final à 20 équipes qui se présente. Le format est simple et nous dispense de tous calculs d'épiciers : il y a cinq groupes de quatre et les tickets pour la grand-messe internationale ne seront attribués qu'aux vainqueurs. Cinq précieux sésames qu'il sera très compliqué de conquérir car si le chemin s'annonce court, avec seulement six journées au programme, il n'est pas moins tortueux pour autant puisque ce tour qualificatif regroupe les meilleures nations du continent noir. Une sorte de CAN bis, mais avec un enjeu plus important. Car oui, pour une sélection africaine il est toujours plus gratifiant de s'inviter au Mondial que d'atteindre les quarts ou les demies d'une CAN. Et cela ne risque pas de changer, sauf peut-être si le projet ubuesque d'un Mondial à 48 sélections de Gianni Infantino venait à voir le jour.

FAUX PAS INTERDIT

La Russie est donc à la fois tellement loin et tellement proche. Un sentiment partagé par tous les participants, et en particulier par ceux qui figurent dans le Groupe B, le plus relevé de tous. A eux trois, l'Algérie, le Cameroun et le Nigéria cumulent 16 présences au plus prestigieux des tournois. Et la poule est complétée par la Zambie, championne d'Afrique en 2012. Dans ce groupe, plus que partout ailleurs, chaque point va compter. Et si une victoire glanée ne garantit rien, un faux pas, même d'entrée, peut s'avérer être préjudiciable, à fortiori s'il est concédé à domicile. «C'est des qualifications et prendre les points à domicile c'est très important, acquiesce l'Algérien Rachid Ghezzal. On est dans un groupe très relevé. Ce premier match, on a la chance de le jouer à domicile. Il faudra prendre les trois points pour bien commencer cette phase de qualification».

Deuxième pays africain au classement FIFA, l'Algérie doit faire face à une dose supplémentaire de pression. Les Verts, dont le dernier revers en match de compétition remonte au quart de la CAN 2015 perdu contre la Côte d'Ivoire, n'ont cependant pas besoin qu'on leur rappelle leur statut pour mesurer l'obligation qu'ils ont de s'imposer. «Il y a six matches. Et, on joue tous les matches pour les gagner», a certifié le vice-capitaine Sofiane Feghouli. Une confiance totale que les joueurs al-

gériens ont appris à nourrir au fil des nombreux matches victorieux et cette série d'invincibilité au stade de Blida qui n'en finit plus de s'étirer. «Ce qui est important c'est qu'on joue chez nous, devant notre public, concède le milieu Mehdi Abeid. Et il va falloir être à 100%. Faudra être ambitieux et obtenir le plus de points à domicile».

DES SÉRIES À STOPPER

Depuis la venue de Vahid Halilhodzic à leur tête, les Algériens ont vu leur courbe de performances s'améliorer nettement. Et la différence avec ce qu'ils affichaient comme résultats auparavant c'est qu'ils sont aussi performants lorsqu'ils se produisent à l'extérieur. Mais, en qualifications, cette statistique se heurte à une donnée non négligeable. Il n'y a pas eu de succès significatif face à une sélection africaine de renom depuis 2011 et la réception victorieuse du Maroc. La décevante CAN 2013 (deux défaites et un nul) et celle frustrante de 2015 (deux défaites et deux nuls) accréditent la thèse selon laquelle les Verts ont encore quelques manques à combler. Voir une anomalie à corriger en regard du rang qu'ils occupent au classement FIFA depuis deux ans. Face au Cameroun, l'enjeu sera donc là, en plus de celui qui consiste à démarrer de bon pied une phase éliminatoire. Les Lions Indomptables ont, certes, perdu de leur lustre d'antan mais ils demeurent de sérieux clients, qui incitent le respect à l'échelle continentale.

C'est d'autant plus vrai pour les Algériens que, dans leur histoire, ils n'ont jamais pris le dessus sur cette sélection lors d'une rencontre de compétition, même à l'époque glorieuse des Madjer, Belloumi et compagnie. «Bien sûr que c'est une grande équipe, et chaque match en Afrique reste difficile», souligne Abeid. Feghouli a aussi abondé dans le même sens en lâchant : «On sait que ça sera un grand match. Le Cameroun fait partie des grandes nations africaines. Tous ses joueurs évoluent en Europe. Ça sera très équilibré».

L'heure de vérité a donc sonné et il est préférable de ne pas passer à côté d'un tel rendez-vous. L'Algérie, dont la cote a augmenté au point où Noël Le Graët, le président de la fédération française, commence à fantasmer d'une confrontation avec les Bleus, sait que le résultat du match de dimanche posera les balises de son parcours qualificatif en même temps qu'il définira son futur à court et moyen terme. Un succès avec la manière peut devenir la base fondatrice d'une belle épopée. Un peu comme l'a été celui contre l'Egypte, un soir de juin 2009 (3-1). La route de la Russie commence à Blida et l'étape numéro un pourrait bien être la plus cruciale de toutes.

Appel aux supporters pour le fair-play

La FAF a lancé un appel aux supporters pour faire montre de fair-play et surtout de ne pas huer l'hymne national du Cameroun. Les fumigènes et autres feux de Bengale sont strictement interdits, indique-t-on à la FAF. Le match sera contrôlé et suivi par un nombre impres-

sionnant d'officiels de la FIFA, indique-t-on à la FAF, précisant que le jeu de coulisses est important dans ce genre de compétition. Il s'agit en fait du premier match de l'équipe nationale dans ces éliminatoires, et la récidive en matière de dépassement des supporters expose l'équi-

Stade Mustapha Tchaker
Tout est fin prêt

de de assuré les supporters d'un accueil à la hauteur de l'événement où l'on s'attend à une affluence record, 22000 tickets ont été mis en vente et écoulés en un temps record.

Côté sécurité, la Direction générale de la Sécurité nationale et la Protection civile ont tenu à déployer un dispositif à même d'assurer la sécurité à l'intérieur et à l'extérieur du stade. Selon Zi-

pe nationale au risque de disqualification. En ce sens, les supporters ont été invités par la FAF à encourager l'équipe nationale durant toute la partie et éviter les comportements anti-sportif pouvant nuire aux Verts.

K. M.

doune, de l'eau sera distribuée aux supporters gratuitement dans des sachets. Des points de restauration rapide sont également prévus à l'intérieur du stade. Les portes du stade devraient être ouvertes vers midi, en fonction de l'affluence des supporters, c'est-à-dire qu'au cas où un grand nombre de supporters affluent plus tôt, les portes pourraient être ouvertes à 10h.

K. M.

Hugo Bross encense l'Algérie

Le sélectionneur du Cameroun, Hugo Bross, a estimé que l'Algérie que les Lions Indomptables vont affronter dimanche à 20h30 au stade Mustapha Tchaker de Blida pour le compte de la première journée des éliminatoires du mondial 2018, est actuellement la meilleure équipe d'Afrique. «Nous sommes dans un groupe de la mort avec l'Algérie, le Nigéria et même la Zambie, trois bonnes équipes surtout l'Algérie, pour moi, c'est la meilleure équipe d'Afrique. Ils sont déjà ensemble depuis quelques années. Ils ont fait une Coupe du monde et une Coupe d'Afrique. Donc là, au niveau de l'expérience, ils sont beaucoup plus loin par rapport à nous», a déclaré Hugo Bross au site officiel de l'O Marseille à l'issue de la rencontre amicale disputée mercre-

di. «Pour nous, le match contre l'Algérie, c'est un challenge pour voir où nous sommes. On s'est qualifié pour la CAN-2017 c'est bien, maintenant c'est un autre chapitre avec d'autres équipes, de meilleures, on verra notre niveau dimanche», a-t-il ajouté.

Pour l'ancien coach de la JS Kabylie, la qualification pour le Mondial russe n'est pas un objectif premier pour la jeune équipe des Lions Indomptables. «Je suis à la tête du Cameroun depuis 7 mois avec l'objectif de construire une nouvelle équipe. Nous avons une jeune équipe, si on peut se qualifier pour le Mondial tant mieux, mais il faut savoir que ce n'est pas une obligation, mais en 2019 il y a la CAN qui aura lieu au Cameroun, je pense que là on doit être prêt pour faire de

bonnes performances et peut-être de gagner la CAN», a-t-il souligné.

Interrogé sur le match amical contre l'O Marseille (1-1) disputé mercredi au stade de la Commanderie (Marseille), le technicien belge a estimé que c'était un bon match contre une bonne équipe. «Je suis content de la prestation de mon équipe. Nous avons joué avec deux équipes. On aurait dû gagner. Espérant qu'ils vont garder ça jusqu'à dimanche. C'était un bon test contre une bonne équipe de Marseille», a-t-il dit.

Les hommes de Hugo Bross ont rallié Alger hier. Une fois sur place, les Lions Indomptables effectueront une seule séance d'entraînement le samedi 8 octobre à 18h00 au stade Mustapha Tchaker, selon le programme détaillé de l'équipe.

Ligue 1- Mise à jour Le MOB dos au mur face à un CRB retrouvé

M. Benboua

Pour le compte de la mise à jour de la quatrième journée du championnat de Ligue 1, le Mouloudia de Béjaïa sera opposé au CR Belouizdad, aujourd'hui, à partir de 17h, sur la pelouse du stade de l'Unité Maghrébine. Défait, contre toute attente, sur cette même pelouse, mardi dans l'autre match retard face au RCR, le MOB de l'entraîneur Nacer Sendjak n'a pas droit à l'erreur cette fois, s'il

veut se réconcilier avec ses supporters. N'ayant pas encore gagné la moindre rencontre, les Béjaouis ont tout intérêt à sortir le grand jeu pour se racheter devant leurs fans, mais surtout se retaper le moral atteint avant d'entrer en stage bloqué, en prévision de la finale aller de la Coupe de la CAF face au TP Mazembe. C'est dire que les trois points de cette rencontre sont importants, à plus d'un titre, car sur le plan comptable, le MOB est appelé aussi à rattraper son retard avant

que la course au titre devienne illusion. En face, le team Belouizdadi, qui reste sur un retentissant succès à Tadjenanet est, lui, appelé à confirmer son réveil. Un autre bon résultat serait synonyme d'un retour en force de la formation algéroise et confirmera le déclic provoqué par le technicien français Alain Michel. Quoi qu'il en soit, ceux qui effectueront le déplacement, au stade, pour assister à la rencontre, ne le regretteront pas, car l'on s'attend à un duel indécis et très disputé.

OM Arzew - Compte bloqué, dettes antérieures Les autorités locales interpellées pour un audit



La nouvelle direction de l'OM Arzew ne sait pas à quel saint se vouer pour sortir de cette situation que vit le club en raison d'un compte bloqué et des dettes héritées de l'ancienne direction et de ses devancières. Avec un compte bloqué, depuis belle lurette, par des créanciers pour « des dettes douteuses » comme souligné dans une correspondance adressée aux autorités compétentes, les dirigeants actuels, à leur tête le nouveau président Mohamed Hocine, ont l'intention de mettre la clé sous le paillason. Malgré les assurances des autorités locales, la situation n'a pas évolué d'un iota, ce qui signifie que l'actuel président reste le seul bailleur de fonds. « Je ne peux pas subvenir, à moi seul, à toutes les charges de l'équipe d'autant plus que nous avons fixé comme objectif l'accession en Ligue 2. Sur instance des supporters, des membres de l'AG et des autorités, j'ai accepté cette lourde mission, en mettant la main à la poche, pour éviter de fâcheuses retombées au club. Mais, il s'est avé-

ré que la situation est catastrophique car j'ai hérité d'un club criblé de dettes », dira Hocine Mohamed. Ce dernier et ses proches collaborateurs insistent et exigent un audit, sur la gestion financière d'autant plus que les bilans moral et financier du président sortant Omar Sahli, ont été rejetés, dernièrement, par les membres de l'assemblée générale. Les responsables du club ne veulent pas rester les bras croisés et ont sollicité, toutes les parties concernées. A cet effet, le wali d'Oran a été saisi, le 27 septembre 2016 pour information, afin de trouver une solution à cet épineux problème qui risque de nuire à la bonne marche de l'OMA, tant que le compte du club reste bloqué. Le président et son comité directeur demandent au premier magistrat de la wilaya d'Oran, d'intervenir pour ouvrir une enquête à propos des dettes cumulées. Une autre correspondance, dont une copie a été adressée au 'Quotidien d'Oran', affirmant que le comité directeur ne reconnaît pas et rejette ces créan-

ces, en l'absence de pièces comptables, prouvant ces dettes. Dans ce même contexte, le président a adressé, le 18 septembre dernier, au directeur de la BDL d'Arzew une « opposition d'un chèque émis par un créancier de l'ordre de 9.400.000 DA », lit-on dans cette correspondance. Le président Hocine Mohamed et son comité interpellent le président de l'APC et le chef daïra d'Arzew pour prendre les mesures nécessaires et débloquent la situation. Plus encore, compte tenu de la stature de la ville comme grand pôle industriel, les responsables de l'OMA lancent un appel pressant aux responsables des différentes firmes pétrolières, basées à Arzew, afin de venir en aide à l'Olympic et surtout contribuer au développement du sport-roi à Arzew et soutenir ces centaines de jeunes affiliés au club. « Nous espérons que nos appels trouveront un écho favorable pour contribuer à la restructuration de l'OMA tout en assurant son avenir », conclura le président de l'Olympic. **M. Z.**

Batna - Marathon international du Medghassène Participation relevée à la 7^{ème} édition

1.350 athlètes de 12 pays participeront, aujourd'hui, à Batna, à la 7^{ème} édition du Marathon international du Medghassène, a indiqué, le président de l'Association « Les amis du Medghassène », Azzedine Guerfi. Des coureurs professionnels du Qatar, des Emirats arabes unis, du Maroc et de Tunisie, notamment, participeront à cette course organisée par ladite association, de concert avec la direction de la Jeunesse et des Sports et la Ligue de wilaya

d'athlétisme. « Un village du marathon » s'est tenu, jeudi et vendredi, sur la Place de la Liberté, au centre-ville de Batna avec des stands pour les divers sponsors de la manifestation et des ateliers de sensibilisation, à l'importance du patrimoine en direction des enfants. Des concerts ont été, également, animés par des troupes locales, selon Guerfi.

Le coup de starter du Marathon sera donné au Complexe omnisports '1^{er} Novembre 1954'. Le par-

cours de 42,195 km emprunte plusieurs routes sinueuses jusqu'au mausolée royal du Medghassène le quel, bâti 300 ans, avant l'ère chrétienne, constitue un témoin de l'architecture numide.

La course se veut, également, par ses organisateurs, un événement touristique qui attire vers la capitale des Aurès de nombreux visiteurs nationaux et étrangers, invités à découvrir les sites historiques et naturels de la région.

Division nationale amateurs Ouest Sommet à Hadjout, le WAT pour la confirmation



Tous les regards seront braqués cet après vers Hadjout, théâtre du sommet mettant aux prises les deux co-leaders, l'USMMH et le SAM, deux formations qui demeurent invincibles. La première place en jeu, c'est dire que l'enjeu en vaut la chandelle entre la meilleure défense du groupe, celle de l'USMMH, et la meilleure attaque du SAM. Le troisième co-leader, le SCMO, se rendra à Maghnia où l'ASBM et le nouvel entraîneur Akli ont besoin impérativement d'un succès pour réinstaller la confiance au sein du groupe en prévision des prochaines échéances. Pour sa part, l'autre représentant de Maghnia, l'IRBM, sur les talons des trois chefs de file, aura une belle carte à jouer à Khemis Milana face au SKAF à huis clos. Une victoire pourrait propulser les Magh-

naouis vers le haut du tableau mais ce n'est pas gagné d'avance face à un adversaire qui reste sur un succès acquis à Koléa.

Pour sa part, l'OMA accueillera le CRBBB dans un match revêtant une importance capitale pour les Arzéviens qui aspirent aux trois points qui leur permettront de revenir parmi le peloton de tête. A Mostaganem, l'ESM sera confrontée au MBH dans un match entre deux teams ayant grandement besoin de points. Pour cela, les Espérantistes comptent sur le fameux déclic psychologique avec la venue du nouveau coach Driss Bentayeb pour renouer avec le succès. De son côté, le WAT, tout auréolé de sa victoire ramenée de Saïda devant le MBH, ne devrait pas éprouver de grandes difficultés pour venir à bout de son hôte du jour, l'ESMK, auteur d'un début de saison catastrophique. Le RCBOR, quant à lui, n'a pas droit à l'erreur chez lui devant l'USR pour éviter l'implosion. Enfin, le WAM ira à Chlef défier la lanterne rouge, le CRBS, dans un match piège entre deux équipes qui se sont illustrées par une flagrante irrégularité depuis l'entame de la compétition. **M. Z.**

Division nationale amateurs - Centre Une chance à saisir pour l'IBL, l'USBD et le WRM à l'affût

En attendant la décision de la Commission de discipline de la LNFA, concernant le match de la précédente journée, entre le MCM et le CRBT, arrêté avant son terme, suite à un envahissement de terrain par les supporters de Beni Thour dont l'équipe menait au score (1-0), suite à un penalty sifflé pour les locaux, on jouera, cet après-midi, pour le compte de la 5^{ème} journée, dans ce groupe. Une 5^{ème} journée qui verra le leader le MB Rouissat effectuer un périlleux déplacement à Lakhdaria où l'attend

de pied ferme l'IBL, lequel vise de rejoindre au classement son adversaire du jour.

Au même moment les co-dauphins, à l'exception du RC Kouba, exempté lors de ce round, le WR M'sila en déplacement à Ouargla face au CRBT, à huis clos et l'US Beni Douala sur ses terres, à Tizi Ouzou, face au RC Boumerdès restent à l'affût. Dans les autres rencontres, on suivra avec attention, les sorties des équipes qui ont affiché leurs ambitions d'entrée, à l'image du NARB Réghaïa et de l'US Oued Amizour, tous deux hors de leurs bases face, respectivement, à l'IB Khe-mis El Khechna et la JS Hai El Djabel, deux équipes qui peinent, depuis l'entame de l'exercice. Un autre mal-classé, l'USM Chéraga, en découvrira, à Zéralda, face au CRB Dar El Beïda dans l'optique de goûter aux joies d'une première victoire. **M. A.**

Aujourd'hui à 15 h 00

Tlemcen : WAT-ESMK
Mostaganem : ESM-MBH
Chlef : CRBS-WAM
Oued Rhiau : RCBOR-USR
Hadjout : USMMH-SAM
Maghnia : ASBM-SCMO
Khemis Milana : .. SKAF-IRBM
Arzew : OMA-CRBBB

Aujourd'hui à 15 h 00

Boumerdès : ... IBKEK - NARB
Ouargla : CRBT - WRM
Lakhdaria : IBL - MBR
Tizi Ouzou : USBD- RCB
Zéralda : USMC- CRBDB
Bourouba : JSKD- USOA
Jijel : JSD - MCM
Exempt : RC Kouba

Mondial 2018 - Qualifications AmSud

L'Uruguay et le Brésil sans pitié,
le Chili sombre

L'Argentine, tenue en échec par le Pérou (2-2) en l'absence de Lionel Messi, a rétrogradé à la 5e place des qualifications sud-américaines pour le Mondial-2018 jeudi, tandis que le Chili s'éloigne toujours plus de la Russie après son revers face à l'Equateur (3-0). Comme contre le Venezuela le mois dernier (2-2), l'Argentine a mesuré sa Messi-dépendance à l'Estadio Nacional de Lima: sans l'attaquant du FC Barcelone, touché aux adducteurs, l'Albiceleste fait du surplace. La rencontre avait pourtant bien commencé pour les joueurs d'Edgardo Bauza, puisque Ramiro Funes Mori avait ouvert la marque dès la 15e minute, mais l'inusable Paulo Guerrero a redonné espoir au Pérou en égalisant à la 58e minute. Gonzalo Higuain, à la conclusion d'un superbe mouvement, pensait avoir offert la victoire à l'Argentine (77), mais sa joie

a été de courte durée: Guerrero, poussé dans le dos par Funes Mori, a obtenu un pénalty, transformé par Christian Cueva (84). L'Albiceleste a été débordée par l'Equateur et la Colombie qui totalisent eux aussi 16 points -mais affichent une meilleure différence de buts- après leurs succès respectifs face au Chili (3-0) et au Paraguay (1-0). Les deux autres poids-lourds du football sud-américain, l'Uruguay et le Brésil, n'ont en revanche connu aucune difficulté lors de cette 9e journée. L'Uruguay a facilement maîtrisé le Venezuela 3 à 0 grâce à un nouveau doublé d'Edinson Cavani et le Brésil a étrillé la Bolivie 5 à 0 sous l'impulsion d'un étincelant Neymar, auteur d'un but et de deux passes décisives. Avant son déplacement périlleux en Colombie mardi, l'Uruguay est leader avec 19 points, soit un point de plus

que le Brésil et trois de plus que le trio Equateur-Colombie-Argentine. Les quatre billets directement qualificatifs pour la Coupe du monde en Russie pourraient se jouer entre ces cinq équipes, car le Chili est relégué à la 7e place avec 11 points. La Roja, lauréate des deux dernières éditions de la Copa America où elle a tourmenté à chaque fois en finale l'Argentine, n'a pas réussi à trouver un seconde souffle à Quito. Antonio Valencia, Cristian Ramirez et Felipe Caicedo ont étouffé une pâle équipe chilienne qui ne s'est jamais imposée, en match officiel, dans la capitale équatorienne, située à 2.743 m d'altitude. «Nous avons été dominés dans tous les secteurs du jeu», a regretté Juan Antonio Pizzi, le sélectionneur argentin du Chili. «A nous de faire notre auto-critique avant le match capital contre le Pérou mardi», a-t-il prévenu.

Mondial 2018 - Qualifications zone Europe

L'Italie tire le nul face à l'Espagne,
la Croatie régale

Pas de vainqueur mais un choc âpre: l'Italie avait éliminé l'Espagne de l'Euro-2016 cet été, mais n'a pas réussi à rééditer l'exploit jeudi (1-1), pendant que Mario Mandzukic a marqué trois fois avec la Croatie au Kosovo (6-0), lors des qualifications au Mondial-2018 de la zone Europe. Deux changements sur blessure, Jordi Alba côté espagnol (22e), Ricardo Montolivo côté italien (30e), des duels rugueux et très peu d'occasions: alléchant sur le papier, l'affiche remake de la démonstration italienne en huitièmes de finale de l'Euro-2016 était le choc du groupe G, et a failli tourner à l'avantage de la Roja de Julien Lopetegui, grâce à un but du Sévillan Vitolo (55e). Mais les Italiens, qui avaient précipité le départ du sélectionneur espagnol Vicente Del Bosque en éliminant les doubles cham-

pions d'Europe en titre, le 27 juin au Stade de France, ont arraché le match nul grâce à un penalty du Romain Daniele De Rossi (82e), sifflé pour une faute de Sergio Ramos sur Eder. Le match retour, qui sera déterminant dans la course à la première place directement qualificative pour la Coupe du Monde 2018, aura lieu dans un peu moins d'un an, le 2 septembre 2017. Dans le même groupe, l'Albanie poursuit son sans faute grâce à son succès contre le Liechtenstein (2-0) et Israël a gagné contre la Macédoine (2-1).

Dans le groupe I, la Croatie vire quant à elle en tête grâce à son large succès face au Kosovo (6-0), acquis grâce notamment à un triplé du Turinois Mario Mandzukic, inscrit, ce qui ne gâche rien, en 29 petites mi-

nutes (6e, 24e, 35e). La sensation de l'Euro-2016, l'Islande, s'est imposée in extremis en marquant deux fois dans les arrêts de jeu contre la Finlande (3-2), la Turquie et l'Ukraine faisant match nul 2-2. Enfin dans le groupe D, le choc qui opposait l'Autriche au pays de Galles a accouché d'un match nul (2-2), avec notamment un doublé du «Zlatan Ibrahimovic autrichien», Marko Arnautovic (28e, 48e). Les deux formations sont au coude-à-coude dans ce groupe, qui a vu jeudi soir l'Irlande battre la Géorgie (1-0) et la Serbie s'imposer en Moldavie (3-0). Les neuf vainqueurs des groupes qualifiés pour la phase finale en Russie. Les huit meilleurs 2e joueront des barrages aller-retour, les quatre vainqueurs rejoignant la phase finale.

Mondial 2018 - Qualifications zone Asie

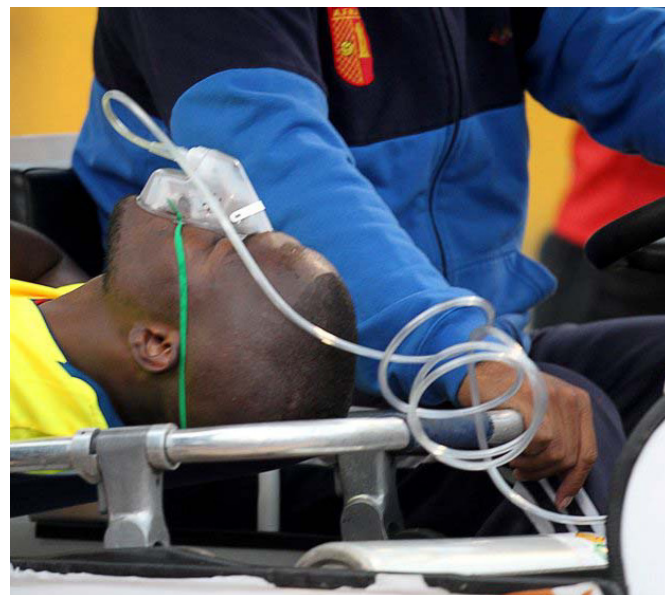
La Corée du Sud, l'Iran, le Japon
et les Emirats s'affichent

La Corée du Sud, coleader du groupe A avec l'Iran, a souffert pour battre 3 à 2 une vaillante équipe du Qatar qui menait à la pause, jeudi, lors de la 3e journée des qualifications de la zone Asie au Mondial-2018. Cueillis à froid en première période (1-2 à la mi-temps), les Coréens s'en sont sortis grâce à deux buts en deux minutes en seconde période (56e et 58e), dont le dernier par l'attaquant de Tottenham Son Heung-min, pour signer un deuxième succès. Avec sept points, ils

sont seulement devancés à la différence de buts (+3 contre +2) par l'Iran, qui est allé l'emporter 1-0 en Ouzbékistan, 3e, grâce à un but de Jalal Hosseini (27e). L'Iran et la Corée du Sud s'affronteront mardi à Téhéran pour prendre seul les commandes du groupe. Dans le groupe B, les deux coleaders, l'Australie et l'Arabie Saoudite, n'ont pu se départager 2-2, jeudi, à Jeddah, permettant un resserrement en tête avec le Japon et les Emirats à un point der-

rière. Si Al-Jassil a ouvert la marque dès la 5e minute, à la grande joie des près de 52.000 spectateurs du King Abdullah Sports City Stadium, Sainsbury a égalisé pour l'Australie juste avant la pause. Et Juric (71e) a même donné l'avantage aux Socceroos avant l'égalisation d'Al Shamrani huit minutes plus tard. Avec sept points, le duo de tête est désormais sous la pression du duo formé du Japon, vainqueur de l'Irak 2-1, et des Emirats arabes unis (3-1 devant la Thaïlande).

Equateur

Valencia simule
une blessure pour
échapper à la police !

La rencontre de qualifications pour le Mondial 2018 entre l'Equateur et le Chili a donné lieu à une scène pour le moins rocambolesque... Solidement installé parmi le quatuor de tête dans la zone AmSud des éliminatoires de la Coupe du monde 2018, l'Equateur a confirmé son rang en dominant tranquillement le Chili (3-0). Un succès permettant à la Tri, 16 points au compteur, de rester en embuscade derrière l'Uruguay (19 points) et le Brésil (18 points). Mais la victoire des hommes de Gustavo Quinteros est finalement passée au second plan. La faute à un incident surréaliste s'étant déroulé dans les dernières minutes de la rencontre disputée à Quito et qui a vu des policiers courir après la voiturette sur laquelle Enner Valencia, prétendument blessé, était évacué... Une scène dont la genèse est à trouver dans un mandat d'arrêt prononcé à son encontre par la justice équatorienne pour des impayés de pension

alimentaire. Le Toffee a beau percevoir plus de deux millions d'euros par an, il a oublié de verser 17000 euros à son ancienne compagne. De quoi lui valoir un comité d'accueil, mardi, au centre d'entraînement de la sélection équatorienne, son agent parvenant néanmoins à convaincre la police de ne pas l'arrêter, puis, ce jeudi, à l'arrivée au stade du bus de la sélection, les policiers acceptant finalement de le laisser disputer la rencontre face au Chili. Mais bien décidé à échapper aux policiers, Enner Valencia a alors tenté un ultime subterfuge: simuler un malaise pour être évacué par la voiturette, un masque d'oxygène sur le visage. De quoi donc obliger les policiers présents autour du terrain à courir après la voiturette lorsque celle-ci a quitté le terrain et donner lieu à de nouvelles discussions. Et ce avant que l'avocat du joueur ne parvienne à convaincre le juge à annuler le mandat d'arrêt...

Italie

Ventura vire Pellè
de la Squadra Azzura

L'équipe nationale italienne doit faire face à une petite crise dont l'instigateur n'est autre que Graziano Pellè. Pour avoir manqué de respect au sélectionneur Giampiero Ventura jeudi soir, l'attaquant a été exclu du groupe avant la rencontre de dimanche en Macédoine. Ces dernières années, l'Italie véhiculait de belles valeurs à travers son équipe nationale, celles d'un groupe solidaire et très patriote, décidé à se battre à chaque instant pour faire briller les couleurs du pays. Jeudi soir, la Nazionale s'est encore arrachée à domicile pour obtenir le nul (1-1) contre l'Espagne pour sa deuxième rencontre des éliminatoires de la Coupe du monde 2018. Dans le groupe G, les Transalpins occupent le troisième rang du classement, à deux longueurs de l'Alba-

nie et à égalité de points avec la Furia Roja. Il ne faudra donc pas se rater dimanche prochain, à Skopje, au moment de défier la Macédoine. Une rencontre à laquelle ne participera pas Graziano Pellè, exclu ce vendredi du groupe, annonce la fédération concernée. L'attaquant exilé en Chine avait refusé la veille de serrer la main tendue par son sélectionneur national au moment de son remplacement. L'ancien joueur de Southampton a eu beau s'excuser dans la nuit sur les réseaux sociaux, reconnaissant «un comportement inacceptable» et «prêt à en accepter les conséquences». Pellè devait sans doute être déjà au courant du sort qui lui était réservé... Le voilà prié de quitter le rassemblement, pour «comportement irrespectueux».



09.00 Bonjour d'Algérie (Direct)
10.30 Sih El Mordjane
11.00 La semaine Eco
12.00 Journal télévisé en français
12.25 Taouame el rouh
13.45 Ciné thématique

15.00 Super Coupe AFAK Relizane/Fatayate Constantine
16.45 Troupe El Haouasse II
17.15 Sih El Mordjane
18.00 Journal télévisé en amazigh
18.25 Algérie, génies des lieux
19.00 Journal télévisé en français

19.25
Baba Slimane

20.00 Journal télévisé en arabe
20.45 Studio live
22.20 Hassan taxi
00.00 Journal télévisé en français



20.00 Les années bonheur



Présenté par Patrick Sébastien

Patrick Sébastien et ses acolytes Fabien Lecœur, Elodie Gossuin, Didier Gustin et Willy Rovelli reçoivent de nombreux chanteurs, imitateurs et humoristes pour une soirée en souvenir des dernières décennies. Un moment festif en perspective où chaque artiste dévoile les petits secrets de cette époque. Avec Nâdiya, Christophe Maé, Lou Bega, Richard Cocciante, Partenaire Particulier, Berlin, Ottawan, la troupe de la comédie musicale «Notre-Dame de Paris»...
22.15 On n'est pas couché
01.35 Stupéfiant !



19.55 Innocente



Avec Julie de Bona, Sagamore Stévenin, Olivia Bonamy, Thomas Jouannet
Alerté par Roxane que Marchepied participait à un trafic de pièces archéologiques en provenance du Moyen-Orient, le lieutenant Combas procède à l'expertise des œuvres, qui se révèlent être toutes authentiques. Persuadée que la famille Ortiz est mêlée à cette affaire, Roxane tente de convaincre Alexis de l'aider à prouver son innocence. D'abord réticent, il accepte de l'aider et subtilise des documents dans le bureau de son beau-père.
21.40 Soir 3
22.00 Un village français
23.40 La 3e symphonie de Gustav Mahler
01.40 Le Prince Igor



11.55 Au cœur du delta du Mékong
13.05 U.S.A. Côte Ouest et Far West
14.05 Métropoles du monde
14.55 Le royaume perdu des Mayas
15.55 La grande pyramide Maya
16.45 C dans l'air
18.00 C l'hebdo
19.00 C l'hebdo la suite
19.20 Une île pour les oranges outans
19.45 Echappées belles
23.15 Entrée libre
23.45 4L-2CV, la guerre des petites voitures
00.35 La cabane de mes rêves



12.25 Futurmag
13.00 Yourope
13.25 Aventures en terre animale
13.55 La fabuleuse histoire de l'évolution
15.20 Ce que ressentent les animaux
16.15 Les grands mythes
17.10 Cuisines des terroirs
17.35 Arte reportage
18.45 Arte journal
19.00 360° GEO
19.45 Blaise
19.50 Une aventure polaire
21.15 L'aventure Rosetta
22.10 Indian Summers
00.35 Mousson rouge



12.55 Vivement dimanche prochain
14.10 #versionfrançaise
14.40 Echappées belles
16.30 64' le monde en français
17.35 Paname
18.00 Acoustic
18.30 Le journal de France 2
19.00 Yves Saint Laurent - Pierre Bergé, l'amour fou
20.25 Les frères champions
21.00 TV5Monde le journal Afrique
21.25 Le journal de la RTS
22.00 Je vous présente ma femme
00.00 TV5Monde le journal



TF1 19.55

THE VOICE KIDS

Saison 3 - Episode 7 : Finale
Présenté par Nikos Aliagas, Karine Ferri, Jenifer, Patrick Fiori, M Pokora
Après avoir convaincu les jurés de se retourner lors des auditions à l'aveugle puis de les garder à l'issue des battles et de la demi-finale, les jeunes candidats participent à la toute dernière épreuve, la grande finale. Ils ne sont plus que deux par équipe à s'affronter pour espérer remporter la victoire. Accompagnés par un orchestre live, les enfants interprètent un titre en solo puis en duo avec leur coach, Jenifer, Patrick Fiori ou M. Pokora.

CINE + PREMIER 19.45



Avec Kurt Russell, William Baldwin, Robert De Niro, Donald Sutherland
Les incendies criminels se multiplient à Chicago. Les McCaffey, deux frères pompiers qui ne s'entendent pas très bien, sont chargés de les combattre. L'aîné, Stephen, ne dispose que d'une équipe réduite. Et Brian, tout juste rattaché à la caserne, tente d'être à la hauteur de la réputation de leur père, un officier mort au feu. Donald Rimgale, policier spécialisé dans les incendies criminels, enquête sur le pyromane.

CINE + FRISSE 19.45

SANS MOTIF APPARENT



Avec Samuel L. Jackson, Milla Jovovich, Stellan Skarsgård, Doug Hutchison
Pour rassurer sa voisine et amie Amy, Jack Friar, policier tranquille et féroce de musique, accepte de se lancer à la recherche de son fils, un adolescent qui a fugué. Il se retrouve à Turk Street, dans la maison de monsieur et madame Quarre, des sexagénaires. Mais ceux-ci abritent des braqueurs de banque, qui immobilisent Friar. Le policier comprend rapidement que des tensions règnent au sein du groupe de criminels.

TÉLÉVISION



23.05 M Pokora



11.00 Les douze coups de midi
11.45 Météo
12.00 Journal
12.30 Grands reportages
13.45 Reportages découverte
15.05 Super Nanny
16.55 50mn Inside
18.45 Petits plats en équilibre
18.50 Là où je t'emmènerai
19.00 Journal
19.30 Du côté de chez vous
19.45 Météo
19.55 The Voice Kids

Entouré de ses danseurs et musiciens, le chanteur interprète sur scène ses plus grands tubes et de nombreux extraits de son album «R.E.D.». Au programme : «Avant nous», «Kiss / Superstition / Smooth criminal», «Elle me contrôle», «Je te mentirai», «Dangerous», «Juste une photo de toi», «Voir la nuit s'emballer», «On est là», «En attendant la fin» ou encore «Cœur voyageur». Sans oublier «Ma jolie», «Juste un instant», «Mieux que nous», «Go mama», «J'le fais quand même», «Ensemble»...



20.00 NCIS : Nouvelle Orléans



09.40 D&CO, une semaine pour tout changer



11.45 Le 12.45
12.05 Scènes de ménages
12.50 Chasseurs d'appart'
17.40 Commissariat central
18.40 Météo
18.45 Le 19.45
19.25 Scènes de ménages

Saison 2 - Episode 15

- Résurrection
Avec Scott Bakula, Zoe McLellan, Lucas Black, Rob Kerkovich, Daryl Mitchell
Un jeune homme armé crée la panique à bord d'un train en commettant une agression. Il tue une femme à bout portant avant de décéder à son tour après l'intervention héroïque d'un militaire, sérieusement blessé au cours de l'incident. Tous les témoins affirment qu'un deuxième homme a tenté de neutraliser l'agresseur, mais celui-ci demeure introuvable.
00.05 Supernatural



20.00 Seul sur Mars



Avec Matt Damon, Jessica Chastain, Chiwetel Ejiofor, Kristen Wiig, Kate Mara
Une équipe de scientifiques, postée sur Mars, est frappée par une violente tempête. Alors que les astronautes décollent en catastrophes, ils laissent l'un d'entre eux Mark Watney, considéré comme mort, sur Mars. Alors que, sur Terre, tout le monde le croit mort, Mark se réveille, blessé, seul sur Mars. Il doit alors apprendre à survivre sur l'inhospitalière planète rouge. Mais rien n'est simple pour le scientifique dont les réserves d'oxygène et de nourriture sont limitées.



11.10 Un jour, une question
11.15 Zouzous
12.40 Géants de l'âge de glace
15.25 Pasteurdon
15.30 Voyage aux origines de la Terre
17.00 Pasteurdon
17.05 Les derniers jours des dinosaures
18.15 Bons plans
18.20 Un gars, une fille
20.00 Fort Boyard
23.40 Monte le son, le mag
23.55 Monte le son, les sessions
00.10 Monte le son, le live



11.10 Revenge



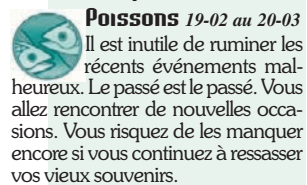
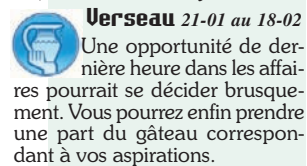
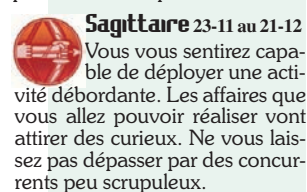
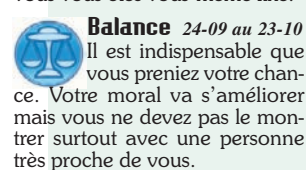
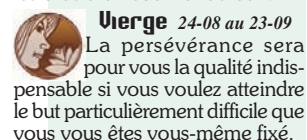
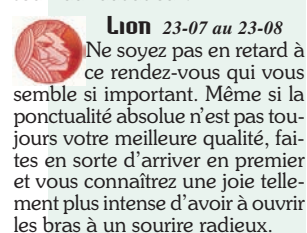
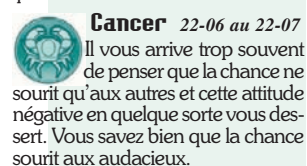
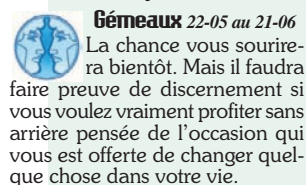
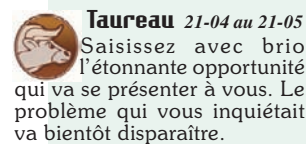
12.10 San Andreas : alerte séisme
13.50 Menace planétaire
15.40 Asteroid impact
17.25 Appels d'urgence
19.45 N.T.1 infos
19.55 Chroniques criminelles



09.45 Génération

Hit machine
11.40 Obsession malade
13.35 Une vie secrète
15.15 La vengeance de Gina
16.50 Le prix de l'amour
18.40 Soda
18.55 Les Simpson





FLÉCHÉS N° 6651

T	A	M	P	L	I	T	U	D	E	D	A	C	R	A
N	R	V	O	S	R	E	V	I	N	U	O	R	R	T
E	E	E	U	I	C	L	A	R	I	M	A	O	U	N
M	T	R	M	R	I	R	N	E	B	R	P	I	E	E
E	T	I	O	E	E	O	I	R	A	E	R	S	T	M
N	A	T	N	C	L	R	E	E	G	I	E	S	A	E
I	R	E	N	L	E	B	U	E	U	S	C	A	N	N
U	G	A	I	H	R	Q	A	T	E	E	H	N	I	I
O	L	U	C	E	S	I	R	F	R	G	E	C	D	E
C	O	U	S	E	T	O	U	F	F	E	A	E	R	R
B	O	S	R	J	U	B	I	L	E	R	V	N	O	E
B	O	F	T	N	E	V	E	N	I	A	D	U	O	S
R	T	N	E	M	E	S	I	O	R	C	P	A	O	N
E	T	E	P	M	E	T	A	R	A	K	C	A	R	C
R	U	E	R	G	I	A	M	U	E	C	O	U	T	A

Les 7 lettres restantes composent le tout de la charade suivante :

- Mon 1er Raccommode.
- Mon 2e, c'est le pourcentage.

Mon tout est un instrument tranchant.

CROISÉS N° 6651

- A.** Très familier.
- B.** Pique.
Faute de quoi.
- C.** Note. Ingrats.
- D.** Vernis.
- E.** En suite.
Couche à terre.
- F.** Elle reste malgré tout.
- G.** Entrées dans les rangs.
- H.** Depuis 1999, il n'y a plus rien à lire dans ce pays !
Carré vert.
- I.** Plate à frire.
Lanthanide.
Pronom.
- J.** Prévenantes, elles vont en diligence.

I	N	T	E	R	D	I	T
N	A	R	R	E		N	U
I		O	E		A	V	I
M	A	I		D	R	O	L
A		S	E	C		L	U
G	R		S	R		L	U
I		C	R	A	I	N	T
N	T		E	S	E	T	A
A	I	R		S	U	A	I
B	R	U	M	E		I	L
L	A		O		C	R	U
E		E	N	T	R	E	E

1 A	2 R	3 V	4 E	5 S	6 I	7 T	8 L	9 U	10 N	11 D	12 F	13 C
14 P	15 G	16 O	17 X	18	19	20	21	22	23	24	25	26

1 R	2 I	3 P	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26

2	10	16	5	15	9	1	9	10	7
10	9	5	10		3	6	7	9	8
16	1	11	16	2	6	4	9	8	
5	12		4	6	12	9	8		3
14	9	4	9		9	1		13	5
14	11	9		3			14	6	7
9	8	7	11	1	17	9	5	10	8
10	9	7	7	9	7	9		16	
8		1	2	7			5		8
11		9	4	9	12	9	1	6	2
1	6	8	9	11	1	8		10	9
6	13			1	6	7	5	10	8
13	6	2	9		2	2		11	7
4	7		7	1	9	14	13	4	9
9	8		6	10	8	9		9	8

CODÉS N° 6651



7 ERRORS



Venezuela: 19 personnes abattues lors d'opérations des forces de l'ordre



Les forces de l'ordre du Venezuela ont abattu 19 personnes jeudi lors d'opérations contre la criminalité menées dans plusieurs régions du pays, a annoncé le ministre de l'Intérieur, le général Nestor Reverol. Ces actions de la police et de l'armée font partie d'une nouvelle phase de ce que les autorités appellent Opérations de libération du peuple (OLP). Ces opérations ont été lancées pour «protéger toutes les zones victimes de la violence criminelle», a déclaré le ministre sur la télévision d'Etat. Le Venezuela est l'un des pays les plus violents au monde. Militaires et policiers visaient cette fois «les mafias organisées qui génèrent des troubles». Ils ont arrêté 16 personnes dans l'Etat de Lara, à l'ouest de Caracas, et confisqué 38 armes dont quatre grenades, selon les autorités. «Nous allons poursuivre ces opérations, nécessaires pour garantir la paix de notre patrie», a annoncé le ministre, précisant que c'est le président Nicolas Maduro lui-même qui avait donné l'ordre d'un tel déploiement des forces de l'ordre. Le Venezuela a enregistré en 2015 un taux de 58,1 homicides pour 100.000 habitants, six fois plus que la moyenne mondiale.

Les OLP, lancées par le gouvernement socialiste en juillet 2015, ont fait 245 morts depuis le début de l'année, selon le parquet. La procureure générale, Luisa Ortega, s'est dite inquiète face à ces opérations qui ont entraîné une augmentation des plaintes pour violations des droits de l'homme. L'ONG Provea et des militants des droits de l'homme assurent que, durant ces opérations, des exécutions, des détentions arbitraires et des perquisitions illégales ont été commises, en outre sans provoquer de réel impact sur le niveau élevé de criminalité dans le pays.

Tom Gutjahr à Sétif pour parler du leadership digital de Djezzy

Dans le cadre du lancement du service 4G entamé depuis samedi 1er octobre 2016 à Constantine, Sétif et Djelfa, le directeur général de Djezzy, TomGutjahr a choisi la wilaya de Sétif comme première escale dans sa tournée à travers les wilayas en y effectuant mardi 4 octobre une visite de travail afin de suivre sur le terrain l'opération de commercialisation des produits et prestations 4G, rencontrer les employés de la direction régionale et de la boutique de la ville et réaffirmer la volonté de faire de l'opérateur le leader digital en Algérie. En animant une conférence de presse en présence des représentants du MPTIC et de la wilaya, le Directeur Général a rappelé que Djezzy va se déployer sur 20 wilayas avec l'objectif d'assurer la couverture de 20% de la population à la fin 2016 et plus de 50% de la population vers la fin 2021. «Cet engagement de couverture, formalisé dans notre licence, démontre clairement l'ambition de Djezzy d'être dès le lancement le leader incontestable de la 4G en Algérie», a déclaré TomGutjahr.

Le responsable a également mis en relief l'engagement de Djezzy de construire le plus grand réseau aux plus hauts standards internationaux tout en soulignant l'intérêt stratégique axé sur le client pour lequel l'opérateur œuvre afin de lui fournir le meilleur service qui répond à ses attentes et lui permettre de naviguer dans le monde digital.

Le Quotidien

Edition Nationale d'Information

Le portugais Antonio Guterres va succéder à Ban Ki-moon

L'ancien Premier ministre portugais Antonio Guterres, choisi jeudi comme prochain secrétaire général de l'ONU, est un socialiste modéré se présentant comme un homme d'action et de consensus, qui a gagné ses galons en tant que Haut commissaire de l'Onu aux réfugiés (HCR).

Plus convaincant que ses rivaux dès les auditions passées en avril devant l'Assemblée générale, M. Guterres s'était imposé comme favori à la succession de Ban Ki-moon en remportant tous les scrutins indicatifs organisés au Conseil de sécurité. Jonglant avec aisance entre portugais, français, anglais et espagnol, cet homme de 67 ans au sourire discret, cheveux grisonnants tirés sur le côté, a promis jeudi de «servir les plus vulnérables» comme «des victimes des conflits et du terrorisme».

Mis à l'épreuve par la plus grave crise de réfugiés depuis des décennies en raison de la guerre civile en Syrie, il n'a cessé d'alerter la communauté internationale pour



plus de solidarité envers les millions de migrants et demandeurs d'asile. Le bilan de ses deux mandats à la tête du HCR (2005-2015) est également marqué par une réforme de son organisation interne, qui a permis de réduire le personnel basé à Genève afin d'augmenter sa capacité d'intervention d'urgence à l'internatio-

nal. Ingénieur de formation né à Lisbonne le 30 avril 1949, Antonio Guterres entame son parcours politique au sein des mouvements catholiques avant d'entrer au Parti socialiste portugais (PS), pour lequel il milite au lendemain de la Révolution des oeilletons de 1974, qui a mis fin à près de 50 ans de dictature.

Niger: 22 militaires tués dans une attaque

Vingt-deux soldats nigériens ont été tués jeudi lors d'une attaque «probablement menée par des jihadistes» contre un site de réfugiés maliens à Tazalit, dans la région de Tahoua, à 300

km au nord-est de Niamey, a indiqué vendredi un responsable des services de sécurité nigériens. «30 à 40 hommes lourdement armés parlant le touareg ont mené cette attaque vers

14H00 et fait 22 tués parmi les militaires», a affirmé à l'AFP ce responsable, tandis que le Haut commissariat aux réfugiés (HCR) des Nations unies confirmait le bilan des victimes.

«Plus de 300 morts» dans le sud d'Haïti après le passage d'un ouragan

Le passage de l'ouragan Matthew a fait «plus de 300 morts» dans le département Sud d'Haïti, a indiqué jeudi à l'AFP son sénateur, Hervé Fourcand. Le sénateur a rejeté un bilan officiel de 122 morts et indiqué que le décompte qu'il a fait n'est encore que partiel dans le département qu'il représente. Le département du Sud a été le plus durement frappé par cet ouragan d'une grande violence.

Le chef-lieu du département, la ville côtière de Les Cayes, troisième localité d'Haïti, a été, pendant de longues heures, balayée par les vents et les averse torrentielles de l'ouragan. Un média local, Radio Télévision Caraïbes, avait rapporté jeudi soir qu'au moins 264 personnes avaient été tuées. Ce bilan risquait toutefois de s'alourdir étant donné les ravages constatés dans le sud-ouest du pays, et les difficultés

à atteindre toutes les communautés. Ainsi à Jérémie, le chef-lieu du département de Grand'Anse «80% des bâtiments ont été rasés», selon l'ONG Care. La ville d'environ 30.000 habitants «est complètement détruite», a affirmé Jean-Michel Vigreux, directeur de Care Haïti, cité dans un tweet. «Les accès sont complètement coupés et les gens seront bientôt à court de nourriture et d'argent.»

Le Nobel de la paix au président colombien Santos

Le prix Nobel de la paix a été attribué vendredi au président colombien Juan Manuel Santos pour avoir conclu un accord avec la guérilla marxiste des Farc pour clore un conflit de plus de 50 ans. L'accord a été rejeté de justesse par la population colombienne dimanche mais «le fait qu'une majorité des votants ait dit non à l'accord de paix ne signifie pas nécessairement que le processus de paix est mort», a déclaré la présidente du comité Nobel norvégien, Kaci Kullmann Five.



EDITORIAL

Par Moncef Wafi

Triste banalité

sibles de poursuites judiciaires. Sa dernière sortie médiatique sera qualifiée d'«ordurière» par Belkhadem, c'est dire le niveau du débat politique en Algérie qui n'a jamais atteint un tel degré de déliquescence, même au plus fort de sa médiocrité, de l'aveu de Benflis qui reconnaissait au débat national une décadence jamais égalée. La sortie de mercredi illustre superbement ce niveau d'intervention politique, heurtant la sensibilité des citoyens, politisés ou non.

Au-delà de ses accusations, fondées ou non, et des menaces proférées à la ronde, le discours de Saadani répond à un seul impératif : exister par la parole. Redoutable tribune, porte-parole officieux d'un pouvoir silencieux, le SG du FLN ne doit sa carrière et sa survie politique qu'à ses nombreuses offes de service et il le sait. Pertinemment. En

investivant l'opposition à tout va et en s'attaquant frontalement à ses représentants, il se place dans la peau d'une vigie de la République au pouvoir. Ceci pour l'emballage, quant au fond de son discours, qui ne change pas d'un iota, il symbolise à lui seul cette banalité consternante des affaires de l'Etat.

Qu'un chef de parti politique accuse ouvertement l'ex-homme fort des services secrets et un ancien chef de gouvernement d'être à la solde d'un pays étranger sans que personne en haut ne réagisse est suffisamment grave pour être relevé. Ou l'Etat n'existe plus ou l'homme n'est plus responsable de ce qu'il débite, et dans les deux cas les Algériens ont besoin d'explications. Saadani n'est malheureusement pas le premier à s'illustrer de la sorte et le paysage politique algérien a déjà eu ses dossiers brandis mais jamais rendus publics, ces menaces de dévoiler les noms des corrompus sans que la justice ne s'intéresse à tout ce beau monde.

Kenya: six tués dans une attaque attribuée aux islamistes shebab

Six personnes ont été tuées dans une attaque attribuée aux islamistes somaliens shebab contre un complexe résidentiel de la ville de Mandera, dans le nord-est du Kenya, à moins d'un kilomètre de la frontière somalienne, ont indiqué jeudi les autorités locales. «Nous avons subi une nouvelle attaque à Mandera et malheureusement nous avons six morts» et un blessé grave, a indiqué le gouverneur Ali Roba dans un communiqué, assurant que le reste des 33 locataires de ce complexe, des employés du secteur de la construction n'étant ni musulmans, ni ethniquement somaliens, ont été secourus sains et saufs. L'attaque a été lancée vers 02H45 contre ce complexe entouré d'un haut mur et protégé par des gardes et situé un peu en dehors de la ville de Mandera, capitale de la province du même nom et coincée à l'extrême nord-est du Kenya entre les frontières somaliennes (au sud-est) et éthiopienne (au nord). «Les assaillants ont utilisé de puissants explosifs contre le bâtiment», a déclaré Amb Mohamud Saleh, un responsable des services de sécurité locaux. Les shebab, affiliés à Al-Qaïda, cherchent à renverser le gouvernement somalien, soutenu à bout de bras par la communauté internationale. Mais ils mènent aussi des attaques au Kenya, qui fournit depuis 2011 un contingent militaire à la force de l'Union africaine en Somalie (Amisom).

Compétition des jeunes entrepreneurs : Ooredoo Sponsor de la cérémonie de remise des prix

INJAZ El Djazair a organisé, ce jeudi 06 Octobre 2016, à l'hôtel El Aurassi à Alger, la cérémonie de remise de prix aux lauréats de la 5ème Compétition des Jeunes entrepreneurs de l'année 2016. Cette 5ème édition organisée par INJAZ El Djazair, sous le haut patronage du Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, avec le soutien de Ooredoo en tant que Sponsor Exclusif, a vu la présence de nombreux officiels et personnalités du monde de l'entreprise et de l'enseignement supérieur ainsi que des cadres de Ooredoo et représentants des médias. Cette édition 2016 a connu la participation de plus de 1000 étudiants. Ces étudiants ont bénéficié d'un accompagnement d'une cinquantaine de cadres bénévoles du secteur privé leur permettant de mener à bien leurs projets, stimuler leur esprit entrepreneurial et leur faire découvrir le monde de l'entreprise. Lors de cette cérémonie exclusivement sponsorisée par Ooredoo, INJAZ El Djazair a dévoilé les meilleurs projets d'entreprise de la 5ème édition de la compétition. L'équipe lauréate du prix de la Meilleure entreprise représentera l'Algérie à la compétition régionale qui aura lieu les 21 et 23 novembre 2016 au Bahreïn.